

UNIVERSITE DE MONTPELLIER, FACULTE DE DROIT

LES IDÉES POLITIQUES de CHATEAUBRIAND

THESE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit .
de Montpellier

PAR

PHILIPPE ANDRÉ-VINCENT

AVOCAT STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

LAUREAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. DELBEZ, *Président.*

JOURDA, de la Faculté des Lettres, *assesseur.*

DE NESMES-DESMARETS, *assesseur.*

MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE LA PRESSE

Rue Jardin-Martel

1936

LES IDEES POLITIQUES
DE CHATEAUBRIAND

LES IDÉES POLITIQUES de CHATEAUBRIAND

THESE

Présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit
de Montpellier

PAR

PHILIPPE ANDRÉ-VINCENT

AVOCAT STAGIAIRE A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

LAUREAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

JURY

MM. DELBEZ, *Président.*

JOURDA, de la Faculté des Lettres, *assesseur.*

DE NESMES-DESMARETS, *assesseur.*

MONTPELLIER

IMPRIMERIE DE LA PRESSE

Rue Jardin-Martel

1936

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

LEMERCIER, Chargé de Cours de Droit Romain.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

VALERY, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



JURY

MM. DELBEZ, *Président*.

JOURDA, de la Faculté des Lettres, *assesseur*

DE NESMES-DESMARETS, *assesseur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PERE



LES IDEES POLITIQUES DE CHATEAUBRIAND

INTRODUCTION

La vie politique de CHATEAUBRIAND se déroule dans l'opposition. Il naît sur le granit breton, dans une province, plus qu'aucune autre en France, jalouse de ses libertés. Il est le fils de ces gentilshommes qui allaient aux Etats l'épée au poing et qui préféraient l'indépendance d'un vieux donjon croûlant aux pompes de Versailles. Comme eux il boude la Cour et reste au milieu de Paris l'enfant sauvage et rêveur de la bruyère armoricaine. Philosophe au surplus et familier des encyclopédistes, la Révolution le séduit jusqu'au jour où elle assume le pouvoir et se rend odieuse par ses crimes. Son indépendance répugne autant à la démagogie des clubs qu'à l'étiquette de la Cour. Et puis, quand on est le chevalier de Chateaubriand, il faut songer à sauver sa tête.

Mais à quoi bon émigrer de France seulement: il « émigre du monde ». D'emblée il s'oppose à l'univers habité, jusqu'au jour où les malheurs de Louis XVI (1) réveillent sa fidélité et le ramènent en Europe à l'armée des Princes. Sous les murs de Thionville, à Bruxelles, à Londres, il partage les misères de l'émigration, tout en demeurant étranger à ses principes si ce n'est à ses espérances.

(1) Un journal américain lui apprend la fuite et l'arrestation du roi à Varennes.

Cependant une grâce le touche; en pleurant sa mère morte il retrouve la foi de son enfance. Et dans le même temps, sous l'égide du premier consul, la France, elle aussi, revient à la religion de ses pères. Les églises s'ouvrent; les prêtres reparaissent; la vieille liturgie berce à nouveau le peuple souffrant. Le chant des cantiques monte avec les parfums de l'encens dans le ciel tout vibrant de la grande voix des cloches : et CHATEAUBRIAND écrit « Le Génie du Christianisme ». Le voilà sorti de son opposition farouche pour collaborer avec le premier consul à la restauration du culte; même il accepte une place de secrétaire à l'ambassade de Rome, puis le titre de ministre de France dans le Valais; il semble tout à fait apprivoisé.

Cela¹ dura onze mois. L'assassinat du duc d'Enghien révolte sa fidélité monarchique; il rejette les présents de l'usurpateur. Désormais il appartiendra à cette catégorie d'écrivains et de beaux esprits que la police impériale surveille, dont la censure supprime les écrits et qui rongent leur frein en silence, dans l'attente de l'événement libérateur.

L'événement se produisit, comme l'on sait, en 1814. Il adhère alors avec enthousiasme à la monarchie et adopte la Charte sans réserve. Son pamphlet « De Buonaparte et des Bourbons » est un éloquent plaidoyer légitimiste; ses « Réflexions politiques » tendent au développement d'une monarchie libérale.

Cependant Louis XVIII a conservé au Gouvernement et dans la plupart des postes de l'administration les vieux cadres jacobins, tout le personnel de l'Empire, et l'on assiste à ce spectacle inattendu d'une Chambre plus royaliste que le Roi, d'un ministère moins réactionnaire que les députés; on voit les hommes de la Révolution préférés à ceux qui ont souffert l'exil pour la légitimité; la trahison est récompensée.

sée; la fidélité, punie. Le vieux chouan se dresse de nouveau. Chateaubriand s'insurge. Au cri de « Vive le Roi quand même » il réclame « la Charte et les honnêtes gens ». En somme, il revendique le régime parlementaire et le droit pour les royalistes d'en profiter comme les autres : c'est toute la thèse de la « Monarchie selon la Charte », développée et reprise sans cesse dans ces premières années de la Restauration, au cours de ses interventions à la Chambre des Pairs, tout au long de ses brochures, et enfin, dans ces articles étincelants qui feront la gloire du « Conservateur » et qui contribueront pour une bonne part à la grande réaction royaliste des années 1820, 1821, 1822.

Les élections de 1821 envoient ses amis à la Chambre et lui ouvrent l'accès du pouvoir. Ambassadeur de Louis XVIII à Berlin, puis à Londres, enfin ministre des Affaires étrangères aux côtés de VILLÈLE il peut servir désormais une monarchie selon son cœur ; son ministère est celui de la guerre d'Espagne qui « relève la France de dessous les pieds de ses ennemis et lui remet l'épée à la main ».

Mais ses projets de politique extérieure qui nous exposent à un conflit avec l'Angleterre effraient la prudence de VILLÈLE; et son abstention dans une loi de conversion des rentes, présentée par le ministre, provoque son congédiement. Le voilà encore une fois rejeté dans l'opposition, et par la main de ses propres amis. Toute son influence à la tribune de la Chambre des Pairs et dans la presse où il dispose du *Journal des Débats* est tournée contre le ministère du Roi et contre la majorité des Chambres, dans une lutte qui sera fatale à VILLÈLE si ce n'est à la Monarchie. Après un répit de deux années durant lesquelles il se réfugie dans l'étude du passé et se livre à la poésie de la campagne romaine, tout en se prêtant à ses devoirs de magnifique am-

ambassadeur, 1830 le retrouve au rang des opposants. La Révolution de juillet le venge amèrement.

Et quand la monarchie s'en est allée, emportant avec elle tous les espoirs du libre citoyen, tous les devoirs du gentilhomme, il n'a plus qu'à se retirer de la scène en laissant tomber les sarcasmes de son mépris sur cette royauté bâtarde de Louis-Philippe aussi incapable de liberté que de durée. « Courtisan du malheur », on le verra parfois auprès des princes en exil: à Charles X, à Henri V, il portera les hommages stériles d'une fidélité sans issue, et avant de s'éteindre tout à fait sa grande voix répandra encore quelques beaux sons funèbres, tantôt chantant le glas des monarchies, tantôt se perdant en prophéties confuses où les visions d'une république idéale alternent avec les sinistres présages d'une barbarie scientifique dressée sur un univers nivelé.

Telle fut la carrière politique de CHATEAUBRIAND. Elle finit comme elle a commencé: dans la solitude. En 1830 comme en 1791 CHATEAUBRIAND « émigre du monde ». Et dans le fond ne fut-il pas toute sa vie un grand émigré ? Même au plus fort de l'action il est étranger à ses concitoyens, étranger à lui-même, lui qui se vantait dans ses mémoires d'avoir vécu « à la fois en dedans et à côté de son siècle » et qui écrivait dans le temps même où il nourrissait les plus grandes ambitions politiques, lors de son ambassade à Londres: « Hors en religion je n'ai aucune croyance... et je vais partout baillant ma vie ». Ce détachement amer, ce scepticisme, l'obsession morbide de l'éphémère, ce « vanitas vanitatum » qui est le leit-motiv des « Mémoires d'Outre-Tombe », mieux que les singularités de son humeur, mieux encore que son inflexible loyalisme, éclairent son attitude d'éternelle opposition et nous expliquent comment cet homme qui avait la prétention de valoir

autant en politique qu'en littérature (« si nous valons quelque chose ») se désintéressa des affaires publiques pendant la majeure partie de sa vie, et, sur les quinze années de la restauration ne collabora positivement au pouvoir que durant deux ans.

L'on ne saurait en tous les cas incriminer l'intransigeance de sa doctrine. Car en ce siècle d'éclectisme (2) et de palinogénésie (3) nul plus que lui ne fut amoureux de synthèse, de rapprochement des contrastes et de conciliation des contraires, nul n'a recherché plus soigneusement à capter tous les courants de son époque, à réunir toutes les idées et toutes les tendances au risque d'embrasser des contradictions et de s'entendre accuser de palinodie. Le champion de la légitimité écrit parfois comme un républicain authentique. N'ose-t-il pas adopter dans une lettre à Augustin THIERRY la révolution de 1830 comme un triomphe de ses doctrines? A quelques jours de là, il monte à la tribune de la Chambre des Pairs réclamant la monarchie légitime au nom de la raison. Duplicité? Non: dualisme.

Chateaubriand n'a pas deux visages mais deux pensées: ses changements de physionomie sont le reflet sincère d'une intelligence pleine de contradictions. On peut se demander s'il n'y a pas une certaine coquetterie intellectuelle dans cette recherche systématique des antipodes; il y a bien souvent dans l'éclectisme une affectation de largeur d'esprit.

Quoi qu'il en soit la pensée de CHATEAUBRIAND se présente au lecteur dans une indéniable confusion. On trouve dans les « Essais sur les Révolutions » un nihilisme radical, dans « De Buonaparte et des Bourbons », un légitimisme virulent, dans « la Monarchie selon la Charte », toutes les passions

(2) La philosophie de l'éclectisme enseignée par COUSIN.

(3) La « Palingénésie sociale » de Ballauche est la mise en œuvre de l'éclectisme dans le domaine politique et social.

des Ultras à côté d'un exposé rigoureux du régime parlementaire, dans « les Etudes historiques », une philosophie de l'Evolution empreinte du plus pur libéralisme, dans « l'Avenir du Monde » et les écrits des dernières années, des prophéties qui dépassent les rêves les plus audacieux de la démocratie. Et tous ces mouvements divergents d'apparence ne font que développer des sentiments qui n'ont jamais cessé de partager son cœur.

Son goût du beau lui inspirait le sens de l'ordre. Par là, il éprouvait la nécessité d'une suite, d'une cadence, d'une harmonie, c'est-à-dire, les raisons de la discipline et par corollaire, le danger de délier les entraves, de rompre avec le passé, d'ébranler les autorités tutélaires et les dogmes de la religion. Mais en même temps il est l'ennemi de toutes les contraintes, ne se prêtant au joug un instant que pour s'en évader, toujours en quête d'horizons inconnus et de lointains itinéraires, n'admettant d'autre autorité sur sa personne que celle de son honneur, et sur sa plume, que celle de son idée. Fier champion de la liberté de la presse, il attend de cette liberté qu'elle le conduise vers un monde nouveau et il l'invoque au cours de sa carrière comme jadis, sur les falaises de St-Malo, il appelait les « orages désirés » : il se confie à la grande houle des discussions publiques pour le porter vers d'autres rivages, il rêve dans sa vieillesse de socialisme et de République de la même manière qu'il enchantait son adolescence à imaginer les terres explorées en « béant aux lointains bleuâtres ».

En même temps, d'un loyalisme incorruptible. Sa fidélité aux Bourbons n'est pas un sentiment irraisonné, moins encore une froide attitude. Le gentilhomme français qui pleurait d'allégresse au retour de ses princes et qui pleurait encore au fond de l'exil dans la Chambre du Palais de Butschirad où reposait le corps de « son vieux roi » a toujours

eu la conviction que sans la monarchie légitime il ne pouvait y avoir pour la France ni ordre désirable ni sincère liberté et que la démocratie pure aboutirait infailliblement par le nivellement collectiviste au despotisme d'un César.

Schématiquement on peut considérer la pensée de CHATEAUBRIAND comme le confluent de deux courants majeurs de sentiments et d'idées. D'un côté: une absolue liberté individuelle, les Chambres et la presse au-dessus des ministres, l'opinion au-dessus de tout; de l'autre: respect des traditions nationales, souveraineté du roi, la chaîne des devoirs et l'autorité de l'Etat. La presse et le parlement comme dans une République, le roi et son conseil comme dans la Monarchie.

C'était là d'ailleurs la logique de la Charte et presque personne ne voyait ce qu'on faisait en accouplant ces contradictions. L'exemple de l'Angleterre était rassurant. On avait oublié l'échec de la Constitution de 1791. CHATEAUBRIAND se flattait que la puissance des Chambres ajouterait à l'autorité du Roi et que Louis XVIII serait beaucoup plus fort avec la Charte que Louis XIV avec les ordonnances. La suite des événements risquait de le détromper. Et sans doute son optimisme fut de courte durée. Mais rien ne put abatre ses idoles.

Si on l'avait accusé de contradiction il eut répondu que la faute ne lui en était pas imputable, qu'il se contentait d'enregistrer les aspirations de son siècle et les nécessités de l'heure, qu'il fallait bien tenir compte de celles-ci et de celles-là, en tenter la synthèse. Il ne croyait pas qu'on put aller contre le courant ni même que ce fut souhaitable, persuadé avec tout son siècle que l'évolution des mœurs et des idées conduisait infailliblement le monde vers un but vague et généreux au sein d'un ordre meilleur.

Pour lui comme pour tout son siècle la Liberté avait pris

naissance. Elle reposait avec la tribune et la presse sur un ensemble d'institutions qui permettaient au citoyen de discuter la chose publique. Sous l'ancien régime chacun pouvait avoir ou non son opinion; il n'y avait pas d'Opinion. Avec la Révolution l'Opinion s'était constituée; elle avait ses organes, ses membres, sa majorité et sa minorité, ses décisions; et le développement de la presse sous la Restauration mêlait à la lutte des partis un public de plus en plus nombreux. CHATEAUBRIAND avec tout son siècle en conçut un immense espoir.

Il tenait avec autant de force aux rêves de l'avenir qu'aux songes du passé; le trône et la Liberté représentaient pour lui le nœud inévitable faute duquel la suite des temps se-rait rompue et le Progrès brisé. Si cette double exigence renfermait une trop forte contradiction il fallait tâcher d'en amortir le choc par l'interposition d'un principe modérateur.

La Religion est ce principe. Elle marque les devoirs de chacun; elle fonde et tempère l'autorité; elle convient essentiellement à la Liberté. CHATEAUBRIAND s'est demandé si la Déclaration des droits de l'homme était compatible avec la reconnaissance des droits de Dieu. Il est tout près à certains moments de faire de Jésus-Christ le premier des Sans-Culotte. Il croit que la religion assagira la Liberté, l'inclinant au début devant la majesté du trône et la fortifiant peu à peu, la rendant capable de gouverner de plus en plus, jusqu'au jour où, le Mal ayant disparu du cœur des hommes, elle pourra régner sans partage. On sent passer dans certaines pages des Mémoires d'Outre Tombe la grande espérance qui souffla dans le monde catholique à l'approche de 1848 et que sembla un moment couronner la révolution de Février. Chateaubriand vécut assez pour entendre le bruit des émeutes de juin. Comme Monseigneur

Affre sur la barricade où il trouva la mort, lui aussi aurait pu recevoir en plein front les paroles de l'insurgé : « Ta liberté n'est pas la mienne ».

Non, cette Liberté égalitaire de l'émeutier des faubourgs n'était pas sa Liberté; elle était même ce qu'il exérait le plus. Elle aboutissait à ce régime où de peur que quelqu'un ne commande à quelqu'un sur un sujet quelconque, tout le monde commande à chacun sur tous les sujets. Elle écrasait les initiatives et les subordinations particulières.

CHATEAUBRIAND avait prévu le collectivisme. Après l'échec de la monarchie représentative, telle qu'il l'avait définie et voulue, ses prédictions prennent souvent une couleur sinistre. Il se demande alors et ne cessera de se demander jusqu'à sa mort si l'autocratie n'est pas le dernier mot de la Liberté. Il vénère toujours son idole, mais il la craint de plus en plus. La Liberté est un Dieu trop puissant; elle brise les freins les plus sacrés, elle écarte même la religion. Que les Rois se retirent, qu'ils se réfugient « dans la sainte nuit du passé » : il y a de la grandeur à se retrancher de son siècle et à descendre vivant dans son tombeau, à mépriser le monde qui passe et les hommes qui s'agitent. D'autres vont s'isoler dans une tour d'ivoire. Mais lui, il est déjà bien assez seul; il n'a qu'à se laisser glisser dans son cercueil. Du moins il y sera parmi les ruines et les fantômes qu'il a chéris. Et ne lui dites pas que le cimetière qui l'entoure n'est que celui de ses illusions: tout n'est qu'illusion. S'est-il illusionné lui-même? La conscience de l'homme s'est-elle laissée prendre aux gestes de l'acteur? En tous les cas cet acteur est bien mort; reste l'homme, cet être « de rêverie, de dégoût, de tristesse, de passions, qui n'a de refuge que dans l'éternité ».

PREMIERE PARTIE

SON AMOUR DE LA LIBERTE

CHAPITRE PREMIER

GENESE DE LA LIBERTE

I. — LES LIBERTES DE L'ANCIEN REGIME.

Funck BRENTANO a dit que sous l'Ancien Régime la France était « hérissée de libertés ». Il y avait les libertés de l'Eglise Gallicane, les libertés des Parlements, les libertés des Pays d'Etat, les franchises des Communes, les immunités des biens du Clergé, les privilèges des Corporations; chaque classe sociale avait sa liberté particulière: celle du noble était de ne pas payer l'impôt, celle du rôturier, de ne pas porter les armes; et tout comme ces Bretons qui protestaient, l'épée au poing, contre une majoration d'impôt d'un sou par tête, chacun se serait fait tuer pour défendre sa liberté. Mais on ignorait la Liberté (1).

Etre libre ne signifiait pas être roi, mais seulement, maître chez soi; on se dressait parfois contre le souverain, on ne le renversait pas; on ne songeait pas à prendre sa place. Comme l'autorité dont elle posait les limites, chaque liberté avait un pouvoir réduit, une compétence restreinte à son objet: les jurés d'une corporation ne pensaient à légiférer

(1) Nous employons une majuscule pour désigner la Liberté dans le sens du *Contrat Social* et des principes révolutionnaires.

pour le royaume; et dans les périodes troublées si l'on vit les libertés se pousser jusqu'au trône il suffisait qu'elles fussent conduites par le prévôt des Marchands (2) pour qu'elles prissent conscience de leur excès et se condamnassent elles-mêmes à rentrer dans l'ordre.

Comment eût-elle aspiré à régner cette liberté morcelée entre une infinité de groupes sociaux, attachée à de petits intérêts de paroisse ou de profession, enserrée dans de vieux cadres étriqués? Elle se trouve à mi-chemin de l'individu et de l'Etat, aussi incapable de soulever l'un que de dominer l'autre, mais constituant entre les deux antagonistes une série de freins qui peuvent jouer aussi bien contre celui-ci que contre celui-là. Elle représente autant de barrières aux empiètements de l'autorité qu'aux usurpations de l'individu.

Sans doute, elle est une protection pour l'homme ; mais par cela même elle lui est supérieure; elle ne lui appartient pas tout à fait; elle fait partie d'une armature sociale et non de sa volonté individuelle. Car les libertés de l'ancienne France ne sont pas les « Droits de l'homme »; elles n'ont rien de métaphysique, ni d'abstrait; elles sont des choses. Comme des biens patrimoniaux elles se conservent dans les familles professionnelles, municipales, provinciales qui les ont acquises par leurs travaux, qui les ont payées de leur sueur de leur sang ou de leur argent (3). Comme des biens patrimoniaux elles peuvent être dilapidées par leurs déten-

(2) Sous Jean le Bon, et durant la captivité du souverain en Angleterre, le prévôt des Marchands, Etienne Marcel, est à la tête d'une sédition.

(3) L'origine des Etats comme de la plupart des assemblées provinciales se trouve dans un secours d'argent: de chaque impôt nouveau naît une liberté. Plus tard, quand les libertés seront menacées par la centralisation un don gratuit sera le moyen de les conserver (par exemple: Edit. de 1692).

teurs et parfois, confisquées par l'Etat (4); comme eux, elles sont le fruit de l'effort humain, un héritage, et qui ne se maintient que par un perpétuel effort; elles ont des fortunes diverses: elles naissent et prospèrent au Moyen Age mais elles déclinent et souvent disparaissent au temps de la centralisation monarchique. Dans leur métier, dans leur cité, dans leur classe et à leur rang les peuples n'ont que les libertés qu'ils méritent.

Si elles sont une conquête de l'homme, c'est de l'homme social et non de l'homme individuel, de l'homme groupé dans un corps d'Etat et soumis à l'ordre de ce corps. Elles sont le fruit d'une discipline et supposent la subordination comme l'état primitif de la Société. Il faut d'abord conformer son industrie aux règles de la profession si on veut l'exercer en toute indépendance vis-à-vis de l'Etat; et si on veut élire souverainement les chefs de son métier il faut commencer par se soumettre à sa loi. Sous l'Ancien Régime la liberté est de droit social, de droit acquis; le dix-huitième siècle la proclamera de droit individuel, « de droit naturel ».

II. — LA LIBERTE DE ROUSSEAU.

Il était donné à J. J. ROUSSEAU de découvrir par delà les temps de la vie en société, un état de nature où l'homme connut une activité sans contrainte dans une existence absolument indépendante de celle de ses semblables. Nous n'aurons pas l'indiscrétion de demander à l'auteur du Contrat Social d'où venait, où allait cet homme de la terre vierge, sans père ni mère, sans frère, sans compagnon et sans chef, car il nous avertit lui-même que l'état de nature n'est sans doute qu'une fiction utile, simple postulat mais sur

(4) Ou simplement mises en tutelle. Ainsi l'autonomie financière des communes est réglementée dès le temps de Saint Louis.

lequel est basée la Liberté. Car la Liberté au sens roussien du mot c'est le droit absolu de n'obéir qu'à soi-même. C'est pourquoi sans la fiction du Contrat Social on se verrait dans la cruelle alternative ou de supprimer le gendarme ou de nier la Liberté; or l'un est absolument nécessaire à la société, l'autre, absolument nécessaire à Rousseau. Mais comment faire vivre et durer en même temps cette contrainte et cette Liberté ? c'est toute l'histoire du Contrat Social.

« Au commencement était la Liberté ». Il appartenait à la Révolution de bouleverser toutes les notions de l'ordre politique avec ce simple axiome. On avait cru jusque là que l'être humain naissait au sein des familles et non dans l'indépendance de tout lien; on pensait qu'en l'absence d'une société organisée les hommes nus et sauvages iraient à travers les bois sans autre défense que celle de leurs pieds et de leurs mains et qu'il en serait d'eux comme les bêtes fauves qui n'ont de respect que pour celle dont la griffe est mieux acérée ou le croc plus solide; enfin, on en concluait que sans autorité reconnue les hommes obéiraient à la loi de la jungle, le fort ayant toute licence d'opprimer son voisin plus faible. Dans cette conception l'épanouissement de l'individu voulait un effort constant de la société, la lutte permanente de l'ordre sur l'anarchie primitive; et la première des libertés était d'être gouvernée, toutes les autres ne pouvant tenir sans celle-là.

Du reste, il est assez évident que la liberté de circuler est le fruit d'une bonne police et que la liberté d'imprimer ne se conçoit pas chez des hommes ignorants ces artifices de la vie en société que sont la lecture et l'écriture. Aussi bien Rousseau n'ignore pas l'importance de la législation et il lui donnera une assez large place dans ses conclusions ; mais pour l'instant il faut et il suffit que l'individu soit sou-

verain et pour cela, d'abord, que la Liberté lui appartienne en propre.

Cette Liberté est un don de nature, supérieur à toutes les contingences terrestres et à tous les hasards de la naissance; le même pour le riche et pour le pauvre, pour le nègre et le blanc, pour l'homme du Mississipi et le riverain de la Seine. Ce n'est pas un héritage soumis au travail des générations et aux vicissitudes de la fortune mais un droit naturel que nous tenons de l'indépendance première de nos ancêtres. Ce n'est pas davantage une acquisition personnelle, elle est aussi entière chez l'enfant qui vient au monde, nu et sans défense, que chez l'adulte armé pour la vie. La liberté politique a tous les caractères de la liberté métaphysique. L'homme est à l'origine en face des lois humaines comme en face des commandements de Dieu, aussi libre de s'y soustraire: aussi maître de ses actes publics que de ses intentions les plus secrètes. Il y a même cette différence que le décalogue existe indépendamment de sa volonté tandis que les lois humaines tirent de lui leur existence

En effet, la Liberté étant antérieure à la société celle-ci dérive de celle-là. L'ordre des peuples naît d'une délibération. Les hommes viennent en un lieu et font un pacte: telle est l'origine des nations. Et ce contrat social est renouvelé à chaque génération, dans l'ordre de la Liberté nul ne pouvant obliger que lui-même. Les vagissements du nouveau-né dans son berceau ne sont-ils pas le témoignage de son adhésion au pacte souscrit par ses aînés?

De cette façon le Gouvernement n'est que l'expression de la Liberté et chacun a consenti d'avance à toutes les contraintes dont la Société voudra le charger. « Chacun s'unissant à tous n'obéit pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant » (5). En principe nul ne se trouve

(5) *Contrat Social*, Livre I, chapitre 6.

obligé sans l'avoir voulu, l'autorité étant le produit de la Liberté.

La Liberté absorbe tout. Etant au commencement de tout, elle établit tout, elle commande tout; elle est Dieu. Seulement, par l'effet du Contrat Social, elle a changé de place: elle est sortie des individus pour se fixer dans l'Etat. Elle s'est fait gendarme. Or elle reste la même dans ses nouvelles attributions; elle y conserve son omnipotence, sa primauté absolue, son droit divin; fondue dans l'Etat, elle lui infuse ses vertus, elle lui communique sa divinité. La loi étant l'instrument de la Liberté, plus il y aura de lois et plus on sera libre; le maximum de contraintes procurera le maximum de bonheur; le despotisme le plus tracassier sera la libération du genre humain.

L'autorité s'appelle Volonté générale; elle est constituée par « l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à toute la communauté » (6). Elle s'étend donc à tout. Contre elle, nul être humain ne saurait invoquer la Liberté puisque la Liberté est toute en elle; nulle activité humaine ne saurait lui échapper puisque rien d'humain n'échappe à la Liberté. La Liberté n'a pas de limites; elle non plus; la Liberté est une et indivisible, elle aussi. C'est ainsi que le libéralisme le plus extrême aboutit à l'étatisme le plus universel et que pour n'obéir qu'à soi-même on s'enlève toute possibilité de ne pas obéir.

III. — LA LIBERTE DE CHATEAUBRIAND.

CHATEAUBRIAND avait-il vu toutes les conséquences du Contrat Social? prévoyait-il que les hymnes à la Liberté s'épanouiraient dans le sang des aristocrates. Sans doute dans ROUSSEAU, ce qui avait séduit l'apprenti philosophe, ce

(6) *Contrat Social*, Ibidem.

qu'il avait pénétré avec toute sa sympathie c'était le génie des œuvres plutôt que leur logique; c'était le vent de liberté qui souffle dans le « Discours sur l'Inégalité »; c'était l'esprit qui soulève les pages du « Contrat Social » plutôt que leur enchaînement rationnel. Dans l'exaltation du sentiment individuel, dans ces cris d'indépendance qui s'élèvent çà et là de l'œuvre de ROUSSEAU il a puisé l'inspiration qui le poussera vers les forêts américaines et qui traversera sa vie de cette flamme inquiète, de cette sourde révolte contre tout ce qui fixe, tout ce qui arrête, tout ce qui contraint, ne lui laissant de certitude et de dogme ici-bas que celui de la Liberté.

Par là, en fait et, quoi qu'il en dise, toute sa vie, il restera fidèle à l'esprit du *Contrat Social*. Il peut renier sa jeunesse, il peut désavouer les pages des *Essais* sur la félicité des sauvages, sa liberté restera la liberté des bois « ce droit naturel » que « chaque homme a reçu en naissant sous le nom d'indépendance individuelle » et qui est le même sous tous les climats. C'est bien la Liberté, celle de Rousseau, dont il dira à la tribune de la Chambre des Pairs qu'elle « ne vient pas du peuple ni du Roi » « qu'elle ne sort pas du droit politique, mais du droit de nature ou plutôt du droit divin ». Absente de son origine, absente de son développement la société n'a rien fait pour elle et ne peut rien contre elle. Qu'elle s'appelle liberté de marcher, ou liberté d'écrire, elle appartient tout entière à l'individu. La liberté de la presse elle-même est un don de Dieu. Attenter à cette liberté ce serait aller contre Dieu même « qui livre l'homme à son franc arbitre », « qui ne mit point de conditions à la parole lorsqu'il donna la parole à l'homme, laissant aux lois le droit de punir cette parole lorsqu'elle faillit mais non le droit de l'étouffer » (7).

(7) Opinion sur le projet de loi relatif à la police de la presse,

On s'expliquerait mal l'attachement passionné de CHATEAUBRIAND à la liberté de la presse si l'on ne voyait qu'elle est à ses yeux une forme de cette Liberté première qui est consubstantielle à l'individu et antérieure aux lois, tellement prépondérante dans son esprit qu'il lui sacrifie son loyalisme monarchique et qu'il lui fait hommage d'une révolution dont il déplore par ailleurs toutes les conséquences (8). Pour elle, n'en doutons pas, il accepterait la République.

Mais plus purement épris que ne le fut ROUSSEAU il se refuse à toute combinaison dans laquelle il entrerait autre chose qu'elle même; il ne l'associe à aucune forme de Gouvernement; il la veut indépendante de la souveraineté du peuple comme de celle du Roi, sans compromis avec l'Etat, seule et maîtresse de son but qui est la grandeur de l'individu, la sécurité des personnes; il ne l'engage dans aucun contrat dont elle risquerait de faire les frais. ROBESPIERRE a prononcé pour toujours la séparation de la Liberté et de l'Etat; et Mme ROLLAND proclame ce divorce lorsque rencontrant la Liberté sur l'échafaud elle lui adresse le cri fameux: « Liberté, Liberté ! que de crimes on commet en ton nom ! »

Désormais la souveraineté du peuple est aussi suspecte aux libéraux que la souveraineté du Roi et quelles que soient les variations de sa pensée CHATEAUBRIAND demeure fixe sur un point: la Liberté de l'individu indépendante de

page 480. J'indique dans ma bibliographie l'édition des œuvres de Chateaubriand à laquelle se rapportent les références.

(8) Lettre à Augustin THIERRY (11 septembre 1830) : « Je m'en vais du moins, Monsieur, avec la paix d'un honnête homme. Je crois avoir un peu contribué à la liberté de mon pays. La presse me doit peut-être quelque chose et c'est elle qui vient d'affranchir ma patrie; mes doctrines triomphent et ma chétive personne périt. Qu'importe alors ? »

l'organisation du pouvoir, en dehors et au-dessus des contingences de l'ordre politique. Qu'il en soit l'ennemi, qu'il en soit l'auxiliaire, l'Etat reste distinct de la Liberté. Du septicisme des Essais au dogmatisme des Etudes historiques, c'est le même principe qui se déroule: en 1797 sous l'impression des excès de la Terreur il lui semble que la Liberté aura toujours à souffrir du gouvernement; en 1827 guéri de son ancien pessimisme il pense qu'elle peut se concilier toutes les formes de l'autorité. Mais que le pouvoir lui soit dur ou généreux, jamais elle ne se donne à lui: elle ne lui doit rien, elle ne lui est rien, elle ne lui demande que le respect: « Aucun prince, aucune assemblée ne saurait vous donner ce qu'il n'a pas ni vous ravir ce qui est à vous ».

Et c'est par ce respect qu'il rend à la Liberté que le prince ou l'assemblée se rendent à leur tour respectables. « Il n'y a qu'une constitution pour tout Etat: Liberté n'importe le mode » (9). Dans cette formule laconique qui prêterait à bien des contre-sens, il faut entendre que le respect de l'individu est la maxime fondamentale de la Société. Ce qui juge un gouvernement, ce n'est pas l'ordre et la sécurité qu'il procure, la justice qu'il rend, ce n'est pas la prospérité des campagnes et le luxe des villes, c'est seulement et par dessus tout son égard à la liberté de chacun. C'est de n'avoir ni emprisonné ni confisqué ni exilé ni séquestré si ce n'est dans l'intérêt même de la Liberté.

(9) Etudes Historiques: introduction, page 102.

CHAPITRE II

LIBERTE ET SOUVERAINETE

I. — CHATEAUBRIAND OUBLIE LE ROLE POSITIF DE L'ETAT.

Ne nous étonnons pas que CHATEAUBRIAND tienne pour négligeable le rôle positif du Gouvernement. Au dix-huitième siècle, au temps de la « douceur de vivre », nulle invasion, nulle guerre civile n'ayant troublé l'Etat, on n'en s'en-tait plus la présence: on en avait oublié le prix et le bien-fait; et si les grandes secousses de la Révolution et de l'Em-pire avaient pu faire apprécier le repos antérieur il n'ap-paraissait pas aux hommes de ce temps que ces violences fussent l'effet d'un manque d'autorité, le pouvoir n'ayant jamais été plus absolu. Ou bien l'action du Gouvernement n'apparaissait pas; ou bien elle se manifestait en catastro-phe. La paix d'Amiens avait été trop brève pour faire goû-ter les bienfaits de l'Empire et il n'y avait pas eu après les désordres de la Révolution une de ces ères heureuses (le règne d'Henri IV après les Guerres de Religion, les pre-mières années de Louis XIV après la Fronde) qui font con-naître et aimer les fonctions de l'autorité.

Ne pensant aimer l'Etat pour lui-même il restait au libéral de le supporter pour la liberté qu'il laisse et de faire de cette liberté le critérium de l'Etat supportable, en somme la

pierre de touche de la Légimité. Qu'importent les ruines et les désastres nationaux ! Par la Déclaration des Droits de l'Homme, la Révolution a racheté ses crimes. CHATEAUBRIAND serait tenté de lui pardonner la Terreur : « elle nous tuait mais elle nous honorait », écrira-t-il dans les *Mémoires d'Outre-Tombe* (10). Mais il ne peut lui faire grâce de la souveraineté du peuple.

Pour les grands libéraux de la Restauration comme pour CHATEAUBRIAND ce principe représente le pire ennemi de la Liberté, le plus dangereux ferment de la tyrannie. ROYER-COLLARD tient la souveraineté du peuple « pour la forme la plus absolue du pouvoir absolu » ; Benjamin CONSTANT et GUIZOT ne sont pas moins effrayés d'une conception qui, étendant le pouvoir au corps entier de la Nation, ne laisse rien subsister en dehors de lui et supprime tout ce qui pourrait contrebalancer son action. L'individu est sans défense contre « cette souveraineté dont le centre est partout, la circonférence nulle part ».

D'ailleurs toute souveraineté répugne également au libéralisme de CHATEAUBRIAND. Toute souveraineté n'est-elle pas une et indivisible comme la liberté, sans limite comme elle, sans forme et sans figure ? Il n'y a pas de place pour elles deux dans l'État et il est fatal que l'une opprime l'autre. Ici une fois de plus CHATEAUBRIAND comme tout son siècle se trouve prisonnier de ROUSSEAU. Il en a rejeté la dialectique mais il obéit à ses définitions. Les abstractions roussiennes lui dérobent le visage de l'ancienne France. C'est la Souveraineté de ROUSSEAU, c'est la Liberté de ROUSSEAU qu'il a devant les yeux et non cette souveraineté, ces libertés que l'ancienne France concrétisait dans l'infini diversité de ses conseils, de ses Cours, de ses jurandes, tous souverains dans

(10) *Mémoires d'Outre-Tombe*, page 400, tome III.

un certain domaine, tous libres dans un certain ordre, aussi jaloux que respectueux de leurs libertés.

II. — IL NE VOIT DANS L'ETAT QUE L'ADVERSAIRE DE LA LIBERTE.

Sous l'Ancien Régime liberté et souveraineté n'étaient que les deux faces, les deux versants complémentaires d'un même intérêt légitime : l'intérêt d'un corps d'état s'appelait souveraineté quand il s'imposait à ses membres, liberté quand il s'opposait aux autres citoyens ou au Roi, de même que l'intérêt du pays s'appelait souveraineté quand il gouvernait les gens du pays, liberté quand il s'opposait aux prétentions de l'étranger. Et tous ces souverains pouvaient fort bien s'accommoder entre eux, n'étant pas impossible de distinguer les intérêts proprement corporatifs des intérêts proprement municipaux, ni les intérêts d'un corps d'état donné des hauts intérêts de l'Etat.

En bouleversant les bases de la personnalité, en considérant dans les individus et dans les groupes humains non ce qui les différencie, leurs intérêts, mais ce qui leur est commun, la volonté, en bifant toutes leurs inégalités naturelles pour ne conserver que leur égalité métaphysique, ROUSSEAU allait établir la souveraineté et la liberté sur une base abstraite et indéfinie, tellement élargie qu'elles absorberaient fatalement le champ entier de l'activité humaine et qu'on aboutirait à l'accaparement de tout par l'Etat totalitaire.

La volonté abstraite, en effet, est un absolu ; elle est indéterminée par définition ; si elle est souveraine on ne peut lui marquer de limites, si elle est libre on ne saurait la restreindre par rien. Rien en elle-même ne définit la volonté ; ce n'est que par ses points d'application qu'on peut la sai-

sir et la fixer; or elle est juge de ses points d'application si elle est souveraine, si elle est libre de son choix. C'est pourquoi rien ne la détermine qu'elle même et ses possibilités sont infinies.

Le volontarisme aboutit à l'absolutisme en droit public comme en droit privé: ici, c'est le droit absolu du propriétaire; là, c'est le droit absolu de l'Etat. Il ne faut pas s'étonner de voir les plus grands libéraux arriver aux conclusions les plus absolutistes. Souveraineté et Liberté étant également unes et indivisibles, pour faire subsister ces deux divinités ils n'ont d'autres ressources que de les confondre en une seule sous le nom de Volonté Générale; et s'ils n'admettent cette confusion qui risque fort de se traduire par une confiscation ils sont obligés de supprimer l'une ou l'autre.

Conscients de cette incompatibilité les penseurs du libéralisme annulent l'idée de souveraineté. Pour l'anéantir sans effort, ils commencent par la désincarner; ils la séparent de son corps, qu'il s'agisse du corps populaire, avec ses millions de têtes ou du corps à chef unique; et, lui enlevant tout point d'appui matériel, la réduisent à l'état d'idée pure; ils la mettent à la merci du vent. Car si un grand nombre d'entre eux la rattachent à la Charte (11), pensant lui laisser quelques réalités en l'appuyant sur un texte écrit, ils ne placent auprès de ce texte aucun corps vivant pour l'interpréter et la mettre en œuvre. Des formules inertes que chacun peut expliquer à sa guise et invoquer quand il lui plaît, voilà le souverain.

(11) Les doctrinaires (ROYER-COLLARD, GUIZOT) qui voient dans la Charte, la Raison Ecrite.

III. IL SUBSTITUE LA SOUVERAINETE DE LA LIBERTE
A LA SOUVERAINETE DE L'ETAT.

D'ailleurs CHATEAUBRIAND ne s'est jamais positivement expliqué sur la souveraineté, soit qu'il vit en elle une puissance dangereuse et préférât la laisser dans l'ombre, soit que son génie ondoyant et ailé se refusât à la construction de ces systèmes politiques dans lesquels excellait ROYER-COLLARD. On dirait qu'il pressent un piège et qu'il se méfie encore de la souveraineté alors qu'elle est dissoute dans les abstractions ou momifiée dans un texte constitutionnel.

Dans une des rares pages où il paraisse avoir affronté le problème, au début de l'introduction aux Etudes Historiques, il traite de la souveraineté en quatre lignes; tout le reste est consacré à la Liberté. La Liberté, voilà le souverain des souverains, voilà ce qu'il met au-dessus de tout, ce qui juge tout, ce qui fonde tout. Il faut relire la formule des Etudes inscrites au terme de sa carrière politique comme la conclusion: « Il n'y a qu'une constitution réelle pour tout Etat: Liberté, n'importe le mode ».

Que l'Etat respecte la liberté de chacun ce n'est pas seulement son devoir, sa limite et sa garantie, c'est sa mission essentielle, son fondement et sa justification. Voilà la clé de l'édifice, le point où toutes les parties doivent converger et sans lequel l'ensemble ne peut subsister.

Par rapport à ce point essentiel la souveraineté occupe une bien pauvre place; elle n'est même pas un moyen puisque la liberté est de droit naturel, existant par elle-même et avant tout; elle est simplement la « force » qui établit l'ordre; elle est, à côté de l'édifice, le gardien qui écarte les troubles et prévient les incendies. Elle est tellement rapetissée dans l'esprit de CHATEAUBRIAND, tellement vidée de sa substance qu'on hésite à la reconnaître; il lui manque son

caractère essentiel, celui de commander l'obéissance plus que tout et au-dessous de tout; elle n'est plus la loi suprême. La loi suprême, c'est la Liberté.

On serait tenté de dire qu'ici la Liberté est souveraine si le mot souverain dans son plein sens était admissible pour CHATEAUBRIAND, s'il ne l'avait déjà suffisamment abaissé pour le rendre incompatible avec la plus haute de ses conceptions, si la crainte de tout ce qui évoque le pouvoir absolu et même le pouvoir tout court ne dominait toujours en lui. Sans doute la Liberté doit être souveraine des esprits et des cœurs; mais craignons d'associer l'Etat à son empire; craignons de relever le despotisme en mettant dans ses mains les armes du despote: ces armes se retourneront contre elle. Dans l'ordre politique plus elle exercera le pouvoir et plus elle se créera de chaînes.

Deux conceptions de la Liberté s'affrontent au dix-neuvième siècle, celle de l'individualisme, et celle du socialisme. La Liberté individuelle, cette indépendance naturelle qui laisse à chacun la responsabilité de ses actes et l'initiative de ses directions, est en butte à la liberté politique qui organise la participation des individus au pouvoir. Celle-ci, en effet, se confond très vite avec l'Etat dont elle développe les attributions en pensant accroître son propre domaine; elle aboutit au monopole, au fonctionnarisme universel, à la suppression de toute activité indépendante et de toute liberté particulière, à la main-mise de l'administration sur la direction des entreprises et bientôt sur l'orientation des individus.

CHATEAUBRIAND a eu le mérite de discerner le socialisme dans le bulletin de vote parlementaire et de prévoir que le développement de la liberté politique aboutirait à la suppression de la liberté individuelle. Les conséquences de la démocratie l'effraient. Comme les libéraux ses contempo-

rains qui ont pu goûter les douceurs de la tyrannie populaire alors qu'elle croyait par la guillotine arriver au nivellement absolu, il redoute cette lente action de la démocratie, cette lente usure de tous les patrimoines et de toutes les institutions comme de tous les caractères, comparable aux mouvements d'un grand fleuve érodant les pierres qu'il charrie jusqu'à ce qu'elles soient sans arêtes, sans forme, sans éclat, réduites à l'état de galets tous semblables. Les libéraux les plus conscients de cette époque, les plus jaloux individualistes, de ROYER-COLLARD à BENJAMIN-CONSTANT, ont redouté la démocratie. Ils lui cherchent des freins, ils veulent l'endiguer; ils la craignent. Mais ils la veulent.

C'est qu'un autre souci les domine: un égal danger menace leur liberté. Non moins que la tyrannie du despote anonyme ils craignent les excès du pouvoir personnel. Napoléon a agi sur son siècle en des sens très divers: si plus tard son règne a frappé les imaginations d'un trait de gloire, en 1815, on ne voyait encore que le sang; et lui-même apparaissait comme l'incarnation de la plus exécrationnable tyrannie. CHATEAUBRIAND ne fait que traduire l'état d'esprit de ses contemporains lorsqu'il écrit dans ses mémoires: « Jamais aucun talent, aucune supériorité ne m'amènera à consentir au pouvoir qui peut d'un mot me priver de mon indépendance, de mon foyer, de mes amis ». Et BENJAMIN CONSTANT définissait la situation du libéralisme en disant: « Par Liberté j'entends le triomphe de l'individualité tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité à la majorité ». Après BONAPARTE le pouvoir personnel apparaît presque aussi dangereux que le tyran anonyme après la Terreur. Entre César et Démos les libéraux sont pris comme entre deux feux.

Ils s'y maintiennent cependant. César leur apparaît-il suf-

fisamment assagi dans la personne de Louis XVIII et Démos, assez inoffensif dans cette assemblée censitaire que balance la Chambre des Pairs et que domine l'initiative royale? Les adversaires de la Liberté s'anuleront l'un l'autre, pensent-ils, leur action s'opposant et se limitant réciproquement, si bien qu'aucun ne puisse dominer. Il y a du machiavélisme dans cette combinaison de forces hostiles que l'on conserve pour les immuniser; on y reconnaît aussi l'influence de MONTESQUIEU.

IV. — COMMENT IL CHERCHE A DIMINUER L'ETAT.

MONTESQUIEU est le père de la séparation des pouvoirs. A sa suite on cherchera à réaliser l'harmonie de l'Etat non par la hiérarchie mais par l'équilibre des forces, non par l'autorité mais par des libertés bien dosées, non par la convergence des efforts mais par leur résistance réciproque. Car, non content de mettre en formule toutes les formes de Gouvernement et d'en démonter les rouages avec une précision d'horlogerie, il a préconisé un système dans lequel la liberté des individus est assurée par un agencement harmonieux de l'Etat. Le Gouvernement y est conçu comme un équilibre de forces contraires, de pouvoirs rivaux qui sans empiéter jamais se contiennent toujours exactement. Exécutif, législatif et judiciaire, égaux entre eux comme les personnes de la Sainte-Trinité ne forment cependant qu'un seul Gouvernement comme le Père, le Fils et le Saint-Esprit ne font ensemble qu'un seul Dieu; et si l'un des trois pouvoirs s'oppose à la volonté de l'autre ce ne saurait être pour l'opprimer mais pour le ramener à ses limites. Que ces conceptions de l'esprit pur se soient évanouies au premier choc du réel, que les hommes assemblés aient tenté en vain de leur donner une solidité, que les constitutions de 1791 et de 1848 où règnent les principes de séparation des pouvoirs se

soient brisées au premier usage, CHATEAUBRIAND probablement n'en eût jamais souci. Mal instruits par une première expérience qu'ils considéraient comme un mal-donne, privés de la confirmation que cette expérience devait recevoir des mains du prince-président (12) les libéraux de la Restauration étaient fascinés par l'exemple de l'Angleterre.

De l'autre côté de la Manche deux Assemblées d'égale force et de source différente se partageaient l'empire des lois : la Chambre des Communes comme « Pouvoir représentatif de l'Opinion », la Chambre des Lords comme « Pouvoir représentatif de la durée » ; au-dessus d'elles, « un Pouvoir neutre » (13), un juge de paix suprême, pour délimiter leurs conflits ; et à côté d'elles, toute la hiérarchie judiciaire confrontant en toute indépendance les lois et l'équité. Voilà le schéma idéal qui s'offrait aux Constituants de 1815. CHATEAUBRIAND qui connaissait déjà par MONTESQUIEU la Constitution anglaise et qui vécut cinq ans de sa vie d'émigré sur le sol britannique en dû être fortement impressionné.

Ce qu'il y discernait sans doute, ce qui enchantait l'individualisme de Benjamin CONSTANT dans cette séparation des pouvoirs, c'était l'affaiblissement de l'Etat ; le démembrement de l'autorité leur semblait le gage de la Liberté individuelle. Au fond ils retournent contre l'Etat la maxime que celui-ci avait appliqué avec tant de succès : « diviser pour régner ». Comme un bon traité de paix au temps de RICHELIEU avise au morcellement de l'ennemi, une bonne charte à l'époque de ROYER-COLLARD est celle qui démembre habilement la souveraineté. Sans déclarer comme « les purs »

(12) Louis-Napoléon qui devint Napoléon III après le coup d'Etat du 2 décembre.

(13) Ces expressions sont de Benjamin CONSTANT.

notre ennemi c'est notre maître, le libéral aspire secrètement au maximum d'anarchie possible où si l'on préfère, au minimum de pouvoir.

Qu'il s'appelle Benjamin CONSTANT ou CHATEAUBRIAND le libéral est un cratophobe; par la séparation des pouvoirs il espère réduire l'Etat à l'impuissance, l'occuper tout entier à ses luttes intestines après l'avoir préalablement divisé et amoindri. Voilà ce qui fait le succès du régime parlementaire dans l'opinion libérale et l'on s'explique alors que la démocratie ait été introduite au sommet de l'Etat par des adversaires déterminés de la souveraineté du Peuple.

Néanmoins il y avait là un jeu dangereux dont CHATEAUBRIAND se rendait parfaitement compte: ouvrir le pouvoir aux électeurs à 3.000 livres de rente c'était donner à tous les autres l'envie d'y accéder; soumettre les affaires du Roi aux votes de la Chambre c'était en germe le règne du Parlement.

Si bien balancés que soient les pouvoirs antagonistes, la lutte qui les mettait aux prises ne pouvait être éternelle et se terminerait fatalement par l'écrasement de l'un ou de l'autre. Or, le vainqueur de la bataille, qu'il soit César ou Demos, ne trouverait en face de lui rien qui s'opposât à son empire. Ne reposant que sur la rivalité de ses adversaires la Liberté aurait perdu ses sûretés constitutionnelles: elle s'évanouirait au premier signe.

V. — LES LIBERTES DE LA DECENTRALISATION.

En dépit de son goût pour les chimères CHATEAUBRIAND voyait les réalités et il ne s'aveuglait qu'à demi sur les chances de durée en France d'une constitution à l'anglaise. Mais si fragile que soit cette combinaison il n'envisageait pas d'autre moyen de garantir la Liberté. Les dernières traces des institutions provinciales à l'abri desquelles l'an-

cienne France savait tenir tête à l'autorité du Roi avaient disparu dans la tourmente révolutionnaire et il n'en restait nulle empreinte dans la mémoire de CHATEAUBRIAND. Ce breton semble avoir oublié la fière indépendance de sa province, les libres votes de ses communautés villageoises, les délibérations de ses Etats, les remontrances de son Parlement. Ses lectures ont complètement effacé les souvenirs de ces libertés. Elles lui ont substitué l'idée d'une liberté incompatible avec les anciennes notions.

On s'explique par là que CHATEAUBRIAND ait ignoré tous ces problèmes de second plan mais qui ne cessèrent d'intéresser ses contemporains et qui devaient revivre à la fin du siècle dans les aspirations syndicales et régionalistes. Réveillées à la terre et à l'usine par les MISTRAL, les DE MUN, les JAURÈS, socialistes et royalistes avec la TOUR DU PIN et Jules GUESDE leur donnèrent diverses formules; Charles MAURRAS les accueillit dans les cadres de son empirisme organisateur.

Nulle part on n'en trouve l'ébauche dans CHATEAUBRIAND et si nous voulons connaître la pensée des monarchistes de ce temps en matière de liberté locale c'est à VILLÈLE et à VITROLLES qu'il faut nous adresser. Eux, il est vrai, n'ont pas connu la Liberté par la lecture de ROUSSEAU, ils ne l'ont pas demandé aux savanes du Mississipi ni aux vagues de l'Océan; l'un et l'autre sont des hommes de conseils généraux, des administrateurs qui écoutent les doléances de leur fermier et connaissent par cœur leur province, des hommes à qui n'échappe pas l'intérêt d'un chemin vicinal; avec cela, des esprits d'une large envergure politique qui voient dans l'administration des affaires locales un moyen de canaliser les mouvements du peuple, de le fixer aux réalités, de l'occuper aux choses qu'il touche et qui l'intéressent de près pour l'enlever aux chimères qui le guettent quand il

s'aventure dans les lointains problèmes de l'Etat et quand il s'enivre d'une souveraineté dont il ne voit pas les limites.

Dans le cadre de la province et du métier le vote est commandé par des intérêts trop précis pour que la démagogie et le trompe-l'œil aient de grandes chances de succès; les voix iront normalement à celui que recommande sa compétence professionnelle ou son importance sociale; tout le monde se connaissant, les intrigues se réduiront au minimum; les grands propriétaires terriens, défenseurs attitrés de la paysannerie, augmenteront leur autorité locale; les paysans de la Haute-Garonne députeront M. DE VILLÈLE à l'assemblée provinciale comme ils l'envoient au Conseil Général.

Quant à VITROLLES, il pensait que les libertés de la décentralisation sans danger pour l'ordre des intérêts locaux pourraient servir le Gouvernement Central: elles l'allègeraient de soucis secondaires et de tâches encombrantes; elles dégageraient l'autorité, mettant fin à « cette centralisation qui force les ministres à entrer dans les petits détails et les entraîne nécessairement à faire leur ministère sans penser à la marche de l'ensemble ». Les affaires d'Etat ne seraient pas oubliées pour les disputes de clocher, les unes et les autres étant traitées séparément.

De plus, l'autorité ayant été dégagée des compétitions, l'on pouvait étendre le suffrage sans redouter jamais qu'il dégénère en démocratie; peu importe le nombre des électeurs si, comme l'expliquait VILLÈLE, ceux-ci n'exercent aucune emprise sur l'Etat: un suffrage universel, organisé corporativement, serait beaucoup plus limité, moins près de la démocratie. Il est d'ailleurs remarquable que le projet le plus large pour le temps en matière de suffrage soit celui de la Chambre introuvable et qu'en voulant abaisser le cens des électeurs à 50 francs les ultras royalistes se

soient montrés les « plus avancés » (pour employer la langue du Suffrage Universel). VILLÈLE en l'occurrence fut plus ultra que les ultras en proposant l'abaissement du cens à 25 francs de contribution ce qui aurait mis l'urne à la portée des tout petits propriétaires (14).

Comment CHATEAUBRIAND si accueillant à toutes les « idées généreuses », si attentif à « marcher avec son temps » n'a-t-il pas suivi ses amis politiques sur le chemin du suffrage universel? Il faut le demander à son libéralisme. Il faut en accuser justement l'idée très élevée qu'il se fait du bulletin de vote. A ses yeux l'électeur a une mission bien plus haute que de défendre ses petits intérêts et de faire entendre ses besoins particuliers: il contrôle l'Etat ; il compose l'opinion. Mais n'importe qui n'est pas capable d'avoir une opinion, n'importe qui ne peut se faire une idée de la politique du ministère en ces temps où Emile de GIRARDIN n'ayant pas encore donné à la presse les ressources de la publicité, la lecture d'un quotidien est un luxe de grand bourgeois. C'est le journal qui fournit la matière des discussions politiques; c'est donc au public des abonnés que devra en bonne logique se restreindre le corps électoral.

Une fois de plus nous voyons CHATEAUBRIAND se séparer des conceptions traditionnalistes. Pour lui le vote ne représente pas un intérêt mais une opinion. Dans l'ancienne France tous ceux qui possédaient un champ, si infime soit-il participaient à l'élection du garde-champêtre. En dépit

(14) Le *Drapeau blanc* se fait l'écho de cette tendance des Ultras à étendre comme à décentraliser le droit de suffrage: « La justice et les convenances seraient violées si les diverses classes des Français ne jouissaient pas dans les intérêts et les besoins qui leur sont propres du bienfait de concourir à l'élection.... »

de sa composition censitaire la Chambre des Députés n'est pas une assemblée de contribuables comme les anciens Etats de Bretagne ou de Languedoc; sa fonction n'est pas de défendre les intérêts de ses membres ou de leurs mandants contre les excès du fisc et les empiètements de l'Etat; elle est la voix de l'opinion publique; elle ne représente pas des choses mais des idées, non pas des groupes sociaux mais des aspirations individuelles, des partis, des programmes.

VI. — L'IDEE DES CORPS INTERMEDIAIRES.

Où l'on voit CHATEAUBRIAND se rapprocher de ses amis c'est lorsqu'il aborde l'idée des corps intermédiaires. Aucun groupe il est vrai n'en a le monopole. C'est MONTESQUIEU au siècle précédent qui avait exposé les avantages d'un système où les échelons de la hiérarchie en s'interposant entre le pouvoir et le sujet, ralentissent en quelque sorte et au besoin régularisent les rapports échangés de l'un à l'autre. Ces corps intermédiaires paraissaient aussi utiles aux libertés du peuple qu'à la sauvegarde du Roi; on en voyait l'exemple en France dans la singulière indépendance des Parlements, en Angleterre, dans la parfaite autonomie des corps judiciaires; et quand la Révolution eut tout courbé sous son niveau, supprimé toute hiérarchie et mis l'individu en contact direct avec le souverain, sans autre intermédiaire que la bouche de l'urne ou le tranchant de la guillotine, on se rappela MONTESQUIEU et on regretta ces puissances secondes, ces dieux intercesseurs qui mettaient une utile distance entre les hommes et l'Etat. Aussi après la tourmente, songea-t-on à les rétablir. Mais sous quelle forme ?

Il est une idée qui revient souvent sous la plume de CHATEAUBRIAND et qui répond à ce difficile problème : l'aristocratie doit être entre le trône et le peuple pour prévenir les rébellions des sujets comme les abus du prince et pour détourner les coups ou les amortir d'un côté comme de

l'autre. Les fils des seigneurs de COMBOURG aurait assez de goût pour une noblesse appuyée sur de grandes propriétés, fortement enracinée dans les provinces, assez puissante pour tenir tête aux fonctionnaires du Roi, comme les tribuns de l'ancienne Rome, pour donner asile et défense au faible s'il est opprimé. Il semble même avoir entrevu une décentralisation générale lorsqu'il écrit dans une page du « Conservateur » où il envisageait la besogne qui incomberait aux royalistes s'ils accédaient au pouvoir: « ils affaibliraient le système de centralisation, ils rendraient une puissance salutaire aux conseils généraux. Créant partout des agrégations d'intérêts ils les substitueraient à ces individualités trop favorables au maintien de la tyrannie » (15).

Qu'est-ce à dire sinon qu'il faut partout où des intérêts communs réunissent les hommes, autour de la profession, de la commune, de la région, rassembler, organiser, discipliner les individus trop faibles par eux seuls, cette poussière « d'individualités trop favorable au maintien de la tyrannie » ? N'est-ce pas le principe des associations professionnelles et des assemblées provinciales ? Malheureusement cette prodigieuse intelligence qui ouvrit tant de perspectives, qui effleura tant d'idées, eut rarement la patience de récolter ce qu'elle avait semé et de développer le germe échappé d'elle. On est tenté de l'arrêter dans sa course, de la sommer de s'expliquer. Inutile pensée ! CHATEAUBRIAND passe; un coup d'aile l'enlève à d'autres cieux; il oublie l'idée qu'il a jetée. Il ne parlera plus des Conseils généraux.

Il ne demandera plus les limites de l'autorité à la décentralisation mais au parlementarisme; et c'est aussi dans le Parlement, spécialement dans la Chambre des Pairs, qu'il

(15) *Polémiques*, tome VIII, page 41.

verra le frein aux excès de la multitude. Ce n'est plus la noblesse dans ses provinces mais l'aristocratie dans son nouveau pouvoir qui est placée comme barrière entre le peuple et le Roi et ce rôle semble également dévolu à la Chambre des Députés. Ces corps intermédiaires ne risquaient-ils pas de devenir corps prépondérants ? Placés à la source du pouvoir n'allaient-ils pas se confondre avec lui, se joindre à lui pour opprimer, ou bien même, le déposséder, l'envahir tout entier et faire peser ensuite sur l'ensemble des citoyens une tyrannie sans limite et sans contre-poids ? Mais si discutable que soit cette solution, sans nourrir à son égard beaucoup d'illusions, Chateaubriand l'adoptait comme la seule qui soit réalisable.

L'idée de la décentralisation n'avait encore reçu ni l'élan mistralien ni la clarification maurassienne, et les traces qu'en pouvaient offrir les dernières années de l'Ancien Régime étaient bien pâles, bien enchevêtrées, presque indéchiffrables.

VILLELE avait en vain plaidé la cause des provinces ; le vœu du Conseil Général de la Haute-Garonne demandant le rétablissement « des Institutions sages et libérales qui firent la prospérité des languedociens » était tombé dans un silence méprisant ; les Princes eux-mêmes croyaient à la supériorité des départements et la centralisation napoléonienne faisait l'admiration de l'étranger (16). Quand VILLELE fut au pouvoir il aurait pu répéter ce qu'il disait en 1815 : « la France appartient aux bureaux et il est impossible de la leur arracher. On ne fait aucune réforme nulle

(16) « Nous préférons les départements aux provinces, déclarait le Duc d'Angoulême ». Mot inexplicable si l'on ne savait quel prestige avait exercé sur l'étranger Bonaparte et son gouvernement ». Mémoires de VILLELE, tome I, page 222.

part (17) » Paralysé par le Gouvernement des Chambres et l'universelle indifférence il n'en fit pas davantage.

Aucun plan de décentralisation ne fut jamais mis en discussion. Il est vrai que les libertés locales ne pouvaient être constituées par l'autorité centrale: on ne décrète pas la renaissance des professions contre la volonté des professionnels ni le réveil des institutions provinciales dans l'absence totale de sentiments particularistes. Mais encore fallait-il que les lois et les ministres autorisassent ce réveil, permis-sent cette renaissance, lui donnassent encouragements, direction et modèle; ils ignorèrent complètement la question.

De l'abbé Grégoire à la Bourdonnaye tout le monde préfère le Parlement ou s'en contente. Il n'y avait pas de fascistes en ce temps-là et l'institution des Chambres étant, momentanément du moins, la seule barrière opposable aux excès du pouvoir, il semblait impossible de s'en passer. VITROLLES lui-même est partisan du Parlement. Jusqu'au jour où s'il s'aperçut qu'il n'y avait pas de Parlement sans parlementarisme et qu'au prétexte de le maintenir dans de justes bornes les Chambres mettaient au pouvoir de perpétuelles entraves. C'est alors qu'il revint à ses idées premières et réclama la décentralisation. Substituer des représentations professionnelles et régionales à la représentation nationale lui parut le seul moyen de vaincre le parlementarisme et de détourner la révolution imminente. Et peut-être si Charles X eut appelé VITROLLES ce programme se fut réalisé. Mais on eut POLIGNAC.

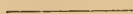
Quant à CHATEAUBRIAND il ignora jusqu'au bout le port de la décentralisation. Il acceptait la logique de la Charte: non seulement le Parlement mais le régime parlementaire;

(17) Mémoires de VILLELE, tome I, page 398.

et quand son roi menaça de violer les règles du jeu il se retira dans une opposition silencieuse. Il blâma les ordonnances, il blâma la Révolution. Mais dans le fond du cœur ne se sentait-il pas un peu le complice de ces émeutiers qui l'avaient porté en triomphe et qu'il félicitait dans la personne d'Augustin-Thierry pour avoir fait triompher ses doctrines sur la Liberté de la presse ?

N'interprétons pas cette lettre à THIERRY comme une flatterie courtisane à l'adresse de ses adversaires politiques : elle est tellement dans la ligne de son libéralisme ! Si la révolution de 1830 est juste à ses yeux ce n'est pas qu'il préfère les délibérations d'une assemblée à l'antique monarchie française, c'est qu'en cette assemblée il voit les droits sacrés de l'Opposition, et en cette révolution, l'individu vainqueur de l'Etat, la revanche des droits de l'homme outragés. Il sacrifie le trône capétien à la liberté de la presse, bien persuadé d'ailleurs que celle-ci n'en retirera aucun avantage dans l'avenir et qu'elle se perd en triomphant. Mais le Dieu est content, la Liberté est vengée, les ruines de juillet et toutes celles qu'elles annoncent sont l'holaucauste nécessaire.

DEUXIÈME PARTIE



SA FOI DANS L'EVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

LE SENS DE L'HISTOIRE

I. — SON FATALISME.

Pourtant CHATEAUBRIAND n'aime pas les révolutions, quelle que soit la grandeur des spectacles qu'elles nous donnent et bien qu'il ait du goût pour les tempêtes. Il admire ces périls, mais les redoute et les condamne. Car ils portent atteinte à la plus haute loi du genre humain, sa Loi, pourrait-on dire, celle qui le meut intérieurement et qui le pousse à travers les siècles d'un rythme infaillible et secret au terme qui lui est assigné.

Nous ne disons pas : « la loi du progrès », malgré tout ce qui apparente cette conception au messianisme humanitaire. Car l'idée de progrès a donné lieu chez CHATEAUBRIAND à des discussions, des doutes et des hypothèses qu'il nous faudra étudier tout au long.

Ce qui est incontestable, c'est sa foi dans l'évolution. Une foi sans espérance ? N'importe : c'est elle qui domine tout. L'évolution joue le grand rôle sur la scène politique ; c'est elle qui décide des trônes, des peuples, des Lois ; elle qu'il faut consulter et honorer. Si elle est blessée, les hommes

souffrent; si elle est libre, ils sont heureux. Le secret de la politique ce n'est pas de savoir commander mais de laisser faire le temps; non qu'il ne faille parfois user de contraintes et mettre des bornes aux passions; mais cela, justement, pour sauvegarder la liberté du temps plus éminente encore que celle de l'individu, pour contenir l'impatience des hommes qui troublerait le cours des choses.

L'évolution, le cours du temps, le mouvement du siècle prennent à l'ère du romantisme l'allure de personnages mythologiques, de puissances fatales qui portent dans leur sein tout le bonheur et tout le malheur de l'humanité. Comme plus tard Hugo, quoiqu'à un moindre degré, CHATEAUBRIAND se laisse souvent entraîner par la métaphore; il anime l'abstraction par les images qu'elle lui suggère; il lui prête leur vie, leur dynamisme; il lui suppose une conscience, une intention et une action toute-puissante. C'est ainsi qu'il dira de la Charte: « Quoiqu'elle fut naturelle à l'esprit de Louis XVIII elle n'appartient ni à lui ni à ses conseillers; c'était tout simplement le temps qui partait de son repos; ses ailes avaient été ployées, sa fuite suspendue, depuis 1792; il reprenait son vol ou son cours » (1).

Souvent c'est l'image classique du fleuve qui exprime (je n'ose dire qui détermine) sa philosophie de l'événement. Il aime se comparer au nageur placé au confluent de deux fleuves: Ancien Régime et Révolution, dont les courants contraires se heurtent et se confondent dans un même et fatal écoulement. Quant au nageur non moins docile à la pente ce n'est pas un vivant qui lutte pour atteindre la rive au point choisi, c'est un cadavre qui va où le porte le flot.

Son fatalisme, son perpétuel « à quoi bon » se donnent ici

(1) *Mémoires d'Outre-Tombe*, tome III, page 443.

libre cours. Ce farouche individualiste s'humilie devant la force anonyme du temps. Que peut un homme sur une Révolution? On ne détourne pas un fleuve de sa pente; on ne le fait pas remonter vers sa source. De là deux idées qui tirent de cette comparaison la rigueur d'un axiome de physique: tout mouvement commencé, tout principe posé doit aller jusqu'au terme de son développement comme un fleuve jusqu'au bout de sa pente; d'autre part tout ce qui appartient au passé ne peut revivre dans le présent sous quelque forme que ce soit, pas plus qu'on ne ramène la mer vers les montagnes. Une révolution prend à ses yeux l'ampleur d'un phénomène cosmique; elle est une force de la nature; on peut gêner sa marche et troubler son cours; rien ne saurait l'arrêter. Vainement Bonaparte a-t-il tenté de briser le mouvement de 1789, il reparait en 1814; il poursuit son travail souterrain, il explose en 1830; et il ne cessera de progresser jusqu'au jour où, la démocratie ayant tout nivelé, il aura atteint son terme et confondu son niveau avec le niveau même de la Société, comme le fleuve à son embouchure dont le courant s'arrête quand il a rencontré la mer.

Il serait injuste envers CHATEAUBRIAND d'attribuer à l'effet d'une métaphore toute sa philosophie de l'histoire. Il avait lu les travaux historiques de son époque; il admirait BOSSUET. Le *Discours sur l'Histoire Universelle* l'avait frappé par ce majestueux enchaînement des siècles qui se déroulent avec méthode et clarté. L'action de Dieu y apparaît non pas sous forme de miracle mais dans la régularité des phénomènes et dans la logique des événements; les malheurs et les bonheurs d'un règne n'y sont pas les coups du hasard mais les conséquences facilement prévisibles du règne précédent. Bossuet a foi dans la recherche des causes; il aime à trouver dans la Rome de Servius Tullius des explications de la Rome Impériale et c'est lui qui est à la base de toute

science historique quand il écrit : « il n'est point arrivé de grands changements qui n'aient eu ses causes dans les siècles précédents ».

Cette idée de la suite des temps semble avoir frappé CHATEAUBRIAND ; mais elle a subi dans son esprit une singulière déformation. Il retient la conception de Bossuet ; il la pousse même et l'exagère jusqu'au déterminisme le plus implacable ; il l'exalte en termes magnifiques, comparant les époques de l'histoire tantôt aux anneaux d'une chaîne, tantôt au mouvement d'un fleuve ; et en même temps, il la sépare de ses bases. Comme BOSSUET il pense que le présent est préparé, déterminé, bien mieux, qu'il est voulu et qu'il s'impose ; mais les facteurs de ce déterminisme les mobiles de cette volonté, il ne les recherche pas dans le passé. On dirait même qu'il ne les recherche plus. Souvent il se contente d'affirmer ou de noyer toute explication dans une grande image. Ainsi pour l'avènement de Napoléon : « Quand les flots de l'anarchie se retièrent, Napoléon apparut à l'entrée d'un nouvel univers comme ces géants que l'histoire profane et sacrée nous peint au berceau de la Société et qui se montrèrent à la terre après le déluge » (2).

Et quand il interroge les événements, quand, non content de peindre les choses, il cherche à les expliquer, le précepteur du Grand Dauphin s'éloigne encore dans son esprit. Négligeant souverainement le jeu des causes particulières il ignore l'efficacité des institutions, l'influence des grands hommes, le pouvoir des circonstances. Et la place du hasard n'en est pas grandie ; au contraire, elle disparaît presque. Une seule chose commande tout le reste, c'est le mouvement des esprits et des mœurs.

(2) Analyse raisonnée de l'Histoire de France, page 344.

Or, ce mouvement est comme celui d'un pendule infailible; il échappe à toute influence extérieure, à toute cause accidentelle. Voyez la Révolution: « elle ne vient pas de tel ou tel homme, de tel ou tel livre, elle vient des choses, elle était inévitable » (3). Elle ne vient pas davantage de l'usure de l'ancien régime, des excès de la centralisation monarchique, ni du déficit financier, ni de la faiblesse des Gouvernements: « elle provient surtout du progrès de la Société à la fois vers les lumières et vers la corruption ».

De même le pouvoir de Louis XIV fut « un fait progressif, naturel, venu à point dans son temps, dans son lieu, un résultat inévitable des opinions et des mœurs à cette époque, un anneau de la chaîne qui servait à joindre le principe répudié de la liberté au principe non encore adopté de l'égalité » (3).

Ainsi c'est l'évolution des esprits qui détermine le cours de l'histoire; chaque époque est dominée par une idée de laquelle sont déduits tous les hauts faits, tous les grands hommes, tous les édifices, toutes les ruines.

II. — TROIS IDEES-FORCES.

Par là CHATEAUBRIAND atteint à une simplification grandiose. Il considère l'évolution du monde comme le mouvement de quelques idées très générales dont les oppositions les combinaisons, les phases successives produisent les guerres, les révolutions, les empires. A ce degré de généralisation l'histoire confine à la théologie; et la théorie des trois vérités nous ouvre des abîmes presque aussi redoutables que le mystère de la Sainte-Trinité. Trois Vérités se partagent le monde: « la Vérité religieuse, la Vérité philosophique ou indépendance de l'esprit de l'homme, la Vérité politique ou

(3) Note de l'Essai, tome II.

(4) Analyse raisonnée de l'Histoire de France, page 333.

la Liberté » ; tous les faits historiques naissent du choc, de la division ou de l'alliance de ces trois vérités »...

Ici (il faut avouer notre sentiment) nous perdons pieds. A de telles hauteurs ces vérités qui se combattent nous étonnent à peine ; dans ce duel mythologique on ne distingue plus ou on oublie les définitions ordinaires de la vérité et de l'erreur. D'ailleurs CHATEAUBRIAND lui-même semble nous inviter à les confondre.

Il est des esprits qui se soumettent à la critique, qui passent les idées au crible d'une méthode, mettant d'un côté celle qui porte de bons fruits et de l'autre celle qui empoisonne, d'une part la vérité et de l'autre l'erreur. Cette opération est analogue à celle du marchand qui sépare ce qui est sain de ce qui est avarié avant de le livrer au commerce. Elle suppose que les idées sont en quelque manière comme les marchandises : qu'elles se colportent et se répandent, qu'elles se prohibent au besoin, qu'elles sont susceptibles d'un contrôle et qu'on peut arrêter le mensonge comme on arrête à la douane un stupéfiant. Si on distingue les idées bonnes des mauvaises cela suppose qu'on peut encourager les unes et arrêter les autres. Si on ne peut ni l'un ni l'autre le classement n'a pas de sens et l'on a travaillé dans le vide. Une classification ne vaut que par l'usage. CHATEAUBRIAND était parfaitement logique en s'abstenant de rien classer.

Il considère les idées comme des forces fatales ; qu'importe alors qu'elles soient vraies ou fausses ; qu'importe qu'elles servent la vie ou donnent la mort. Elles dominent l'homme de trop haut. Rien ne peut les écarter : qui se mèlerait de les classer, de les déclarer vraies ou fausses ? Quel censeur oserait les marquer d'infamie ? En somme pour CHATEAUBRIAND la vérité d'une idée c'est sa force ; la seule classification réaliste il la base sur l'observation du dynamisme : l'idée vraie pour une époque donnée c'est celle qui a de la prise sur les esprits ; ayant de la vigueur, de la jeu-

nesse, elle possède l'avenir; l'idée fausse est celle qui a épuisé sa force dans le passé ou qui n'est pas encore mûre: sans appui dans le présent, elle est frappée d'impuissance.

Peut-être en sondant la pensée de CHATEAUBRIAND on trouverait au fond de tout un immense relativisme; le sentiment presque avoué qu'il n'y a pas de vérité mais que chaque chose est vraie à son heure, la nature de l'homme changeant en même temps que le contenu de l'esprit humain. Cela jetterait quelques lueurs sur la lutte des trois vérités et sur leur future alliance.

Mais quelles que soient les perspectives que nous ouvre cette théorie et les conjectures qu'elle autorise, elle éclaire fortement toute une partie du grand écrivain, ce qu'on pourrait appeler son fatalisme historique. Ce fatalisme se ramène à trois idées qui lui paraissent à travers l'histoire avoir eu la plus forte emprise sur l'esprit humain; la liberté philosophique, la liberté politique et la liberté morale ou Religion. C'est parce qu'elles lui semblent avoir l'action la plus décisive sur l'histoire du monde qu'elles méritent d'être appelée vraies, plus encore, d'être saluées comme « les Trois Vérités », celles dont découlent les autres, les trois sources de l'esprit humain, les trois clefs du mystère de l'avenir.

Cependant CHATEAUBRIAND hésite devant le mystère. L'homme sera-t-il Dieu ou Satan, l'ange ou la bête ? Que trouvera-t-il au terme de la course ? Questions malaisées auxquelles le grand romantique ne répondra que par de grandioses et vagues hypothèses laissant à Hugo avec le don de prophétie cette superbe assurance et cet infailible optimisme qui font de lui le grand voyant du siècle.

III — UN DETERMINISME INFAILLIBLE.

Mais quel que soit l'avenir c'est lui qui nous commande :

quel que soit le but de l'évolution c'est à lui que nous marchons infailliblement. Une mystérieuse Providence écarte tous les obstacles, aplanit tous les chemins. CHATEAUBRIAND décèle un calcul infaillible dans les grands mouvements politiques et quand il décrit l'implacable fatalité des Révolutions, on s'attend comme dans BOSSUET à voir apparaître la main de Dieu (5).

Celui qui détermine à tous ses moments le mouvement de l'histoire, qui écarte tous les hasards, qui appelle tous les concours, qui, supérieur aux hautes lois que les hommes ne peuvent fléchir règle la marche des trois Vérités, assurément, celui-là ne peut être qu'un Dieu. Mais ce n'est pas le Dieu de Bossuet. La Providence des théologiens, celle qui n'est ni dans l'espace ni dans le temps et qui voit tout, gouverne tout du sein de l'éternité, laisse aux hommes la liberté de leurs actes et aux causes secondes la spontanéité de leurs effets. La Providence de CHATEAUBRIAND est bien de ce monde; c'est un dessein humain qu'elle réalise peu à peu et le but où elle vise est d'ici bas. Ce n'est pas d'après un plan surnaturel qu'elle ordonne les événements mais d'après une transformation du plan naturel; et pour ce, elle doit les serrer de très près.

Car si les plus grands désordres peuvent entrer dans l'ordre surnaturel et les plus grandes libertés, servir le dessein de Dieu, si les directions les plus diverses peuvent conduire les nations à leur fin théologique à la manière du dicton que tous les chemins mènent à Rome, dans l'ordre na-

(5) « Quand les révolutions doivent s'accomplir on voit naître ou se maintenir aux affaires les hommes qui par leurs vertus ou leurs crimes, leur force ou leur faiblesse conduiront ces révolutions à leur terme; on voit en même temps mourir ou s'éloigner les hommes qui pourraient arrêter la marche des événements ». *Histoire des Stuarts* (Histoire de France, page 437).

turel les désordres ne font pas l'ordre, ni les libertés, l'autorité, et toutes les routes ne mènent pas au même point. C'est pourquoi la Providence laïque est infiniment plus stricte que la Providence des théologiens: elle se propose de transformer la Société; il faut donc qu'elle en règle tous les mouvements, qu'elle en dirige la marche, qu'elle la façonne peu à peu et qu'elle l'oriente constamment selon le but assigné.

Sur la nature de ce but CHATEAUBRIAND ne se prononce pas mais il ne met pas en doute son existence. Bien ou Mal, cet ultime point de l'évolution détermine rigoureusement toute la courbe de l'histoire. Les hommes n'y changent rien; les institutions sont impuissantes, ou plutôt, hommes et institutions doivent se plier à l'attraction exercée par cet aimant invisible: en discerner le sens pour mieux lui obéir, c'est tout l'art du politique. Il serait enfantin de réagir : « quand de toute part tout s'avance vers un but commun, il faut bon gré, malgré se laisser aller au cours du temps » (6).

« Se laisser aller au cours du temps », ce n'est pas dans un instant de découragement, après quelque grand effort avorté que CHATEAUBRIAND prononce cette parole, c'est au contraire à un tournant de l'histoire, à l'aube d'un règne nouveau en un de ces moments où tout paraît possible et où l'on tire des plans d'avenir avec la liberté de l'architecte qui se trouve devant un édifice entièrement ruiné. Ces paroles sont de décembre 1814.

Ainsi le plus pur libéralisme conduit CHATEAUBRIAND au déterminisme le plus absolu: un déterminisme dont les facteurs ne sont pas dans le passé mais dans l'avenir. Auguste COMTE dira que « toujours et de plus en plus les vivants sont gouvernés par les morts ». Il faudrait changer un mot

(6) *Réflexions politiques*, XIX, page 101.

à la formule pour l'appliquer à CHATEAUBRIAND : à ses yeux ce ne sont pas les hommes morts, ce sont les hommes à naître qui gouvernent les vivants, ou plutôt c'est ce « but commun » où tous convergent mais dont les enfants sont plus près que les pères. Déterminisme infiniment vague par rapport à celui de TAINE et d'Auguste COMTE, qui laisse plus d'espace aux hypothèses, plus de liberté aux mouvements de la pensée, mais non moins fatal ; plus fatal même.

Les causes déterminantes dans la pensée d'un TAINE sont à la portée de notre esprit et de nos actes : elles nous sont révélées par l'étude du passé et dans une certaine mesure il nous est permis d'en poser de nouvelles dans le présent et d'agir ainsi sur l'avenir. Si nous ne pouvons supprimer le passé, nous pouvons du moins lui ajouter ou lui retrancher et nous sommes libres de choisir entre toutes les additions et les soustractions possibles. Nous ne pouvons rien contre l'avenir. Que toucher, que changer à ce qui n'est pas encore ? Que faire pour ou contre ce que nous ignorons ?

L'avenir des libéraux n'est-il pas un tyran plus redoutable que le passé des traditionnalistes ? Avec quelle rigueur il nous interdit toute action ?

IV. — SE SOUMETTRE AUX NOUVEAUTES SANS PRECIPITER L'EVOLUTION

Gouverner sera se soumettre au mouvement ; prévoir ne signifiera pas agir, mais laisser faire. Les idées du temps étant les infaillibles interprètes du sens de l'évolution il suffira de savoir les discerner pour être un grand politique et de les respecter pour être un homme d'action ? Enfin la logique de ces idées, l'observation de leur dynamisme nous donneront les moyens d'imaginer l'avenir sinon de le prévoir exactement. Reste à examiner d'après ces principes

quels sont les pronostics et les diagnostics que CHATEAUBRIAND a tiré de ses observations politiques.

En tête des idées maîtresses de son temps CHATEAUBRIAND place la liberté, et la liberté entendue comme la discussion des affaires publiques non comme l'autonomie des intérêts privés: comme la participation des citoyens au Gouvernement de l'Etat. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige un Gouvernement « de culte et de mystère » (7), une autorité agissant dans le secret de ses conseils, un ministre qui n'aurait de compte à rendre qu'à son monarque lui semblent impossibles au dix-neuvième siècle. Le gentilhomme dans son manoir, le commerçant dans sa boutique discutent la politique du Cabinet, s'inquiètent de ses tendances, blâment ou louent son orientation. C'est un fait que le bulletin de vote ne fait que constater.

Objectera-t-on que non content de transformer ce fait en droit il lui ajoute un pouvoir disproportionné ; qu'un citoyen ordinaire, si bien renté soit-il, risque d'être inférieur à une si haute tâche; que la besogne des ministres dépasse peut-être sa compétence et qu'il n'a pas de moyens personnels suffisants pour connaître les difficultés d'un aussi vaste royaume? Qu'à cela ne tienne; ces moyens lui seront donnés; cette compétence est facile à acquérir: un abonnement y pourvoiera. Par le journal il est au courant de la police et de la diplomatie, des lois et des ministres; il peut juger de la sincérité d'un programme et de la politique d'un parti; il sera au courant des affaires d'Espagne comme s'il correspondait avec notre ambassadeur à Madrid et des intentions

(7) « L'âge des fictions est passé en politique; on ne peut plus avoir un gouvernement d'adoration, de culte, et de mystère ; chacun connaît ses droits; rien n'est possible hors des limites de la raison; tout est pesé, tout est apprécié aujourd'hui.... » Polémiques 1826.

du Ministère comme s'il conversait avec le Président du Conseil.

Qu'on n'oppose pas à ces raisons les dangers de la démagogie. Flatter les passions, dissimuler les vérités fâcheuses, grossir de petits faits, inventer au besoin sont manèges interdits à la Presse: « toute puissante quand elle est l'organe de la vérité, elle ne peut plus rien quand elle n'exprime et ne sert que des passions ». Sans doute CHATEAUBRIAND ne refusa pas les leçons de l'expérience; il put constater bien des fois au cours de sa carrière comment on forme l'opinion et par quel savant dosage de vérité et d'illusion on dénature les plus beaux projets; il n'attendit pas les derniers jours de la monarchie et les odieuses campagnes de presse contre l'expédition d'Alger pour se déjuger. Son optimisme était tombé. Mais sa croyance était intacte: malgré ses abus malgré ses périls il persistait à vénérer la presse comme une puissance fatale, comme un Dieu, bon ou méchant, mais inévitable; il la considérait comme une des forces de la nature dont la science du siècle commençait à soulever le voile, étonnantes nouveautés auxquelles on est tenté d'attribuer un pouvoir divin. La presse « c'est l'électricité sociale » (8). Qui songerait à juguler la foudre? CHATEAUBRIAND qui a beaucoup prédit avait oublié de prévoir le jour où l'électricité sociale serait domestiquée et où la liberté de la

(8) Alors qu'il aperçoit ses méfaits, CHATEAUBRIAND proclame la liberté de la presse. « Tout cela est vrai et odieux. Mais le remède? La presse est un élément jadis ignoré, une force autrefois inconnue, introduite maintenant dans le monde. C'est la parole à l'état de foudre, c'est l'électricité sociale. Pouvez-vous faire qu'elle n'existe pas ». *Mémoires d'Outre-Tombe*, tome V, page 270.

presse n'ayant plus de secrets pour ses maîtres, deviendrait une force de gouvernement et un instrument de règne.

Comme tout ce qui est nouveau lui semble fatal, tout ce qui est passé lui paraît périmé sans retour. Il serait aussi vain de vouloir rétablir « l'ancienne constitution de la France » que de vouloir restaurer l'arbalète à côté du fusil. Les corporations et les provinces sont abolies. Toute tentative qui s'inspirerait de ces institutions est donc vouée à l'échec. Le nivellement administratif, le découpage départemental apparaissaient d'ailleurs aux hommes du Gouvernement comme un immense progrès. Pour CHATEAUBRIAND c'est un fait acquis.

Qu'il favorise la tyrannie en facilitant les pressions gouvernementales; qu'il alourdisse l'Etat en grossissant l'administration c'est pour lui question sans intérêt. On n'épilogue pas sur les avantages ou les inconvénients d'une secousse sismique: on rebâtit. Et l'on rebâtit selon les dispositions du terrain c'est-à-dire selon les idées du temps jointes à l'état des mœurs. C'est de ces deux points de vue que CHATEAUBRIAND déduit la monarchie représentative.

En esquissant la courbe de l'évolution mondiale, dans l'Essai il a marqué le point qui déterminait la Monarchie : « Il me semble, nous dit-il, qu'il existe un Gouvernement particulier, pour ainsi dire naturel à chaque âge d'une nation: la liberté entière aux sauvages, la république royale aux pasteurs, la démocratie dans l'âge des vertus sociales, l'aristocratie dans le relâchement des mœurs, la monarchie dans l'âge du luxe, le despotisme dans la corruption ».

Cette conception de jeunesse a plus ou moins dominé à travers ses méandres et jusqu'au bout de son ondoyante carrière la pensée de CHATEAUBRIAND. C'est elle qui autorise

sa répulsion d'abord, ensuite ses réticences et ses réserves à l'égard de la République. La démocratie est impossible dans l'âge du luxe; elle n'est pas dans les mœurs du temps : voilà l'argument qu'il oppose aux républicains. Sans doute il leur abandonne l'âge des vertus sociales et il finira par leur concéder que cet âge est peut-être proche. Mais jusqu'à sa retraite politique il soutient la nécessité de la monarchie pour un long temps encore. A condition toutefois que ce soit la monarchie représentative.

Car au système de l'*Essai* une idée plus tard est venue s'ajouter: c'est la théorie des trois vérités, c'est le principe que le Gouvernement n'est pas seulement proportionné à la pureté des mœurs mais encore à « l'étendue des lumières ». Un siècle illuminé de tous les feux de la liberté de la presse ne peut pas être dirigé de la même façon qu'un siècle d'obscurantisme. Si le niveau des mœurs postule la monarchie, l'état des esprits suppose un Parlement. Les idées régnantes, les toutes puissantes idées veulent un régime de discussion par la presse et les assemblées. Ce régime, la Charte en a posé les bases: la Charte par là incarne l'esprit du temps. Elle figure la nécessité. Elle est l'oracle des aspirations de l'époque. Qu'on la suive et il répond « d'un avenir de plusieurs siècles » ; « qu'on la viole, qu'on la tourmente » et il « ne répond pas d'un avenir de quelques mois » (9).

(9) Note au comte d'Artois. *Mémoires d'Outre-Tombe*, tome IV, page 229, livre VIII.

CHAPITRE II

POLITIQUE DU MOUVEMENT

I. — LE PATRIOTISME DES « ENFANTS DU SIECLE ».

Sa politique extérieure obéit aux mêmes maximes. Comme on est loin de la politique du « pré carré » ! La grande chevauchée napoléonienne poursuivant les prodiges de la « patrie en danger » a bouleversé tous les vieux principes de diplomatie et de guerre. Les habiletés d'un MAZARIN, les prudences d'un RICHELIEU, confinées dans d'étroites limites, dominées par la crainte d'un puissant voisinage, par le souci d'affaiblir l'adversaire plutôt que de faire briller l'honneur français, largement satisfaites par l'acquisition de quelques cantons, cette politique de paysan madré, ce nationalisme terre à terre eussent paru mesquin aux contemporains de CHATEAUBRIAND.

Au seuil de la *Confession d'un enfant du siècle* MUSSET a peint en traits étincelants l'empreinte que fit Napoléon sur les esprits et l'impression morbide qu'en reçut la « génération pâle et nerveuse » de ces enfants « conçus entre deux batailles ». La nostalgie du soleil d'Austerlitz régna longtemps sur les Français : elle engendra « le mal du siècle ».

cet appétit jamais rassasié de gloire, cette fièvre de mouvement, cette attente d'un bouleversement général et de vagues prodiges. Nourrie encore par le *Mémorial* de Sainte-Hélène, renforcée par les mouvements qui se dessinent en Italie et en Allemagne contre les traités de 1815, elle se tourne contre la Sainte-Alliance, contre les rois et les ministres monarchiques, un VILLÈLE, un METTERNICH, un GUIZOT, contre tous ceux qui veillent au maintien du « statu quo » et de la paix; elle s'unit à l'esprit démocratique et renverse les trônes en 1830 comme en 1848; enfin elle cultive cette aversion à l'égard des puissances conservatrices. Angleterre et Autriche, qui favorisera grandement les projets de l'unité italienne et de la puissance prussienne; on la reconnaît dans ce nationalisme boutefeux qui se fut jeté contre toutes les forces de l'Europe, qui eut incendié la planète en déclarant la paix à l'univers et qui, en croyant rompre ses chaînes, eut libéré ses plus dangereux ennemis.

CHATEAUBRIAND est bien de son siècle. Il en a le patriotisme chatouilleux qui s'irrite à la moindre pression de l'étranger, qui frémit aux concessions de LOUIS-PHILIPPE et qui s'insurge contre l'intervention d'une puissance étrangère lors même que cette intervention serait favorable à la France (10). Ne met-il pas l'honneur français au-dessus de la liberté quand il déclare du haut de la tribune des Pairs : « Si l'Europe civilisée voulait m'imposer la Charte, j'irai vivre à Constantinople (11) ? » Sentiment profondément sincère, plus fort que toutes les rancœurs de l'émigré et que toutes les raisons du politique. Soldat de l'armée de Condé

(10) « Nous sommes trop Français pour approuver l'intervention des étrangers dans nos affaires intérieures lors même que cette intervention serait favorable à nos intérêts ». *Polémiques*, juillet 1819.

(11) « Discours sur la loi des élections (1816), page 236,

il était fier de ces défaites où des Français sont victorieux et plus tard lorsqu'il entend le canon de Waterloo il fait des vœux pour « l'oppresseur » (12).

Mais ce sentiment ignore trop souvent la raison. Trop souvent il se combina avec toutes les lubies, toutes les chimères du siècle. En politique extérieure comme en matière de Constitution c'est le goût des Français que consulte CHATEAUBRIAND plutôt que les intérêts de la France. (Et le goût des Français était singulièrement troublé par l'immense aventure impériale). Ce mal du siècle qu'il avait si magnifiquement chanté dans ses œuvres littéraires, sa politique voudra le traduire en actes éclatants.

Comme tous les grands lyriques, toutes ces âmes sonores qui répercutent les secrètes vibrations de leur époque, il sent profondément les aspirations de son temps, ses mystères, ses passions, ses névroses. Il éprouve lui-même ce vide immense que Napoléon a creusé dans les âmes : « Nous n'avons pas en nous de quoi vivre »... « le siècle dans lequel nous commençons et finissons nos jours n'a pas lui-même de quoi nous faire vivre... » Il est comme l'ouvrage inachevé que son créateur abandonne : « l'âme manqua à l'univers nouveau sitôt que BONAPARTE retira son souffle ». Et cependant ce siècle blessé est encore tout bouillonnant de sève : « On sentait sous ses pieds remuer dans la terre des armées ou des révolutions qui venaient s'offrir pour des destinées extraordinaires » (13).

Et CHATEAUBRIAND appelle ces armées, il prend la tête de ces révolutions, ou plutôt, il s'offre à leur mouvement tout puissant, il se soumet à leur élan irrésistible. Non content

(12) Congrès de Vérone, tome I.

(13) Congrès de Vérone, tome II.

de relever l'épée de la France et de la faire briller à Madrid, au Trocadéro, jusqu'au fond de l'Andalousie, sur les champs de bataille qui avaient vu la fin de l'armée impériale, il rêve de donner aux Français plus de gloire encore que NAPOLEON; il veut établir les Bourbons sur l'Amérique du Sud et il envisage avec faveur une guerre contre l'Angleterre. La conquête d'Alger n'est pour lui qu'une brillante escarmouche; il rêve de guerre universelle où le sang coulerait avec munificence : ce que le siècle réclame, ce ne sont pas ces petits faits d'armes minutieusement préparés, ces victoires faciles, qui n'ont de profit que matériel, ce courage plus diplomatique que militaire, ce sont les batailles géantes où brillerait le sang français, les guerres immenses de la Démocratie et du Droit où les armées de la Liberté affronteraient les mercenaires des tyrans. CHATEAUBRIAND à la fin de sa carrière se fait l'écho de ces aspirations: « Mettons-nous à la tête de la grande levée du genre humain; ne nous laissons pas dépasser: que le nom français devance les autres dans cette croisade comme il arriva jadis au tombeau du Christ » (14).

II. — UN NATIONALISME DE RAISON.

Sans doute il est beau de voir le nom français à la tête de toutes les entreprises généreuses et, si le tombeau du Christ est violé, de vouloir que les chevaliers de France prennent la tête de la Chrétienté; mais quand les peuples voisins s'enivrent de leur force, quand les princes de ce monde aiguissent leur épée, quand de vastes puissances menacent de se constituer à nos portes, n'étaient-ils pas vraiment généreux ces Rois de France qui se penchaient sur le beau pays

(14) Mémoires d'Outre-Tombe, tome V, page 412.

à leurs soins confié et qui, inquiets du bonheur de leur peuple, mettaient toute leur pensée et toute la force de l'Etat à prévenir les coups de l'ennemi, à dénouer les coalitions, à affaiblir s'il se peut l'adversaire et à entretenir la division partout où une puissance est à craindre?

Après les prodigalités de la révolution et de l'empire, pour réparer tant de pertes sanglantes, restaurer l'économie, assainir le budget, reconstituer les bases de la nation et par une diplomatie attentive lui rendre sa place et ses honneurs dans le concert européen sans réveiller les inquiétudes des puissances étrangères, pour relever la France en un mot, un nationalisme de raison s'imposait. CHATEAUBRIAND le savait. Mais pour entrer dans le génie de ses contemporains, pour plaire à son époque, pour flatter l'honneur des Français il fallait bien autre chose. La carrière de CHATEAUBRIAND oscillera entre ces deux pôles : elle sera plus près du premier dans le début, plus proche du second dans la fin; les intérêts de la France l'emportent quand il est au pouvoir, l'humeur des Français prévaut quand il lutte dans l'opposition. Est-ce à dire qu'il pense en homme d'Etat dans le premier cas, en démagogue dans le second, ou bien qu'il abandonné à l'âge de la retraite les illusions permises seulement aux heures de l'action, se repliant après la bataille dans le fatalisme qui enveloppe sa pensée ?

Pourtant s'il rêva d'agir sur la politique de son temps c'est bien dans le domaine de la paix et de la guerre. Sa carrière d'homme d'Etat se déroule au ministère des Affaires étrangères. Il commence comme ambassadeur à Berlin dans le temps où le Congrès de Laybach va décider de la répression des mouvements révolutionnaires italiens. Déjà il réclame pour la France une politique personnelle: il souhaite qu'elle s'associe pleinement aux monarques contre les insurgés, mais, une fois le trône rétabli, qu'elle s'interpose en fa-

veur des sujets égarés et qu'elle se fasse auprès des souverains l'avocate des libertés populaires. Il souhaite que nous ne laissions pas entièrement à l'Autriche le soin des affaires italiennes; et lorsque, après le royaume de Naples, le Piémont se soulève à son tour contre ses maîtres, menaçant nos frontières des Alpes, il propose une démonstration de l'armée française (15).

Mais c'est seulement dans les affaires d'Espagne que CHATEAUBRIAND met en action les idées enfermées jusque là dans le secret de sa correspondance. La France, depuis WATERLOO n'avait pas tiré l'épée; on pouvait se demander si elle en était encore capable et si, l'armée impériale dispersée, sous l'autorité des Bourbons, elle avait encore des soldats; dans le cas même où sa force militaire ne serait pas anéantie, les puissances européennes dominées par de cuisants souvenirs lui permettraient-elles d'en user? Autant de questions qui restaient en suspens au moment où CHATEAUBRIAND succéda à MATHIEU DE MONTMORENCY comme ministre des Affaires étrangères du Cabinet VILLÈLE. C'était à ces mêmes questions que CHATEAUBRIAND se flattait de donner une réponse.

Dès le début de la révolution espagnole il avait discerné tout ce que la France en pouvait tirer. Puisque l'Autriche faisait la police de l'Italie pourquoi la France ne remplirait-elle pas le même office en Espagne? Quelle puissance était mieux placée qu'elle? Un Bourbon serait-il indigne d'être le gendarme de la Sainte-Alliance? D'ailleurs l'affaire d'Espagne était une affaire française: c'était la France en premier lieu, la France seule, que menaçait la contagion révolutionnaire, et c'était une armée française, à la frontière

(15) Lettre à Pasquier. Correspondance générale, tome II, page 244 et suivantes.

française, qui d'ores et déjà constituait « le cordon sanitaire » qui préservait l'Europe. Ici CHATEAUBRIAND se place au point central des intérêts nationaux, aussi loin que possible de toutes les internationales. L'Internationale blanche dont le ministre de l'extérieur, MATHIEU DE MONTMORENCY, reflétait bien l'esprit, considérait une expédition en Espagne comme une croisade de la Légitimité; les libéraux s'opposaient à toute intervention au nom du droit des peuples et invoquant en somme les intérêts espagnols; CHATEAUBRIAND, au contraire, s'inspire du nationalisme le plus positif, le plus strictement français; la légitimité espagnole ne l'intéresse guère plus que la Libertad; il ne sert pas davantage le Roi d'Espagne que les Cortès; il ne vise pas en définitive à rétablir Ferdinand VII mais à restaurer la France dans son armée et dans son prestige, à consolider le trône de Louis XVIII et à le grandir aux yeux des alliés.

Que la France obtienne sa guerre: qu'elle soit seule juge et seule exécutrice de l'expédition, qu'elle en ait l'initiative, la responsabilité et l'honneur, qu'en même temps elle reçoive par avance l'adhésion des puissances continentales, qu'elle puisse s'appuyer sur elles pour surmonter l'opposition de l'Angleterre: telle était la tâche que CHATEAUBRIAND s'était assignée en arrivant à Vérone. Tâche passionnément convoitée où il mit toute sa souplesse, et une véritable ténacité, se déployant contre tout ce qui le traversait et même, au détriment de son supérieur hiérarchique qui était par surcroît son ami personnel. Quand il eut supplanté « MATHIEU » dans l'esprit de VILLÈLE, qu'il se fut substitué à lui d'abord comme ministre plénipotentiaire au Congrès ensuite comme ministre des Affaires étrangères il lui restait à dégager l'action de la France des liens de la Sainte-Alliance, l'affranchir des directions et du secours des puissances étrangères tout en conservant leur appui.

Il y parvint en somme, obtenant de la Sainte-Alliance une sorte de fidei-commis : au lieu d'un mandat impératif étroit, la France recevait une délégation qui lui donnait plein pouvoir et pleine liberté pour réprimer les troubles espagnols; elle restait libre du moment, de la direction et de la conclusion; elle agissait seule et à son gré; elle avait « sa guerre ».

Rendons cette justice à CHATEAUBRIAND: la guerre d'Espagne, sa guerre, fut une guerre française, une guerre utile à la France; et il se préoccupa uniquement qu'elle le fut. Il ne s'embarrassa d'aucune idéologie: ce qui est vrai d'un côté des Pyrénées ne l'est peut-être pas de l'autre (16) et lorsque les soldats français auront rétabli l'ordre en Espagne, vaincu les révoltés, et relevé le principe de la souveraineté royale, il n'a cure d'en faire davantage; peu lui importe la constitution qui écherra aux Espagnols et s'il y aura ou non une Chambre des Députés à Madrid. La France a imposé sa force; il suffit.

La parcimonie de VILLÈLE pouvait être satisfaite de cette rapide expédition au cours de laquelle sans notable accroissement du budget, sans grande dépense de munitions et presque sans perte d'hommes on avait traversé victorieusement les champs de bataille où les armées de l'Empire avaient trouvé la défaite et la mort. Tout bien pesé dans la balance des pertes et des gains, les intérêts de la France étaient servis: elle acquérait beaucoup d'honneur à peu de frais.

(16) Arguant des différences naturelles de la France et de l'Espagne, il écrit : « De là dérivait la nécessité de tirer promptement la question française de la question espagnole: celle-ci se résoudrait selon les mœurs du pays quand nos principaux intérêts auraient été mis en sûreté ». Congrès de Vérone, tome II, page 197.

III. — LA POLITIQUE DU « MOUVEMENT ».

Seulement CHATEAUBRIAND se souciait beaucoup plus d'obtenir de nouveaux honneurs que d'arrêter les frais. Cette jeune gloire dont il avait rehaussé le drapeau blanc lui semblait la promesse d'une gloire nouvelle. Il se tourne vers les Français si épris de panache et d'honneur ; il sait qu'on aura toujours leur suffrage avec des victoires ; il rêve de chausser les bottes de l'empereur. Ce parallèle entre sa destinée et celle de Napoléon auquel il s'est complu dans ses Mémoires s'imposait à son imagination au premier coup de canon de la Bidassoa ; et voilà que la victoire volait avec nos armes jusqu'à l'extrémité de la péninsule, sur les murs du Trocadéro. Comment s'arrêter en si beau chemin ?

Ici CHATEAUBRIAND abandonnait les prudences et les calculs de l'homme d'Etat, ou plutôt il changeait de point de vue : il n'obéissait plus aux intérêts de la France ; il suivait l'humeur des Français. Ivresse du succès ? Goût de plaire, besoin d'être admiré, et de séduire autour de lui ? Il s'évade des frontières de la France et de la raison ; il s'émancipe de l'intérêt national ; il songe à une conflagration universelle sans penser que comme à Waterloo la France s'y trouverait seule en face de l'Europe ; il imagine, n'en doutons pas ; notre armée à la tête de la Liberté des Peuples, délivrant la Nation Allemande, la Nation Italienne de leurs entraves héréditaires, relevant tout ce qui plie sous le joug autrichien. Déjà il pressent les erreurs de son siècle et il les partage ; il oublie seulement de prévoir BISMARCK, et CAVOUR, et Sedan. La revanche contre les traités de 1815 (17) qui hantent les

(17) « Les provinces rhénanes étouffaient leur joie en silence et croyaient que le canon de la Bidassoa avait résonné pour leur délivrance. Par ces distinctions et par ces aveux les rois ont jugé du moins que nous avions rendu un important service à la société mo-

jeunes Français et dont rêvent aussi les conspirateurs d'Allemagne et d'Italie, s'ouvre pour CHATEAUBRIAND à la prise du Trocadéro; il se voit à la tête de la grande poussée que les forces de la jeune Europe exercent contre le vieil équilibre des monarchies. Il y voit la France: « La guerre d'Espagne doit être le signal et le premier acte de notre résurrection; après il nous faudra la Rive Gauche du Rhin aussi loin qu'elle peut s'étendre » (18).

Si VILLÈLE avait connu la secrète pensée de CHATEAUBRIAND il eut été effrayé de sa victoire. Mais déjà il y avait de quoi l'inquiéter: non content de braver l'Empire Britannique dans une expédition où nous avions toute l'Europe avec nous CHATEAUBRIAND persistait à s'opposer à lui dans une question où la Sainte-Alliance avait manifesté qu'elle ne pouvait nous suivre: il s'agissait de l'Amérique du Sud.

Au début du siècle les colonies espagnoles, du détroit de Magellan à la Californie, s'étaient soulevées contre la mère patrie et avaient proclamé leur indépendance. Le commerce anglais s'accommodait fort bien de cette indépendance qui assurait la liberté de ses opérations dans les ports américains et le cabinet de Londres n'attendait que la consolidation du nouvel état de chose pour le reconnaître officiellement. Mais dans l'esprit de CHATEAUBRIAND le règlement des colonies espagnoles était le corollaire de notre intervention dans la Métropole: l'installation des monarchies bourboniennes dans l'Amérique du Sud satisferait à la fois le désir d'indépendance des Américains et les sentiments monarchiques de l'Europe; de plus elle sauvegarderait l'influence

narchique; mais s'ils avaient connu notre dernière pensée loin de nous bénir, ils nous auraient maudit ». Congrès de Vérone, tome II, page 5.

(18) MARCELLUS. — Chateaubriand et son temps.

franco-espagnole. L'armée française serait appelée à installer ces nouveaux Bourbons d'Amérique après avoir restauré chez eux les anciens Bourbons d'Espagne? Nous concevons les frayeurs de VILLÈLE devant un plan aussi grandiose et que Louis XVIII n'ait attendu que la première occasion pour se débarrasser d'un ministre aussi aventureux.

CHATEAUBRIAND n'eut pas reculé devant une guerre avec l'Angleterre: c'était même son secret désir. L'Angleterre n'était-elle pas le premier obstacle à notre extension vers le Rhin?

« Le désir de rendre à la France ses frontières ne nous quittait plus. L'empereur de Russie nous écoutait; nous pouvions braver l'Angleterre; une guerre avec celle-ci ne nous eut point effrayé; nous aurions voulu faner les lauriers de Waterloo ».

Ainsi CHATEAUBRIAND prévoyait la rivalité anglo-russe et il songeait à s'en servir. Il semble que la Russie ait été la carte maîtresse de son jeu. Il avait approché ALEXANDRE au Congrès de Vérone: cherchant à séduire et séduit tour à tour il avait subi ce charme auquel s'était pris Napoléon et sans doute le grand écrivain à la suite du grand capitaine sut frapper l'esprit impressionnable du tsar.

Il en resta dans le cœur de CHATEAUBRIAND un secret penchant pour la Russie. Pensa-t-il enrôler le tsar dans une croisade libérale? On peut le supposer (19 et 20). ALEXAN-

(19) Je voudrais vivre assez pour voir l'empereur Alexandre accomplir avec nous de grandes choses: la réunion des églises grecque et latine, l'affranchissement de la Grèce, la création de monarchies bourbonniennes dans le nouveau monde et le juste accroissement de nos frontières ». Congrès de Vérone, tome II, page 272.

(20) « La Russie doit désirer l'existence d'une France forte qui serve de boulevard naturel à l'Europe contre la puissance anglaise. Notre vraie politique est la politique russe par laquelle nous contrebalançons deux ennemis décidés : l'Autriche et l'Angleterre ».

DRE I^{er} n'était-il pas le despote le plus éclairé de l'univers? Le souverain le plus apte à entendre les propositions chevaleresques? Mais surtout n'était-il pas en rivalité avec l'Autriche vers les Karpates et la Mer Noire? Après avoir employé la force russe contre l'Angleterre, pour établir les monarchies bourbonniennes dans l'Amérique du Sud on pourrait l'entraîner contre la tyrannie de Vienne au service de toutes les libertés.

CHATEAUBRIAND si doué pour percevoir les plus secrètes vibrations de la planète devinait-il les grands mouvements de liberté qui se préparaient sur le pourtour de l'Empire austro-hongrois et jusque dans son sein? Il pressentait l'ampleur des révolutions qui fermentaient en Allemagne et en Italie: songeait-il qu'après l'Italie, la Hongrie et la Bohême pourraient secouer le joug de la monarchie danubienne? Et alors pensait-il qu'à la faveur de ce soulèvement des peuples opprimés, la France pourrait regagner la rive gauche du Rhin? En s'alliant à la liberté elle retrouverait les frontières de l'Ancienne Gaule; la Russie aiderait ses ambitions, heureuse de soutenir à nos côtés la cause de la liberté sur l'ancien continent après avoir servi le principe monarchique avec nous dans le nouveau monde.

Immenses projets, d'abord suggérés plutôt qu'affirmés dans l'esprit de CHATEAUBRIAND et qu'il se garda bien de dévoiler tout entiers du premier coup, idées vagues qui n'arriveront jamais dans ses écrits à ce degré de précision, hypothèses peut-être formulées dans son for interne, — ils se manifestent dès le début de sa carrière politique sous forme de tendances qui iront s'accusant, jusqu'à la fin de sa vie. On peut déjà les déduire de certaines phrases du Congrès de Vérone. Il est vrai que le Congrès de Vérone a été écrit après 1830 et l'auteur pouvait ajouter à la simple relation

de son rôle diplomatique des idées dont il n'avait pas le soupçon en 1824.

IV. — REVES BELLIQUEUX ET DEMOCRATIQUES.

Néanmoins CHATEAUBRIAND dès le début veut une politique de mouvement: il la veut à l'origine avec prudence, en vue seulement d'émanciper la France de la tutelle de l'étranger et de lui rendre au sein de la Sainte-Alliance l'égalité des droits; à la fin il la verra avec les yeux de son temps; il la désirera pour elle-même, sans frein, sans loi, bouleversant le monde, incendiant l'Europe comme un beau feu d'artifice où s'épancheraient toutes les inquiétudes, tous les appétits de gloire et de prestige qui habitaient les enfants du siècle.

Son année de ministère se trouve entre ces deux périodes comme le point culminant de sa vie politique et aussi comme un pas décisif de sa pensée; c'est alors qu'il abandonne les conceptions d'un nationalisme prudent: il quitte le poste du diplomate appliqué au réel pour se lancer dans une politique de haut vol. Aucun obstacle ne l'arrête; il se propose de rendre à la France la rive gauche du Rhin (21). Il n'y atteindra pas sans guerre: il le sait, mais il brave la guerre; il brave l'Angleterre; il brave l'Autriche; il se croit fort de l'alliance russe et il se sent poussé par l'élan belliqueux de la génération montante.

Déjà il est en communion avec les enfants du siècle. Il s'insurge contre « le despotisme obscur » de VILLÈLE. Sans attendre LAMARTINE il pense lui aussi que « la France s'ennuie ». La paix de VILLÈLE, la paix de LOUIS-PHILIPPE, la

(21) « Le désir de rendre à la France ses frontières ne nous quittait plus »: *Congrès de Vérone*, II, 7. Cf. *Mémoires sur les affaires d'Orient*, cité dans le *Congrès de Vérone*, pag. 182.

paix de ces gentilhommes campagnards ou de ces rentiers qui déjà ont pris pour devise : « Enrichissez-vous », comme elle est terne après les guerres de NAPOLEON ! comme elle est peu romantique !

Du haut de sa superbe opposition, dans cette longue retraite (22) politique qui commence au premier déclin de la monarchie et qui se termine à l'avènement d'une République, CHATEAUBRIAND prêle l'oreille à toutes les voix de son époque ; il entend cet immense appel aux armes qui retentit dans l'âme de la jeunesse et il y répond.

Il revient à l'idée d'une guerre contre l'Angleterre avec qui, à cette époque, notre commerce est encore en mesure de rivaliser, et qui est sur le continent, de concert avec l'Autriche, la plus vigilante sentinelle des traités de 1815. La puissance britannique ne l'intimide pas ; il pense « qu'une guerre de la France contre l'Angleterre serait d'un succès facile si elle était faite d'après un plan nouveau », « si on ne s'embarrassait pas de quelques sacrifices nécessaires ». Et avec quels accents de triomphe il se lance dans les préparatifs : « J'entasserais des soldats et des millions, je bâtirais des vaisseaux.... » Trop sublimes perspectives !

Mais cet optimisme guerrier était naturel à son siècle. On ne craignait pas de se mesurer à l'Angleterre, de se heurter à l'Autriche, à la Russie, à l'Europe ; on le souhaitait même ; on le désirait fièvreusement. CHATEAUBRIAND obéit simplement à ces aspirations, il se conforme aux idées du siècle ; « il marche avec son temps ». Cette soumission n'est-elle pas toute sa philosophie ? Et la science du politique n'est-elle pas selon lui de suivre ses contemporains, d'adopter les idées qui mènent le monde ?

(22) De sa démission du cabinet VILLELE en 1825 jusqu'à sa mort en 1848.

Gardons-nous bien de mettre ses projets de guerre au compte du nationalisme. L'égoïsme national en était totalement absent. Loin de partir d'un calcul d'intérêt français, ils émanaient d'un sentiment lyrique, lequel pouvait être en quelque manière national comme international mais dont les objectifs s'opposaient directement aux intérêts de la patrie. Le vrai nationalisme était du côté de VILLÈLE et de LOUIS-PHILIPPE; il était avec les pacifiques, avec ceux qui se méfiaient du « Mouvement », songeant que la Prusse était déjà bien forte, qu'elle avait beaucoup grandi depuis le jour où Louis XIV avait conseillé de s'en méfier, et que loin de contrecarrer l'Autriche en Allemagne et en Italie il importait de se servir d'elle comme d'un heureux contrepoids à l'hégémonie grandissante de la Prusse, comme la gardienne du morcellement germanique et le principal obstacle à l'unité. Le nationalisme français était le premier intéressé à la répression des mouvements libéraux nationaux d'Allemagne et d'Italie; la Révolution, le « Mouvement » allaient dans le sens des ambitions prussiennes et savoyardes ; ils visaient à constituer à notre porte des puissances redoutables. La France était le premier bénéficiaire de la Sainte-Alliance des Rois.

CHATEAUBRIAND réclamait la guerre sous Louis-Philippe comme FENELON voulait la paix sous LOUIS XIV parce que tel était le goût des Français. Son bellicisme n'était pas plus national que le pacifisme de FENELON. Il n'est pas plus incompréhensible du point de vue de la France de se jeter dans une guerre impossible que de signer la paix en pleine défaite alors qu'il reste des chances pour se battre. Mais cela s'explique très simplement par le désir des Français. Alors faut-il ranger les CHATEAUBRIAND et les FENELON au rang des démagogues, des pires courtisans du peuple, de ceux qui flattent ses passions et obéissent à ses vœux sans souci de

ses intérêts, qui se moquent de la réalité des choses pour avoir un succès de tribune ou d'assemblée, ou bien est-ce le fait d'une indulgence à courte vue comme ces pères trop complaisants aux caprices de leurs enfants et qui cèdent toujours de peur des cris ?

Sans doute on ne peut oublier ce désir de plaire du doux apôtre de Cambrai, ni cette soif de popularité qui animait à la lutte le champion de la Liberté. Néanmoins il est des raisons plus pures; et il est facile de voir que CHATEAUBRIAND dans son patriotisme boute-feu rejoint les principes de son libéralisme : « laisser passer » l'évolution, « laisser faire » les enfants du siècle, « marcher avec son temps » c'est adopter les idées de ses contemporains et les suivre. Il était bon aux diplomates de l'Ancien Régime d'analyser la carte de l'Europe; le libéral interroge la carte de cœur humain ou plus exactement, la carte de ses aspirations; pour lui l'ordre des choses est aussi instable que les désirs de l'homme: si la guerre est dans les esprits, il fait la guerre, si c'est la paix, il fait la paix. L'histoire n'est pas un perpétuel recommencement mais un écoulement continu: se laisser porter par ses flots c'est toute la vie des nations. Pour ce libéralisme il n'est pas de diplomatie traditionnelle, il n'y a que la politique du moment.

CHAPITRE III

L'AVENIR DE L'EVOLUTION

I. — ESPOIRS DE PROGRES.

Où cela mènera-t-il? Peut-on se représenter l'avenir proche ou lointain sur lequel l'Evolution a fixé son rythme. Progrès ou malheur, quel destin nous apporte-t-elle? Quel fruit porte-t-elle en ses flancs? CHATEAUBRIAND n'élude pas la question; il y revient souvent dans ses écrits; autour d'elle il multiplie les hypothèses, les doutes, les contradictions, les espérances et les prophéties funèbres. Les réponses varient avec le temps: d'un pessimisme amer dans les œuvres de jeunesse, elles prennent dans sa maturité une teinte optimiste et une allure d'enthousiasme, parfois puéril, mais qui garde une certaine modération, alors que dans sa vieillesse il vaticine dans tous les sens, tour à tour confiant jusqu'à la folie ou désenchanté jusqu'à la mort.

L'Essai sur les Révolutions écrit aux sombres jours de l'émigration ne laissait aucune espérance et n'accordait pas le moindre sens à l'agitation des hommes: l'humanité tournait dans un cercle fermé, répétant les anciennes erreurs en croyant renouveler le monde. Dans la deuxième édition

de ces mêmes essais en 1826, CHATEAUBRIAND revient sur cette idée et la corrige : si les révolutions du monde semblent se recommencer sans cesse il n'y a là qu'un aspect de la réalité car « le Génie ne circule pas dans un cercle dont il ne peut sortir; au contraire, il trace des cercles concentriques qui vont s'élargissant et dont la circonférence s'accroîtra sans cesse dans un espace infini » (23). Ainsi sans abandonner l'image primitive, l'amplifiant seulement, CHATEAUBRIAND adopte en 1826 une conception opposée à celle de 1798.

Faut-il voir dans ce revirement l'influence des idées du temps? L'idée de progrès un moment éclipsée par la réaction napoléonienne réapparaissait en tête du libéralisme renaissant; Mme de STAEL lui donnait tout son cœur et, lui prêtant l'éclat de sa plume, lui soumettait l'histoire; de la loi du progrès elle déduisait la supériorité des Romains sur les Grecs et des royaumes barbares sur l'Empire. En se ralliant à cette idée CHATEAUBRIAND sacrifiait-il à la mode de son temps? Mais n'avait-il pas des raisons plus solides ?

Entre 1798 et 1826 deux événements capitaux ont marqué sa vie: son retour à la religion en 1804, son entrée dans la politique en 1814. Il a découvert d'abord la vertu du Christianisme, ensuite la puissance de la presse; il voit dans ces deux forces toutes les virtualités d'une transformation générale. La religion changeant l'homme dans son âme, la presse ouvrant entre les hommes régénérés des communications universelles: telle lui apparaît la voie du progrès.

A la différence de Mme de STAEL il ne s'intéresse pas au progrès dans le passé; et sans doute reste-il sceptique au chapitre de la supériorité des Romains sur les Grecs. Le progrès lui apparaît comme une nouveauté: un effet des

(23) Essai sur les révolutions, page 614 (note de l'édition de 1826).

récentes découvertes et, entre toutes, la plus formidable à ses yeux, celle de l'imprimerie. Ce qui manquait au progrès dans les civilisations antiques c'était une base assez large. Limitées aux frontières de l'Etat, s'arrêtant devant le désert ou devant l'océan, elles étaient à la merci d'une guerre ou d'une révolution. De nos jours la civilisation est garantie contre de semblables risques par l'espace même qu'elle « occupe sur le globe ». « Autrefois renfermée dans la Grèce, elle pouvait succomber sous une invasion de barbares ; mais ces barbares iraient-ils la chercher maintenant dans les quatre parties du monde et jusque dans l'Océan Pacifique ? » (24).

II. — LE PROGRES PAR LA PRESSE.

Plus que l'invention de la boussole ou de la vapeur, c'est la presse qui répand dans toutes les langues et par tout l'univers la civilisation ; elle en confie la garde à la planète entière. Et « le progrès des lumières étant certain », « comme ces lumières ne peuvent plus périr grâce à la découverte de l'imprimerie », « quelques révolutions que vous supposiez, le dépôt des lumières ira toujours s'accroissant » (24).

Mais que faut-il entendre par « ce dépôt des lumières » ? Un tout organisé, bloc sans fissure ? ou bien une masse incohérente où le plomb vil voisine avec l'or pur ? un cahos de contradictions où se livrent bataille toutes les tendances de l'esprit humain ? Et alors au lieu de faire briller la vérité, ne risquait-on pas de l'obscurcir en discussions stériles ? Loin de faire avancer les connaissances humaines, n'allait-on pas les diviser, les opposer et piétiner dans les luttes d'écoles ? En multipliant les moyens d'expression et de diffusion on donnait de nouvelles armes à l'esprit mais des ar-

(24) Essai sur les Révolutions, page 612 (note de l'édition de 1826).

mes qui peut-être se tourneraient les unes contre les autres.

Sans doute les sciences physiques se plient instantanément à la discipline des résultats. Les réactions de la nature sont impérieuses; aucun homme sain d'esprit ne se permettra de nier la loi de la pesanteur, pas plus que de se précipiter du haut des tours de Notre-Dame; cela suffit à organiser les efforts des savants. Mais dans les sciences morales échecs et réussites ne sanctionnent pas spontanément les théories du penseur et les erreurs métaphysiques ne rencontrent aucun obstacle matériel.

C'est pourquoi on risquait d'aboutir à ce monstrueux nonsens d'un monde où les hommes s'entendraient parfaitement quant aux conditions de leur vie physique mais n'auraient pas en commun un seul principe de morale, où les moyens d'existence seraient uniformes et les raisons de vivre partout différentes sinon partout oubliées, où l'on serait entièrement d'accord sur la fabrication du bien-être, la forme des chapeaux et l'utilisation des minerais et, complètement divergents sur les devoirs des pères et mères: bref, la civilisation de la machine.

CHATEAUBRIAND a-t-il exactement prévu tous ces risques? Il suffit qu'il les ait entrevus. Déjà dans l'avenir du monde (25) il formulait quelques réserves: il tenait compte de « l'infirmité humaine ». Après avoir salué la presse comme une entité divine, « la parole écrite », il la replaçait sur la terre il la voyait entre les mains de l'homme, participant de son infirmité et mêlant le bien au mal « tant que notre nature déchue n'aura pas recouvré sa pureté originelle ».

Il revient plus tard à cette idée et aux ultimes pages de

(25) Appendice aux Mémoires d'Outre-Tombe, tome VI, page 532.

sa vie (26), il inscrit ses inquiétudes sur l'avenir d'un monde où « les hérésies politiques » se succèdent, où « des multitudes sans nom s'agitent sans savoir pourquoi ». De la vie de la cité « tout est transitoire », déclare-t-il ; « la religion et la morale cessent d'être admises ou chacun les interprète... l'invasion des idées a succédé à l'invasion des barbares »... Trop d'idées ont enivré l'esprit humain : dans son orgueil il ne peut plus supporter les autorités consacrées, les vérités reçues; il rejette le capital accumulé par ses prédécesseurs; il rejette la révélation avec la tradition; alors, lâchées en liberté hors des antiques barrières, hors des cadres traditionnels, les idées se pressent en désordre et se disputent la Société comme les barbares jadis se partageaient l'Empire. L'unité de la civilisation occidentale déjà compromise par la réforme luthérienne, se divisant encore, se pulvérisant en une multitude de sectes, de mentalités, de doctrines: voilà le terme de la liberté de la presse.

La pensée de CHATEAUBRIAND apparaît comme une suite de fulgurations lancées à tous les vents de l'esprit. Il a jeté les flèches du plus cruel réalisme sur les optimistes du progrès indéfini; mais avant de la percer à mort comme il a caressé sa chimère!

Ce « dépôt des lumières » dont il montrera si fortement la tare, comme il est sûr, comme il est pur, dans certaines pages de l'Avenir du Monde! Et comme il est beau de penser que l'homme ne perd rien des acquisitions de ses devanciers, qu'il n'oublie pas les leçons de ses maîtres et qu'en mourant les nations se passent le flambeau sans que jamais la flamme s'éteigne ou ne vacille! Qu'il est beau de chanter comme dans la préface des études historiques: « Sur des sociétés qui meurent sans cesse une Société vit

(26) Mémoires d'Outre-Tombe, VI, page 451.

sans cesse; les hommes tombent, l'homme reste debout, enrichi de tout ce que ses devanciers lui ont transmis, couronné de toutes les lumières, orné de tous les présents des âges, géant qui croît toujours... »

Ici on s'affranchit des conditions humaines; on traite de la presse comme d'une force métaphysique, d'un instrument qui agirait sans la main de l'homme et sans son intelligence imparfaite, sans son égoïsme, sans sa cupidité, sans son envie, sans sa paresse naturelle, sans les cadres étroits où son esprit se meut par habitude et par nécessité; et l'on tire d'une constatation banale des conséquences grandioses: « La découverte de l'imprimerie a changé les conditions sociales: la presse, machine qu'on ne peut plus briser, continuera à détruire l'ancien monde jusqu'à ce qu'elle en ait formé un nouveau: c'est une voix calculée pour le forum général des peuples. L'imprimerie n'est que la parole écrite; première de toutes les puissances, la parole a créé l'univers... » (27).

On serait tenté d'ajouter avec Victor Hugo: « car le mot c'est le verbe et le verbe c'est Dieu ».

De la divinité du mot on déduit naturellement celle de l'imprimerie; et la planche à imprimer reprenant l'œuvre de la création est la matrice du genre humain.

Eut-on étonné CHATEAUBRIAND en lui montrant la presse telle qu'elle fonctionnerait entre les mains des hommes, excitant les haines de classe, stimulant les oppositions nationales, docile instrument des démagogues et des dictateurs? l'eût-on seulement contrarié en lui disant que cette grande voix « calculée pour le forum général des peuples » engendrerait la Tour de Babel ?

(27) Avenir du Monde.

A peine a-t-il achevé une prédiction qu'il est bien près d'admettre la prédiction contraire. Son pessimisme foncier vient balancer aussitôt les espérances qui lui viennent du siècle et il ajoute : « Malheureusement le verbe dans l'homme participe de l'infirmité humaine : il mêlera le mal au bien tant que notre nature déchue n'aura pas recouvré sa pureté originelle » (28).

III. — LE PROGRES PAR LE CHRISTIANISME ET LA DEMOCRATIE.

Et voilà CHATEAUBRIAND lancé vers de nouvelles espérances. Il ne tombe un instant dans le doute que pour amorcer de nouveaux rêves. Comment « notre nature déchue » peut-elle « recouvrer sa pureté originelle » si ce n'est par la religion qui la purifie du mal ? Le sacrifice du Christ a effacé l'antique faute ; il se renouvelle chaque jour et il opère sans cesse pour nous en délivrer. Par lui l'homme est changé dans son cœur ; toute haine cesse, les passions disparaissent, plus rien ne trouble les vues sereines de l'esprit. Le Christianisme a repris à son compte l'antique promesse de Satan, « Eritis sicut dii ».

Comme la presse en multipliant les échanges intellectuels transforme les rapports d'homme à homme, la religion agissant dans chaque âme prépare un homme nouveau. Par l'effet du Christianisme tous les moyens dont dispose de nos jours l'esprit humain seront tournés dans le même sens, consacrés à l'élaboration d'un monde meilleur ; et la Parole créatrice pénétrant par l'imprimerie toutes les parties de l'univers engendrera l'ordre nouveau.

La pensée de CHATEAUBRIAND marqua quelques hésitations avant de s'engager dans ce rêve messianique. Dès le

(28) Avenir du Monde.

début il fait appel à la religion pour résoudre l'énigme de l'inquiétude humaine (29) ; mais il ne voit pas en elle la clef d'un avenir nouveau. Si ce mouvement perpétuel qui emporte l'humanité de révolution en révolution lui semble déceler l'aspiration à un monde meilleur, « la conscience d'une autre vie », ce n'est pas sur la terre qu'il place cette « autre vie » et ce monde meilleur ; il ne croit pas que l'homme puisse assouvir dès ici-bas son inquiétude ; il doute du progrès ; il doute du paradis terrestre. Et ce n'est pas le dogme, tout entier basé sur le péché originel, qui pourrait l'en dissuader. Si le Christ nous affranchit de la tare héréditaire, la théologie enseigne que son œuvre s'achève rarement ici-bas ; elle se poursuit dans le purgatoire et la grâce n'opère pleinement que pour un petit nombre de saints. Le baptême n'efface pas sans retour la nature pécheresse ; il n'est que le commencement de cette longue purification qui pour beaucoup n'est pas encore parfaite à l'heure de la mort.

C'est pourquoi CHATEAUBRIAND raille « les sectaires actuels » de l'usage qu'ils font de l'Evangile, de « cette parodie » et de ce « plagiat ». Ils vident le texte sacré de son sens surnaturel et ils le défigurent. Ce qui était dit pour le ciel, ils l'entendent pour la terre. Ils veulent ramener les paroles divines à l'échelle de l'humanité ; ils transposent les idées chrétiennes ; ils les détournent de leur fin surnaturelle sans voir précisément qu'elles tenaient de cette fin et leur

(29) Essai sur les Révolutions : « Ce principe inconnu (le principe des révolutions) ne naît-il pas de cette vague inquiétude particulière à notre cœur qui nous fait nous dégoûter également du bonheur et du malheur et nous précipiter de révolution en révolution jusqu'au dernier siècle ? Et cette inquiétude d'où vient-elle à son tour ? Je n'en sais rien. Peut-être de la conscience d'une autre vie.

sens et leur force. C'est ainsi que la charité devient philanthropie, et le royaume des cieux, une table bien garnie.

Néanmoins CHATEAUBRIAND était loin d'ignorer les incontestables bienfaits naturels du christianisme, il les avait même magnifiquement chantés: il était normal qu'il discernât la valeur politique de la religion. Mais alors que la philosophie sociale chez des esprits aussi différents que GUIZOT et BONALD considère surtout ce que l'Eglise est pour l'Etat, CHATEAUBRIAND préfère voir ce qu'elle est pour le citoyen. Ce qu'il loue dans l'Eglise catholique ce n'est pas tant de servir l'ordre et le souverain que de défendre la conscience et l'individu. Il la regarde comme un refuge de la liberté. Il lui plaît de voir le pouvoir spirituel avec les seules armes de l'esprit balancer les princes temporels, leurs armées et leurs bourreaux. Le Pape élève au-dessus de l'Etat les droits de la conscience et de la foi jurée; de là à dire qu'il revendique les droits de l'homme il n'y avait qu'un pas.

Sans doute la distance est grande de la morale catholique au dogme de la Liberté: CHATEAUBRIAND le sait. Ce n'est pas le droit d'un individu que l'Eglise défend mais le droit de Dieu; et si le droit de Dieu sauvegarde toujours une liberté c'est uniquement en vue d'une obligation, en vue d'un service, en vue d'un sacrifice, ce n'est jamais pour elle-même, pour l'homme même, sinon pour l'homme surnaturel: jamais pour l'individu mais pour la personne.

Mais CHATEAUBRIAND a le goût de l'antithèse; il aime les rapprochements audacieux. Une idée hardie n'est pas toujours une idée vraie. N'importe: elle vaut la peine d'être exprimée.

« Tribuns-dictateurs successivement élus par le peuple, les papes ont pour mission de venger et de maintenir les droits de l'homme; chefs de l'opinion humaine ils obtinrent

tout faibles qu'ils étaient la force de détrôner les rois avec une parole et une idée » (30).

Après avoir sacré le pape prince des Encyclopédistes, il ne restait plus qu'à faire du Christ le premier des sans-culottes : « Au moment où la Liberté, l'Egalité, la République achevaient d'expirer, vers le temps d'Auguste, naissait à Bethléem, le Tribun Universel des peuples, le grand représentant sur la terre de l'Egalité, de la Liberté et de la République, le Christ » (31).

Mais on le comprendra mieux si on examine l'évolution de sa pensée. Au moment où il rédige les dernières pages des Mémoires d'Outre-Tombe, ses espérances monarchiques sont complètement usées; il voit la République inévitable. D'autre part, la République ne lui paraît possible que par le Christianisme : il lui assigne toujours « l'âge des vertus sociales »; il ne lui semble pas que le peuple puisse se gouverner lui-même, s'il n'est bon. A-t-il entrevu les vices de la démocratie, les partis et les chefs mettant tout leur art à courtoiser les passions, endormant la masse, flattant son goût du moindre effort par de fausses promesses pour ne la réveiller d'un fallacieux sommeil que par des cris de haine, des appels à l'envie, à la destruction et aux luttes fratricides? Si CHATEAUBRIAND n'a nulle part clairement énoncé ces périls, du moins il les a pressentis; et c'est ce qui lui faisait écrire : « Je ne trouve de solution à l'avenir que dans le Christianisme et dans le Christianisme catholique ».

Seulement le Christianisme qu'il invoque n'est pas celui des siècles passés. Il ne suffit plus d'instruire l'homme à servir, il faut faire des âmes de roi. La religion s'élargit;

(30) Mémoires d'Outre-Tombe, tome V, page 144.

(31) Mémoire d'Outre-Tombe, tome V, page 143.

elle ne se borne pas à collaborer à l'ordre social; elle s'y substitue. Jadis elle fortifiait l'autorité, désormais il faut qu'elle la remplace.

Est-elle prête à ce nouveau rôle? N'en doutons pas: « Le Christianisme stable dans ses dogmes est mobile dans ses lumières: sa transformation enveloppe la transformation universelle » (32).

Une nouvelle période s'ouvre pour lui « la période politique, Liberté, Égalité, Fraternité ». Et voici la vision apocalyptique de l'avenir: « Quand il aura atteint son plus haut point (le Christianisme) les ténèbres achèveront de s'éclaircir; la liberté crucifiée sur le calvaire avec le Messie en descendra avec lui... Les Gouvernements passeront, le mal moral disparaîtra, la réhabilitation annoncera la consommation des siècles de mort et d'oppression nés de la chute » (33).

La religion ayant changé les cœurs, changera la société; et les hommes fraterniseront dans une bienheureuse anarchie. Le mal ayant disparu, toute contrainte devient inutile: voilà la République idéale où CHATEAUBRIAND élève un instant nos pensées.

Mais il ne nous laisse pas sur ces visions optimistes: l'amère intelligence des réalités nous précipite brusquement sur la terre. Le prestige de cette imagination ne nous avait-il porté si haut que pour augmenter notre chute? N'avait-il dressé de telles perspectives que pour le plaisir de les détruire et de s'établir sur des ruines? Ces fantastiques espérances n'étaient-elles que l'aliment d'un plus vaste désespoir? Il est permis de se le demander lorsque sur ces pro-

(32) Mémoires d'Outre-Tombe, tome VI, page 470.

(33) Ibidem.

messes on tourne la page et on lit : « Le temps du désert est revenu : le christianisme recommencera dans la stérilité de la thébaïde, au milieu d'une idôlatrie redoutable, l'idôlatrie de l'homme envers soi » (34).

Ne voilà-t-il pas un chef-d'œuvre de destruction ? D'un coup l'édifice est aboli : le mal reprend son empire sur l'homme ; loin de servir sa purification, le progrès a seulement excité son orgueil. Il rejette le secours de Dieu ; il se croit à lui-même son créateur, son rédempteur et son bonheur parfait. La religion s'écarte d'un monde qui la fuit et se réfugie au désert. Reste à savoir ce que sera ce monde sans religion.

IV. — FIN DE LA FRANCE ET DE LA MONARCHIE.

De toute façon ce sera la République, c'est à cela que tend le siècle, c'est l'inéluctable fatalité. Si la religion est vouée au désert, la monarchie est condamnée à l'exil. La chute de CHARLES X a porté un coup fatal aux espérances monarchiques de CHATEAUBRIAND et plus encore, l'avènement de la branche cadette.

Il suffirait pour nous en assurer des déclarations qu'il fit à RIGAUD, maire de Genève au sujet du Gouvernement naissant de Louis-Philippe (35). D'ailleurs tous ses écrits politiques à partir de cette époque respirent le même air désenchanté. Dans ses articles, dans ses mémoires, et jusque dans ses brochures de propagande légitimiste il laisse entendre,

(34) Mémoires d'Outre-Tombe, tome VI, page 471.

(35) « Il est la transition de la royauté à la présidence. Les monarchies s'en vont. Cela ira tout au plus jusqu'à son fils. D'ici à 50 ans il n'y aura pas une monarchie en Europe ; j'en ai la conviction ». Souvenirs de RIGAUD, cités par Mme DURRY, dans « La vieillesse de CHATEAUBRIAND ».

s'il ne l'énonce clairement que la monarchie est finie sans retour.

Il eut préféré, et cela dans l'intérêt de la République, que cette révolution se déroulât avec prudence et dignité. Certes, il n'en est plus à croire la République non viable (36). Le système représentatif a permis au peuple de participer au Gouvernement; la presse de plus en plus l'instruit des affaires publiques; sa culture se développe, sa raison s'éclaire. Le temps n'est pas éloigné où il pourra assumer toute la direction de l'Etat. Mais à la condition qu'il y soit suffisamment préparé:

« Si la transformation qui s'opère suit sa pente et ne rencontre aucun obstacle, si la raison populaire continue son développement progressif, si l'éducation des classes intermédiaires ne souffre pas d'interruption, les nations se nivelleront dans une égale liberté; si cette transformation est arrêtée les nations se nivelleront dans un égal despotisme » (37).

La République est au terme de la transformation générale mais pour y parvenir le peuple a encore besoin de tuteur. Qu'il fasse sous la Monarchie l'apprentissage du système représentatif, qu'il apprenne de l'expérience des princes l'art difficile de gouverner, que ceux-ci soient les éducateurs de leurs sujets et qu'ils s'effacent à mesure que leur élève grandira jusqu'au moment où ayant assuré leur succession ils pourront par une fin digne de leur grandeur « se retirer dans la sainte nuit du passé avec les siècles ». Voilà le rêve ou le poète se repose un instant. Voilà le rôle

(36) « Les lumières, la civilisation perfectionnée, la découverte de la République représentative ont changé toute la question ». *Essai sur les Révolutions*, note de l'édition de 1926.

(37) De la restauration et de la monarchie élective.

qu'il propose aux majestés mourantes... Comme CHATEAUBRIAND au soir de sa carrière, les rois de l'Europe à leur déclin ne doivent avoir qu'un seul souci « soigner leur mort ». C'est le seul espoir qui leur est laissé. Si le Duc de Bordeaux avait régné « s'il eut recouvré la couronne, je ne lui aurai conseillé de la porter que pour la déposer au temps venu. J'eusse voulu voir les Capets disparaître d'une façon digne de leur grandeur... » Henri V s'évanouissant dans les plis du drapeau blanc après avoir instauré la démocratie parlementaire...

Mais cessons de rêver. Les rois ne veulent pas se réfugier dans leurs tombes et les peuples s'impatientent : ils brisent leur tutelle comme ils rejettent les secours de la religion. Alors surgit la suprême hypothèse : la France emportée avec la Monarchie : la monarchie abolie sans retour et son œuvre vouée à la mort.

L'avènement de Louis-Philippe a profondément frappé CHATEAUBRIAND : il y voit le fils du régicide dépouillant l'orphelin royal. Pour le légitimiste qu'il était c'est la pire des usurpations parce qu'elle est le fait d'un Bourbon, parce qu'elle entâche une branche de la famille royale et avec elle l'arbre tout entier, la honte irrémédiable jetée sur la race des Bourbons, et, pour la France, l'ultime degré de la corruption :

« En s'élevant dans l'ordre universel le règne de Louis-Philippe n'est qu'une apparente anomalie, une infraction non réelle aux lois de la morale et de l'équité... D'une énormité consentie de Dieu je tirerai une conséquence plus haute, j'en déduirai la preuve chrétienne de l'abolition de la monarchie en France » (38)

(38) De la restauration et de la monarchie élective.

Et la royauté des barricades, cette suprême ignominie dont la France est revêtue lui apparaît comme « l'expiation de la mort de Louis XVI » (39).

« Il ne serait pas étonnant qu'un peuple âgé de 14 siècles, qui a terminé cette longue carrière par une explosion de miracles fut arrivé à son terme ». Mais la catastrophe ne doit pas se borner à la France : « toutes les royautés mourront avec la royauté française ». Et alors que sera le visage de l'avenir? C'est l'énigme sur laquelle CHATEAUBRIAND a penché sa vieillesse songeuse. Le vieillard des Mémoires d'Outre-Tombe rejoint ici l'adolescent de Combourg et l'enfant de Saint-Malo qui « béait aux lointains bleuâtres ». Seulement ce n'est plus vers les terres promises que se portent ses rêves: ils se penchent sur des gouffres obscurs et d'une insondable tristesse.

V. — L'ORDRE NOUVEAU COLLECTIVISTE.

Dans « l'Avenir du Monde » il se raccroche à l'idée d'un progrès qui ne serait pas uniformément ascendant mais qui irait par chutes et par redressements toujours amplifiés de façon que l'espérance d'un plus haut relèvement compensât la profondeur des catastrophes (40). Il entrevoit les Etats-Unis d'Europe ou plus exactement « l'Europe nivelée dans un même système ». Mais pour en arriver là il est probable qu'on subira des guerres étrangères et qu'on traversera

(39) Mémoires d'Outre-Tombe, VI, page 273.

(40) « La société moderne a mis dix siècles à se composer ; maintenant elle se décompose. Les générations du Moyen-Age étaient vigoureuses parce qu'elles étaient dans la progression ascendante; nous, nous sommes débiles parce que nous sommes dans la progression descendante; ce monde décroissant ne reprendra de force que lorsqu'il aura atteint le dernier degré; alors il commencera à remonter vers une nouvelle vie ». Avenir du monde: Mémoires d'Outre-Tombe, VI, 555.

sera à l'intérieur une double anarchie physique et morale. Néanmoins encore l'espérance chrétienne domine ces bouleversements et avec elle, le rêve d'un ordre nouveau :

« Si l'on touche à la propriété il en résultera des bouleversements immenses qui ne s'accompliront pas sans effusion de sang ; la loi du sang et du sacrifice est partout, Dieu a livré Son Fils aux clous de la Croix pour renouveler l'ordre de l'Univers ; avant qu'un nouveau droit soit sorti de ce chaos, les astres se seront souvent levés et couchés. Dix huit cents ans depuis l'ère chrétienne n'ont pas suffi à l'abolition de l'esclavage ; il n'y a encore qu'une très petite partie accomplie de la mission évangélique... » Cependant l'attente de CHATEAUBRIAND n'est pas sans inquiétude ; il énumère ses incertitudes :

« Quelle sera la société nouvelle ? Je l'ignore. Ses lois me sont inconnues. Je ne la comprends pas plus que les anciens ne comprenaient la Société sans esclaves produite par le Christianisme. Comment les fortunes se nivelleront-elles ? Comment le salaire se balancera-t-il avec le travail, comment la femme parviendra-t-elle à l'émancipation légale ? Je n'en sais rien. Jusqu'à présent la Société a procédé par agrégation de familles : quel aspect offrira-t-elle lorsqu'elle ne sera plus qu'individuelle comme elle tend à le devenir ? » Et malgré son individualisme il ajoute par un trait de perspicacité admirable : « Vraisemblablement l'espèce humaine s'agrandira mais il est à craindre que l'homme ne diminue » (41).

Oui c'est « lorsque la Société ne sera plus qu'individuelle » qu'elle sera lourde pour l'individu, c'est lorsque tous les liens auront été rompus que la liberté de chacun sera dans

(41) Avenir du Monde. *Ibidem*, page 554.

le plus grand danger. CHATEAUBRIAND n'a jamais aimé les obligations familiales; il les supporte avec peine ou les néglige entièrement. Et maintenant qu'il sent l'approche d'un ordre bien plus lourd il revient à elles, il les regrette, il voudrait les retenir.

L'autorité familiale lui paraît infiniment légère devant l'empire anonyme de l'Etat. Le papier souffre tout. La loi écrite ignore nécessairement les sentiments particuliers, les hasards qui déterminent la vie de chacun; elle ne peut ménager les goûts individuels; et si elle prend l'enfant sous sa tutelle comment aurait-elle les tendresses d'une mère ? Elle ne peut respecter les caractères, les humeurs; elle est uniforme et rigoureuse par définition: elle ne connaît que des aptitudes, et encore, dans la détermination du rendement individuel, elle ignore ces nuances si précieuses aux yeux d'un arbitraire intelligent.

Mais surtout comme elle est tyrannique! elle est trop loin de l'homme pour le connaître et pour l'aimer. On peut s'isoler dans sa famille: on peut mener sa vie. Mais comment échapper au règlement de la vie en commun ? Que deviendra le poète dans la collectivisation générale : « Il est à craindre que l'homme ne diminue, que quelques facultés éminentes du génie ne se perdent, que l'imagination, la poésie, les arts ne meurent dans les trous d'une société ruche où chacun individu ne sera plus qu'une abeille, une roue dans une machine, un atome dans la matière organisée » (42).

Et il ajoute, fidèle encore à ses espoirs d'une démocratie chrétienne: « Si la religion chrétienne s'éteignait on arrive-

(42) *Ibidem*.

rait par la liberté à la pétrification sociale à laquelle la Chine est arrivée par l'esclavage ».

Cette suprême réserve disparaît dans les dernières pages des *Mémoires d'Outre-Tombe*. Le socialisme international lui apparaît. Il le considère comme une brutale absurdité, comme une « folie » : « La folie du moment est d'arriver à l'unité des peuples et de ne faire qu'un seul homme de l'espèce entière ; soit, mais en acquérant des facultés générales toute une série de sentiments privés ne périra-t-elle pas ? Adieu les charmes du foyer... » D'ailleurs cette hypothèse lui semble absolument privée de sens : « Quelle serait une société qui ne serait ni française, ni anglaise ? »

Il dénie au socialisme le pouvoir de procurer la justice sociale ; il l'accule à la nécessité de multiplier les injustices : « Las de la propriété particulière voulez-vous faire du Gouvernement un propriétaire unique distribuant à la propriété devenue mendicante une part mesurée sur le mérite de chaque individu ? qui jugera des mérites ? » Il l'accuse d'aller contre la nature même des choses (43) : « l'inégalité naturelle reparaitra en dépit de vos efforts ». Enfin, le grand libéral se dresse pour porter le dernier coup : le socialisme prétend supprimer la propriété ; ce faisant il attente à la liberté : « la propriété héréditaire et inviolable est notre défense personnelle ; la propriété n'est autre chose que la liberté » (44).

VI. — IL ABANDONNE FINALEMENT SES IDEES ET SES ESPOIRS

Comme CHATEAUBRIAND a oublié ROUSSEAU ! Voilà que la liberté prend corps : elle s'attache à certains bien, à

(43) *Mémoires d'Outre-Tombe*, tome VI, page 458, 459, 460.

(44) *Ibidem*, page 462.

certaines actes : elle se détermine ; elle se définit ; elle se limite. Et les limites qu'elle reçoit n'émanent pas d'elle-même ; elles ne sont pas le décret de sa volonté souveraine ; elles appartiennent à la nature des choses, elles s'imposent. Elles sont fichées en terre avec les piquets de la palissade et les fondements du mur de clôture. Sans doute ces limites ne sont pas intangibles ; elles s'élargissent si la propriété s'accroît ; mais elles ne se déplacent pas à volonté ; elles obéissent à l'effort de l'homme et cet effort lui-même est soumis à des lois strictes. Un vœu de l'homme, un vote, peut bien s'étendre à tout l'univers ; un effort de l'homme, non. En soumettant la liberté à la loi de cet effort, CHATEAUBRIAND lui assigne des bornes. Sans doute il ne la réduit pas à n'être que quelques arpents de terre ; il ne dit pas qu'elle n'est autre chose que la propriété ; mais il affirme qu'elle ne peut vivre et se défendre sans la propriété : il la met sous la dépendance de certaines conditions, au premier rang desquelles celle de posséder en maître un coin de terre sous le ciel ; qu'il poursuive dans ce sens, et, associant la liberté à tout ce qui assure l'homme, qu'il l'identifie à un fort statut professionnel, à des droits municipaux précis, à une solide sécurité nationale, il aura développé toute la théorie des libertés selon la monarchie ; il n'aura plus qu'à dire « les droits de la personne humaine », « les privilèges des corporations », « les libertés des provinces » ou de l'Eglise Gallicane, pour parler comme BOSSUET.

Osons le mot : CHATEAUBRIAND n'est plus libéral. Du moment que la liberté est soumise à certaines conditions de vie, du moment qu'il ne lui suffit plus de s'exprimer mais qu'elle doit être : s'acquérir par un certain effort et se conserver par un certain ordre, tout mouvement dirigé contre cet ordre est hostile à la liberté et doit être réprimé. C'est le contraire du laisser-faire, laisser-passer. La liberté de faire

sauter un pont doit être être réprimée au nom de la liberté de traverser la rivière; de même la liberté de détruire l'idée de propriété doit disparaître devant la liberté d'être maître chez soi; la liberté d'introduire sur le marché national la main-d'œuvre ou les produits étrangers s'arrête devant la liberté des ouvriers et de la production autochtone.

La liberté est morte; on ne connaît plus que des libertés. Et entre ces libertés on choisit: à certaines on confère un privilège, celles qui sont dans l'ordre; quant aux autres, elles ne sont tolérées que par opportunité soit qu'elles apparaissent inoffensives, soit qu'elles ne puissent être refoulées sans danger.

Mais il manque à CHATEAUBRIAND une chose pour être vraiment réactionnaire: il lui faudrait la jeunesse. D'intelligence il défend la famille et l'héritage; mais le cœur n'y est pas. Dire qu'il réagit serait trop dire: il doute. Il doute de la liberté, de l'égalité; il doute de l'avenir; mais il doute du présent. Le monde lui semble frappé d'impuissance, impuissance à progresser, impuissance égale à se maintenir : « Un état politique où des individus ont des millions de revenus tandis que d'autres individus meurent de faim peut-il subsister quand la religion n'est plus là avec ses espérances hors de ce monde pour expliquer le sacrifice ? »

L'ordre social ne se prêterait-il à quelque réforme qui justifiât de telles inégalités et fit communiquer l'extrême richesse avec la dernière pauvreté? Jamais CHATEAUBRIAND n'envisage les corporations. D'ailleurs aucun espoir ne le tente, surtout s'il est modeste. On dirait parfois qu'à ses yeux tout est consommé et qu'après lui, comme lui, le monde n'a qu'à disparaître. L'ordre national ne peut se maintenir non plus que l'ordre social.

« Quand la vapeur sera perfectionnée, quand unie au télégraphe et au chemin de fer, elle aura fait disparaître les

distances, quand les barrières fiscales et commerciales auront été abolies entre les différents Etats... » Mais pourquoi rêver? L'internationale est aussi impossible que la nation. Et pour conclure CHATEAUBRIAND rappelle sa sublime espérance comme pour tomber de plus haut: « La société périra: la liberté qui pouvait sauver le monde ne marchera pas faute de s'appuyer à la religion ».

Et cette chute s'accomplira comme il l'a déjà prédit: par l'orgueil individuel qui conduisant l'homme à rejeter le Christianisme lui rendra également impossible de supporter la monarchie et d'organiser la démocratie. Ainsi « l'accroissement de l'individu » sera la ruine de la société et les progrès de l'intelligence ne serviront que les désordres de l'esprit: « car la perception du bien et du mal s'obscurcit à mesure que l'intelligence s'éclaire, la conscience se rétrécit à mesure que les idées s'élargissent ».

Quelle sera en définitive l'état de la démocratie dans le pays ?

CHATEAUBRIAND ne le dit pas plus nettement dans ces pages liminaires des *Mémoires d'Outre-Tombe*. Mais nous ne doutons pas qu'il eut ratifié pleinement la prédiction dont il menaçait quinze ans avant les amateurs de révolution:

« Au reste nous ne doutons pas que l'Europe ne soit menacée d'une révolution générale par la raison que le Christianisme s'affaiblit et que toujours la chute d'une religion a entraîné la chute des empires... Mais les insensés qui poussent à cette destruction se flattent en vain d'atteindre à leur chimère républicaine. Les peuples européens comme tous les peuples corrompus passeront sous le joug militaire; un sabre remplacera partout le sceptre légitime et ce sabre deviendra particulièrement à la France, amoureuse des armes, folle de l'égalité mais qui de liberté ne se soucie guère ».

Des tyrannies s'élevant sur l'effondrement des corps sociaux ; l'Etat exerçant son empire sur une poussière d'individus qui pour avoir rejeté les anciennes contraintes sont obligés de se réfugier sous le joug d'un souverain omnipotent, voilà le tableau de l'avenir.

« Rien ne s'élèvera plus dans les sociétés nivelées et la grandeur de l'individu sera désormais remplacée par la grandeur de l'espèce ».

Et voilà un siècle à l'avance la formule de l'Etat totalitaire.

TROISIÈME PARTIE



SON TRADITIONNALISME

CHAPITRE PREMIER

L'AUTORITE NECESSAIRE

I. — POUR FAIRE RESPECTER L'EVOLUTION.

CHATEAUBRIAND a assez vécu puisqu'il peut annoncer le naufrage de l'avenir. Mais aura-t-il considéré sans peine la faillite de ses propres idées: la liberté de la presse engendrant la confusion des langues et le mouvement de l'Evolution poussant les peuples sous le joug?

Il nous répondrait sans doute qu'il n'y a là ni vraie liberté, ni authentique évolution, mais seulement, désordre et humaine impatience. Il fallait des freins à la liberté pour qu'elle se développât normalement; elle s'est perdue en les brisant. Et il pourrait nous rappeler ses campagnes monarchiques, son zèle religieux, toute cette partie de son existence dépensée au service de l'ordre.

Tant il est vrai que CHATEAUBRIAND est une étonnante synthèse, sinon, le lieu commun des plus éclatantes contradictions. Il y a en lui un anarchiste, et un conservateur: La Révolution et la Réaction peuvent trouver dans son œuvre leurs formules. Ses désirs et ses doutes, ses sentiments et ses raisons se renversent si exactement qu'on se demande parfois si c'est le même homme qui parle. Il doute de la

bonté humaine, il doute de la démocratie; mais il les rêve, mais il y croit. Alors, ne pouvant leur trouver de place dans le présent, il les installe dans l'avenir, il les met au terme de l'Évolution.

Et cela lui permet d'être fidèle à ces profonds sentiments qui lui viennent du passé: la religion et la monarchie. La religion, elle, ne cessera jamais parce qu'elle peut s'adapter à toutes les formes de l'univers et qu'elle est l'instrument de son progrès. Quant à la monarchie, elle vivra au moins autant que CHATEAUBRIAND, la transformation de l'homme et du monde ne pouvant s'opérer d'un seul coup. Ainsi le veut ce cœur innombrable: il peut chérir la monarchie dans le passé, la démocratie dans l'avenir et la religion dans tous les temps.

Mais dans le présent ces deux ordres d'idées ne laissent pas de se contrecarrer et parfois de se contredire; on se demande souvent si CHATEAUBRIAND est encore monarchiste, s'il n'est pas déjà républicain. Comme dans tout Parlement bien organisé, il y a deux partis dans son cerveau, celui de la résistance et celui du mouvement. La résistance l'emporte au début de sa carrière politique, jusqu'à son passage au ministère; après sa chute le mouvement prend le dessus. Cette tendance s'accroît encore à l'avènement de LOUIS-PHILIPPE. C'est pour lui le temps des paroles équivoques et des situations risquées (1).

Ce dualisme de CHATEAUBRIAND, on le retrouve dans le détail de sa pensée et, pour ainsi dire, dans chaque lobe de son cerveau: nous avons rencontré le réactionnaire en cher-

(1) La lettre à Augustin THIERRY. Ses amitiés républicaines: il échange avec Béranger des congratulations dithyrambiques.

chant le libéral et nous retrouvons son libéralisme en étudiant son système monarchique et religieux.

C'est en nous parlant de la liberté qu'il nous mène à la monarchie. L'autorité n'est à ses yeux que la servante du laisser-passer. Pour que la Liberté passe, pour que l'Evolution se déroule à l'abri des heurts, sans cassure, il faut la préserver d'abord de l'impatience des hommes et des risques de révolution. « L'essentiel est de distinguer la lente conspiration des âges de la conspiration hâtive des intérêts et des systèmes... Nous nous sommes efforcés d'arrêter le mouvement factice qui, précipitant la société trop vite dans le sens de sa pente, l'empêcherait de prendre son niveau quand le monde se transformera en république ou en monarchie républicaine » (2).

II. — AVANTAGE DU ROI LEGITIME.

C'est donc seulement dans l'intérêt du progrès qu'il est réactionnaire; il l'est néanmoins dans toute l'énergie du mot. En 1821 il préconise la répression des insurrections libérales qui ont éclaté en Italie (3). Il adopte les vues de la Sainte-Alliance et les applique dans l'expédition d'Espagne: il ne veut pas qu'on hésite à rétablir l'ordre européen partout où il est troublé et à relever les trônes abattus. Les principes de la révolution fermentent çà et là. Pour endiguer ces dangereux courants, un despote ne lui fait pas peur :

(2) Guerre d'Espagne, page 362.

(3) A propos de la répression des troubles d'Italie: il écrit à Pasquier alors ministre des Affaires étrangères: « Pour périr aujourd'hui il faudrait que les Gouvernements s'abandonnassent eux-mêmes ? Espérons qu'ils auront la volonté de résister à une poignée de factieux dont les principes n'ont point de racine dans la société ». Correspondance, tome II, page 230.

bien mieux il lui semble opportun. Voici le portrait qu'il trace du premier ministre britannique, lord LONDONDERRY : « Son impertubable sang-froid, son indifférence profonde pour les hommes et pour les choses, son instinct de despotisme et son mépris secret pour les libertés constitutionnelles en faisaient un ministre propre à lutter avec succès contre les penchants du siècle. Ses défauts devenaient des qualités à une époque où l'exagération et la démocratie menacent le monde » (4). Réclamer un despote au nom de la liberté, de calcul de froide intelligence fait rêver : l'on s'étonne d'être si loin et si près de ROBESPIERRE.

Il juge avec un implacable sang-froid la génération qui monte : « Impatiente de tous les jougs, ennemie de tous les rois, elle rêve la République et est incapable par ses mœurs des vertus républicaines ». Et il prononce l'arrêt de son destin : elle passera au fil de l'épée ; elle sera écrasée par le tyran ; à moins qu'elle ne rentre dans la paix du roi légitime : « Nous n'avons que deux choses à opposer aux folies de cette jeunesse (5) : la légitimité escortée de tous ses souvenirs, environnée de la majesté des siècles ; la monarchie représentative, assise sur les bases de la grande propriété, défendue par une vigoureuse aristocratie, fortifiée de toutes les puissances morales et religieuses. Quiconque ne voit rien

(4) Mémoires d'Outre-Tombe, livre IX, page 272.

(5) Plus tard CHATEAUBRIAND sera moins dur pour les enfants du siècle il dira d'eux : « Combien il eût été facile de s'emparer de l'esprit d'une génération sur laquelle les malheurs qu'elle n'a pas connus, ont néanmoins répandu une ombre et quelque chose de grave. La Restauration s'est contentée de donner à cette génération sérieuse des représentations théâtrales des anciens jours », page 237, préface générale à l'édition des œuvres complètes de 1826.

par cette vérité, ne voit rien et court l'abîme: hors de cette vérité, théorie, chimère tout est illusion (6).

Il y a donc un moyen mais un seul d'échapper au sabre du despote: c'est le sceptre de la monarchie traditionnelle. Et s'il le préconise c'est qu'il ne doute pas en cet instant de sa vertu souveraine: il considère que la main de justice héritée de Saint Louis sait frapper au besoin et passer la hâche au bourreau. C'est encore de la « monarchie représentative » qu'il raisonne, mais il la veut forte de tous ses appuis hiérarchiques, soutenue par une vigoureuse aristocratie, « fortifiée des puissances morales et religieuses » ; et l'on sent passer dans son style un souffle de répression.

Malgré tout, ses préférences monarchiques ne s'expliqueraient pas s'il ne pensait trouver auprès du prince légitime un ordre moins dur qu'avec un chef de hasard. Songe-t-il aux vertus intrinsèques de l'hérédité qui, en assurant la dévolution du pouvoir fait l'Etat moins précaire et partant moins menacé, plus fort et par conséquent moins violent; et lui apparaît-il que ce qui fortifie l'ordre peut servir la liberté?

Sans doute CHATEAUBRIAND sait la valeur du mécanisme héréditaire. Mais la grande force de la monarchie lui semble ailleurs. Elle est dans « la magie de la légitimité » ; elle est dans l'histoire, dans les souvenirs, dans les gloires passées, dans les sentiments invincibles que dix siècles de vie commune ont tissé aux profondes fibres du cœur français.

(6) « Bonaparte l'aurait pu dompter en l'écrasant, en l'envoyant mourir sur les champs de bataille, en présentant à son ardeur le fantôme de la gloire afin de l'empêcher de poursuivre celui de la liberté ; mais nous n'avons que deux choses à opposer aux folies de cette jeunesse... » (Mélanges historiques, page 579; Mémoires sur le Duc de Berry.

III. — L'AUTORITE DE LA TRADITION.

CHATEAUBRIAND sait le poids du passé; son empire sur le cœur de l'homme et aussi, sur l'imagination, sur l'esprit. Il faut la patine des siècles pour qu'un monument soit vénérable; de même, pour qu'une institution en impose. On ose moins contre les morts que contre les vivants; les ruines n'ont pas seulement de la poésie, mais encore, de l'autorité. Ce sont les vieux palais et les ancêtres magnifiques qui font la majesté des rois du moment; ce qui fonde solidement leur trône c'est le grand nombre des tombeaux.

Mais écoutons CHATEAUBRIAND : « Il est un certain travail du temps qui donne aux choses humaines le principe d'existence qu'elles n'ont point en soi : les hommes cessent et ne sont rien par eux-mêmes mais leurs vies mises bout à bout, leurs tombeaux rangés à la file forment une chaîne dont la force augmente en raison de sa longueur; de ces néants réunis se compose l'immortalité des empires ».

On voit bien la fragilité de cette image. Une dynastie momifiée telle la race mérovingienne, eut été plus solide qu'une dynastie jeune et vigoureuse : le pouvoir de Chilpéric III l'eut emporté sur celui de Pépin le Bref. Charles MAURRAS aurait beau jeu d'opposer son traditionnalisme de raison à cette vénération aveugle de l'antique. On peut douter d'une institution multiséculaire si sa longévité n'a jamais connu de crise et de secousse, si elle n'a jamais été attaquée par la vie, si nulle épreuve ne l'a obligée de se renouveler, si elle s'est conservée en sa forme première comme une momie dans ses bandelettes; mais celle qui a été traversée par le malheur, qui a triomphé des pires défaites et de multiples révolutions, qui s'est adaptée aux changements de la société, qui peu à peu s'est transformée elle-même, contribuant par là à la transformation générale, même si elle

connaît de grands revers et de passagères éclipses, nous pouvons véritablement la dire solide et bien trempée, comme une chaîne éprouvée par un long usage.

Le traditionalisme maurrassien ne retient pas « le passé comme passé et la mort comme mort » (7), mais seulement, comme le champ des expériences politiques et pour ce qu'il nous lègue d'objets éprouvés par le temps, triés par les sanctions infaillibles de la vie ; le traditionalisme de CHATEAUBRIAND, au contraire, adopte sans distiguer tous les legs du passé, l'actif et le passif, l'ancien et le vieux, le vivant et le mort : les traditions de guerre civile et celles de l'unité, les modes d'une époque et les principes de la vie nationale. Avec le recul du temps toute chose revêt cette patine funèbre qu'il chérit : tout est vénérable.

Sa méthode historique s'accorde clairement à cette vue ; il cherche l'histoire pour l'histoire et le passé pour le passé. Entre les anciennes actions il ne choisit pas celles qui ressemblent le plus à son temps et à tous les temps, celles qui se répètent, celles qui se suivent dans un ordre presque fatal parce qu'il est dans la logique du cœur humain ; il ne cherche pas à démêler des contingences et des modalités passagères les principes de vie ou de mort qui demeurent de siècle en siècle jusqu'à la fin des nations. Cependant, il faut qu'il choisisse entre les faits, étant historien ; et son choix est singulièrement révélateur. Ce qu'il retient d'une époque, ce n'est pas ce qu'elle a pu transmettre aux suivantes ou ce qu'elle tenait des précédentes, les causes et les conséquences ; ce n'est pas sa logique ; c'est sa couleur. Certes il a le sens de la continuité, toute sa pensée étant imprégnée d'évolution ; mais c'est la continuité d'un flot qui passe, l'évolution

(7) Trois idées politiques, Charles MAURRAS.

des choses qui meurent, des couleurs qui s'effacent à jamais.

Et si pour mieux comprendre une chose il faut se représenter son contraire, on connaîtra parfaitement l'historien que fut CHATEAUBRIAND, en voyant celui qu'est BAINVILLE. Aucune recherche du détail caractéristique ni du contraste qui frappe l'imagination et se grave dans la mémoire (8); nulle trace de cet exotisme historique si propice aux descriptions mais qui étonne l'intelligence et obscurcit l'objet; un récit tout uni, modérément ajouré, où les faits sont ramenés à leur humaine simplicité, et, sous le flot mouvant des phénomènes, la poursuite des fils conducteurs; le discernement des passions et des calculs qui soulèvent les peuples, inspirent les chefs depuis qu'il y a des peuples et des chefs; l'intelligence attentive de situations qui changent fort peu à travers les siècles et devant lesquelles il n'y a pour les hommes que deux façons de réagir: voilà l'antipode complet de CHATEAUBRIAND. Et ce n'est pas à dire que l'enchaînement des faits lui échappât absolument. Seulement il lui apparaît à travers un voile, sous les teintes vives et changeantes qui le dissimulent. S'il le saisit c'est par intuition plutôt que par induction (9).

Ainsi il s'écrie en considérant l'œuvre des rois: « Nous devons tout à cette famille sacrée: elle nous a fait ce que nous sommes; elle existait pour ainsi dire avant nous; elle est presque plus française que la nation elle-même ».

(8) CHATEAUBRIAND se plaît à représenter dans un même moment, « Le Christ sur la Croix et Tibère à Caprée ». *Etudes historiques*, page 124.

(9) Il dédaigne la recherche des causes, l'analyse, la pénétration par l'intelligence des faits; il voit l'histoire, il ne l'explique pas ». DOLLINGER, « CHATEAUBRIAND et les *Etudes historiques* », page 515.

En suivant la formation du territoire français, et le dessein patient de la dynastie capétienne, les résistances auxquelles s'est heurtée sa tâche, les risques de déchirement, les dangers qu'elle a surmontés, ses principes d'action éprouvés par une expérience répétée, bref en étudiant les lignes de la vie nationale il aurait pu aboutir à cette conclusion que « les rois ont fait la France »; mais lui, il y arrive d'un coup.

IV. — LA FORCE DU SENTIMENT.

Il brûle les idées comme il brûle la vie: il n'a pas le temps, il n'a pas le goût de s'arrêter, servi par un instinct génial, plus rapide et non moins perçant que la raison. Cet instinct lui dit que la France est royale: il lui montre une pensée de roi dans la substance de tout ce qui est français; d'un trait tout l'histoire est éclairée, toute la France aussi, et avec elle, la monarchie créatrice. Le pouvoir de la légitimité n'émane pas seulement du mystère des siècles; cet empire n'est pas seulement fondé sur la nuit des temps, sur un passé lointain et inconnu, il s'enfonce dans la chair vive de la nation, comme la main de l'ouvrier demeure dans la matière qu'elle a pétrie; il est consubstantiel à la France. On pourrait l'étudier dans la structure du pays, dans le dessin du territoire, dans la diversité des provinces et l'harmonie de l'ensemble, dans les prévisions, les calculs, les défenses que suppose un tel assemblage. Mais CHATEAUBRIAND le trouve dans le cœur des Français.

La fidélité monarchique est encore le sentiment de la masse. A l'arrivée de Louis XVIII elle éclate partout à la surface du pays mêlée à la joie de la paix enfin recouvrée; et si CHATEAUBRIAND ne l'avait trouvée dans son berceau, il lui suffirait de jeter les yeux sur cette Bretagne et cette Vendée encore saignantes des luttes épiques dont il écrit

l'histoire (10). Il était bien placé pour connaître la force du loyalisme héréditaire, cette chose qui peut dormir en lui pendant des années, que le scepticisme peut oblitérer momentanément, mais qui se réveille soudain à la nouvelle que le roi est danger (11) et qui lui fait traverser l'océan, accepter toutes les duretés de la guerre et toutes les souffrances de l'exil. Des révolutions peuvent passer, la haine et l'oubli, recouvrir dans l'esprit d'une génération le nom de roi, il suffit que Louis XVIII mette le pied dans son royaume pour que ce nom reprenne son empire : « Telle est en France la force du souverain légitime, la magie attachée au nom de roi. Un homme arrive seul de l'exil..... c'est le fils de Saint Louis, c'est le roi, tout tombe à ses pieds ».

Ce sentiment est si vivace au cœur des Français qu'il brûle encore alors qu'il semble éteint à jamais ; il veille au plus profond du subconscient à l'instant même où on le renie et l'on s'en moque. Au moment où la monarchie est finie pour CHATEAUBRIAND, où elle lui apparaît comme une vieille chose impuissante et grotesque dont son cœur outragé savoure en secret la déchéance, il lui suffira d'entendre au fond d'un palais étranger le souffle de « son vieux roi » (12) dormant pour que fondent son fiel et ses doutes et que selon la vieille expression des chansons de geste « l'eau du cœur monte à ses yeux ». Il pleure en face

(10) De la Vendée.

(11) Il était en Amérique lorsqu'un journal lui apprend l'arrestation du roi à Varennes et décide son retour. *Mémoires d'Outre-Tombe*, 1416.

(12) « O mon vieux roi... Un jeune homme s'approcherait du lit de son épouse avec moins d'amour que je ne me sentis de respect en marchant d'un pied furtif vers votre couche solitaire ». *Mémoires d'Outre-Tombe*, page 351.

de son roi; il pleure encore devant cet « enfant du miracle » qui règnera sous le nom de Henri V dans le cœur de ses fidèles (13). S'il fut en lui des attitudes apprises et des sentiments de surface, l'on peut-être assuré que son loyalisme monarchique était une autre chose: un fait irrésistible comme les profondes passions.

Mais ce qui fait le prix de cet instinct ce n'est pas tant sa force que sa durée. D'autres sentiments peuvent soulever une nation: la popularité d'un homme, la gloire qui l'entoure peuvent exalter un moment jusqu'au suprême sacrifice; la haine et l'envie excitées par de puissants tribuns peuvent obtenir des hommes de grands crimes et d'énergiques résolutions. Ces excitations éphémères ont vite épuisé leur pouvoir. La fidélité ne meurt pas; elle se transmet de père en fils avec le patrimoine héréditaire; elle est sûre, elle est quotidienne comme les simples dévouements; elle inspire les petites abnégations comme les plus grands héroïsmes; elle est stable. Heureux le Gouvernement des hommes s'il peut s'appuyer sur elle!

NAPOLÉON l'avait bien compris quand il envoyait les rois de pouvoir rentrer dans leur capitale après une défaite et d'être aussi sûrs de leur peuple dans le malheur que dans le bonheur; il savait la fragilité de son empire qui ne tenait qu'à force de victoires; pour assurer sa dynastie, il recherchait les royalistes (14) pensant peut-être que ce loyalisme

(13) De Londres en 1843 où le duc de Bordeaux l'avait appelé il écrit : « Je viens de recevoir la récompense de toute ma vie. Si je savais raconter, je vous raconterais cela mais je suis là à pleurer comme une bête ». Lettre à Mme Récamier ; Mémoires d'Outre-Tombe, VI, page 558.

(14) Polémique, XVII, page 550.

à l'épreuve des siècles pourrait se reporter d'un coup sur une dynastie nouvelle comme une chose réversible. Malgré ses disputes, malgré ses aigreurs pour les hommes qui avaient le tort d'être de son parti et de vouloir l'enfermer dans un cadre, CHATEAUBRIAND a une très haute idée des royalistes; il est fier d'en être. Les CATHELINÉAU, les CADODAL, les LA ROCHE-JACQUELEIN sont les héros de la fidélité. Et cela n'est pas seulement une belle attitude c'est une fonction sociale, c'est un service public. Cette obstination invincible, ce respect de l'antique serment, c'est la sécurité de l'Etat; c'est aussi le lien du passé au présent et le progrès vers l'avenir. La fidélité monarchique assure la continuité de l'évolution : la dynastie nationale est ainsi le fil conducteur qui relie les siècles aux siècles et joint les labeurs successifs de chaque génération.

CHATEAUBRIAND aime comparer la monarchie à un vieil édifice, à un monument vénérable; et c'est le propre d'une chose ancienne d'apaiser les mouvements du cœur, d'amener l'homme à réfléchir, de le faire douter de ses précipitations, de sa présomption, de son goût des nouveautés, de lui enseigner la suite des temps, et qu'on ne fait pas table rase du passé sans perdre beaucoup.

Il y a dans l'œuvre de CHATEAUBRIAND un « génie » du Christianisme, un « génie » de la forêt américaine, un « génie » des ruines; on y trouve aussi le « génie » de la monarchie. Et l'un de ses traits les plus caractéristiques c'est ce pouvoir modérateur qui en impose par son antiquité, qui tient les cœurs par toutes les fibres de l'histoire, qui dans son principe et sous tous ses aspects symbolise la continuité de la vie nationale.

CHAPITRE II

L'AUTORITE HEREDITAIRE

I. — LA STABILITE POLITIQUE.

Ainsi toujours à la surface de l'objet il en saisit les plus profondes émanations, il en dégage l'intime poésie jusqu'au moment où il le perce de son scepticisme mortel et le laisse tomber dans le vide. Mais le peu de temps qu'il y applique son regard est encore, quoique brève, une profonde investigation.

En sondant ses sentiments monarchiques il lui arrive de rencontrer une raison essentielle de la monarchie. En touchant la fibre vive de son loyalisme, la mort du roi, l'avènement spontané de son successeur lui révèlent le grand ressort et, pour ainsi dire, le mécanisme habile de l'hérédité. « Le Roi est mort, vive le Roi ! Un double principe politique est affirmé dans cette acclamation de la douleur et de la joie ; l'hérédité de la famille souveraine, l'immortalité de l'Etat. C'est à la loi Salique que nous devons comme nation une existence dont la durée n'a point d'exemple dans les annales du monde (15). » A la lueur de l'évé-

(15) Le roi est mort, vive le Roi ! Mélanges historiques, page 605.

nement qui semble stimuler le côté sentimental de sa foi monarchiste l'on découvre, au contraire, le fond rationnel et solide. Mais le cœur n'est-il pas le sûr aiguillon de l'esprit?

Nous voici au 9 août 1830. CHATEAUBRIAND n'a pas deux serments; il refuse de servir un faux roi et monte à la tribune de la Chambre des Pairs pour expliquer sa démission. Fera-t-il entendre les accents de l'honneur blessé? (Prêter ou refuser un serment, quel évident prétexte aux tirades sentimentales !) Jamais la prose de l'Enchanteur ne fut plus objective, plus glacée, plus semblable à une démonstration géométrique :

« Je propose le duc de Bordeaux, tout simplement comme une nécessité de meilleur aloi que celle dont on argue » (16). Et il poursuit : « Le principe de l'hérédité monarchique, absurde au premier abord, a été reconnu par l'usage, préférable au principe de la monarchie élective (17) »

Ainsi posée la leçon de l'expérience, il développe les évidences de la logique : « Vous choisissez un roi aujourd'hui, qui vous dispensera d'en choisir un autre demain? La loi direz-vous? La loi? et c'est vous qui la faites (18) »

Ainsi il fait ressortir le bienfait essentiel de la dévolution héréditaire. En appelant au trône automatiquement le fils aîné du roi, la loi salique assure sans solution de continuité la direction politique du pays; elle écarte par avance toute compétition, tout partage. Si le peuple fait un chef, qui l'empêchera de le défaire ? Issu d'une majorité électorale,

(16) 1830: Discours aux pairs Mémoires d'Outre-Tombe, page 391, V.

(17 et 18) Mémoires d'Outre-Tombe, page 392, V.

il périra devant les urnes; s'il est monté au pouvoir à la force des baïonnettes il peut tomber de même; s'il y est amené par l'intrigue, il est à la merci d'une révolution de palais. De son vivant, il est prisonnier de ses origines : la victoire qui l'a porté est toujours en quelque manière la victoire d'un parti et il lui est difficile de se libérer de ses partisans. Mais là où éclate la fragilité de son empire, c'est à l'heure de la succession: les plus grands dictateurs de l'histoire, César, Cromwell, Napoléon, quand ils ont garanti leur vie ne sont jamais parvenus à s'assurer contre la mort; et cet échec lorsqu'il n'a pu être réparé par la monarchie légitime (19) a engendré de terribles convulsions. Le principe héréditaire quand il est placé au sommet de l'Etat, épargne ces compétitions et ces troubles. CHATEAUBRIAND qui avait lu BOSSUET a dû se souvenir de son premier argument en faveur de la monarchie: « le régime qui roule le mieux tout seul ».

La loi salique est encore plus sûre que la simple hérédité: en réservant le pouvoir au seul fils aîné du roi, elle ne le garantit pas seulement contre les convoitises du dehors mais encore contre les attaques du dedans; elle évite les compétitions entre frères, les partages dans lesquels était tombée la monarchie mérovingienne; elle institue un héritage indivisible. Assurant ainsi l'unité dans l'espace comme dans le temps, elle se modèle sur la nature même de l'Etat qui est d'abord la fixité: celui qui ne change pas quand tout change autour de lui, celui qui ne passe pas, celui qui ne meurt pas, le même dans toutes les provinces, le même pour toutes les

(19) Louis XVIII après Napoléon, Charles II après Cromwell, recueillirent paisiblement l'héritage des dictatures. Mais en l'absence d'une dynastie nationale, Rome après la mort de César fut la proie des guerres civiles.

générations, encore qu'il n'exige pas de chaque citoyen les mêmes services et de chaque siècle les mêmes talents; la loi salique incarne pour CHATEAUBRIAND « l'immortalité de l'Etat » (20). Il la considère comme le point fixe autour duquel se rassemblent toutes les diversités de la nation ; elle est le pivot de notre histoire.

Il est vrai qu'en lui conférant cette forte stabilité, la loi salique inspire à la monarchie une sécurité parfois trompeuse; en lui donnant l'illusion d'être immortelle, elle l'aveugle sur les risques de mort qui l'entourent. Mais elle est à la base de tous les grands desseins. Grâce à cette étonnante sécurité, Charles X envoie son armée en Algérie à la veille d'une révolution. Alors qu'il est déjà banni de la nation, il travaille pour la France éternelle.

Ayant écarté la monarchie élective, il ne manquait à la doctrine de CHATEAUBRIAND qu'une critique en règle de la République pour être complètement fondée en raison. Cette critique, CHATEAUBRIAND l'a esquissée dans le même discours à la Chambre des Pairs; pour la conduire jusqu'au bout et dans tous ses détails, il lui a peut-être manqué de voir fonctionner la démocratie parlementaire comme il vit à l'œuvre la monarchie « bâtarde »... Néanmoins, il désigne assez nettement les points sensibles du régime républicain. Il redoute l'instabilité et la faiblesse d'un Gouvernement soumis à toutes les fluctuations de l'opinion, harcelé sans scrupule par les partis, assailli de rivalités et de convoitises, « contrarié, avili, insulté soir et matin par des rivaux

(20) Le roi est mort, vive le Roi! Mélanges historiques, page 605.

secrets et par des agents de trouble » (21). CHATEAUBRIAND ne dénonce pas seulement la faiblesse d'une République sans passé, sans prestige historique, ni racine dans le pays, il pousse sa critique à l'intérieur même du régime, dans son mécanisme constitutif. Si timide qu'elle soit, si inachevée, elle annonce un instant, semble-t-il, la dialectique du nationalisme intégral. Elle complète la figure traditionaliste de CHATEAUBRIAND.

II. — CETTE STABILITE IMPORTE A LA LIBERTE.

A l'instar d'un fasciste du XX^e siècle, le grand anarchiste aurait-il le sens de l'Etat? Ce ne serait pas la première de ses contradictions. Tout à l'heure, jaloux de la liberté individuelle, tout système lui était bon s'il affaiblissait l'Etat; il prônait le parlementarisme pour brider le pouvoir et les thèses de Montesquieu, pour le démanteler. Maintenant il cherche sa solidité; il le veut indépendant, durable; il a compris surtout que sa véritable force réside dans la durée.

Mais n'est-ce pas là un profond calcul dont tout le bénéfice revient en définitive à la liberté? S'il désire un état stable c'est pour qu'il se maintienne sans tyrannie, s'il le veut fort c'est pour qu'il n'ait pas à user de contrainte; et s'il le veut durable c'est moins dans son intérêt que dans celui de la liberté.

CHATEAUBRIAND laisse au second plan la tâche positive de

(21) Une république ou une monarchie nouvelle offrent-elles à la France des garanties suffisantes de durée, de force, et de repos ? « Peu défendu par les lois et par les souvenirs, contrarié, avili, insulté soir et matin par des rivaux secrets et par des agents de trouble, il n'inspirera pas assez de confiance au commerce et à la prospérité; il n'aura pas la dignité convenable pour traiter avec les cabinets étrangers, ni la puissance nécessaire au maintien de l'ordre intérieur. Mémoires d'Outre-Tombe, page 386 et 387.

l'Etat: le prince de son choix n'est pas celui qui décide mais celui qui exécute; il a puisé dans la lecture de *Télémaque* l'idée d'un monarque gardien des lois et souverain juge de paix qui n'a plus qu'à conserver par une intègre justice des vérités établies une fois et valables pour l'éternité. Dans son esprit cependant les conceptions féneloniennes ont évolué: les lois immuables sont devenues choses mouvantes, soumises au progrès; mais le devoir du prince n'a pas changé: respecter, laisser-faire, s'opposer seulement à l'humaine précipitation. Tout négatif qu'il soit, ce devoir suppose malgré tout certaines conditions: un Etat discontinu serait-il favorable à la continuité du progrès? Les lois seront-elles en sûreté si le pouvoir exécutif n'est jamais sûr de lui? (22). Une suite au Gouvernement n'est-elle pas nécessaire au développement normal de l'évolution?

Ainsi l'Etat n'est qu'un accessoire dont le rôle est principalement passif et la monarchie est préférable « parce qu'elle fait mieux entrer l'ordre dans la liberté ». CHATEAUBRIAND oublie les fonctions positives du Gouvernement. A cet égard certaines omissions de son apologétique monarchiste sont significatives. Alors qu'il insiste sur la stabilité de ce régime, il passe sous silence un des arguments préférés de BOSSUET, celui que Charles MAURRAS reprendra avec le plus d'insistance: l'exacte concordance de l'intérêt immédiat du monarque avec l'intérêt général de la nation.

(22) « La légitimité n'est plus un sentiment, elle est un principe en tant qu'elle garantit les propriétés et les intérêts les droits et les libertés ». Lettre à la Dauphine; *Mémoires d'Outre-Tombe*, page 205, tome VI.

L'intérêt général est une notion à peu près étrangère à l'esprit de CHATEAUBRIAND. Sous sa plume le mot intérêt n'a jamais qu'une basse signification, et quand il stigmatise « la politique des intérêts », il n'entend de toute évidence que les intérêts particuliers. Si dans une société bien organisée, les intérêts particuliers peuvent coïncider avec le bien commun, si l'égoïsme peut être utilisé à des fins altruistes et l'homme, trouver son bien dans l'accomplissement de son devoir, si la monarchie précisément réalise l'accord du plus profond instinct avec le plus haut devoir : autant de questions que CHATEAUBRIAND a complètement négligé. Le grand égocentrisme ne songe pas un instant à utiliser l'égoïsme. Est-ce une attitude, est-ce plaisir de fouler au pied de basses contingences, ou bien un reste de rousseauisme et de confiance dans la générosité humaine ?

La véritable explication est peut-être celle qui n'explique rien : CHATEAUBRIAND a omis le problème. Pour concevoir nettement les rapports de l'intérêt général et des intérêts particuliers, il faudrait qu'il ait défini ces deux termes. Or il méprise le second, et ignore le premier. Il considère l'Etat comme une règle, le premier des porte-respects ; il ne voit pas l'aspect patrimonial de cette masse de biens qui pour être utiles à tous n'en sont pas moins soumis aux règles de prudence et d'effort qui dominent les fortunes privées.

Armée, justice, finances ne sont-elles pas comme les travaux variés d'un même domaine, les diverses faces de l'administration d'un même patrimoine ? N'y voit-on pas un ensemble de profits et de pertes, de risques et de prudences tout à fait comparables à ceux d'une exploitation agricole ou d'une industrie quelconque ? Chancelleries, arsenaux, casernes, cours de justice et bureaux du trésor ne sont-ils

pas solidaires dans la bonne et la mauvaise fortune, dans les sages et les folles gestions? Toutes ces choses ont un caractère commun: elles sont nationales; c'est-à-dire qu'elles intéressent tout le monde indirectement sans appartenir directement à personne. A les envisager abstraitement, elles sont une masse de biens sans maître et une seule masse. On s'en aperçoit bien si on les détache de leur histoire, si on les isole du monarque: alors, dirait MAURRAS, « l'intérêt général n'a pas d'organe »; et cependant il subsiste; le patrimoine national est vacant; mais il demeure; les intérêts nationaux n'ont plus de maître; et ils forment toujours un seul tout.

De cette matérialité de l'Etat, CHATEAUBRIAND ne semble pas s'être aperçu. Peut-être lui eût-elle apparu s'il l'avait vue grossie de tous les besoins de la démocratie moderne et d'autant plus évidente qu'elle est mieux exploitée.

Alors la réalité substantielle des intérêts nationaux lui eût été révélée par l'usage non moins substantiel qui la détourne dans les patrimoines particuliers; alors sans doute il se fut rappelé le deuxième argument de BOSSUET (23) en faveur de la Monarchie. Considérant que les profits immédiats d'un certain nombre d'individus l'emportaient aisément sur l'intérêt général et lointain de l'ensemble, il eut pensé que le simple moyen d'enlever l'Etat aux convoitises de tous était de le confier à l'égoïsme d'un seul. Mais ces conceptions eussent risqué d'entraîner CHATEAUBRIAND hors des sentiers de la monarchie libérale. Si les choses de la nation sont menacées par l'égoïsme des particuliers et ga-

(23) « La monarchie est le régime qui intéresse le mieux à l'Etat les personnes qui en ont la charge ». BOSSUET, Politique tirée de l'Ecriture Sainte.

ranties par l'égoïsme d'un seul, c'est à celui-là seul qu'il faut en confier la garde: le contrôle des particuliers sur le domaine de l'Etat ne se conçoit plus: il représente une tentative de brigandage. La monarchie absolue est la seule raisonnable: « Il n'y a rien de mieux que de laisser tout le pouvoir de l'Etat à celui qui a le plus d'intérêt à la conservation et à la grandeur de l'Etat lui-même » (24).

III. — CETTE STABILITE EST NECESSAIRE AU GOUVERNEMENT DE L'ETAT

CHATEAUBRIAND n'a jamais suivi BOSSUET jusque-là. Néanmoins il ne fut pas toujours cet admirateur de la Charte et du parlementarisme qu'il est resté devant l'histoire. Il avait adopté le système anglais par méfiance du pouvoir et comme frein à l'autorité; il l'embrassa avec tant d'ardeur qu'il voulut y voir en même temps que la sauvegarde de l'individu, la plus sûre garantie de l'Etat. Mais il fut un temps où il dût s'arrêter devant l'évidence: c'est celui de son passage au pouvoir.

Ministre des affaires étrangères du roi de France, il cesse de penser en anarchiste; le libéralisme a perdu sa saveur. Et sans doute pour se soumettre au point de vue de l'Etat, il fallait qu'il le trouvât en lui. N'importe. On ne peut nier qu'il eut alors le sens du pouvoir. Son magnifique égoïsme le met à même de tout comprendre, même la monarchie absolue. Il goûte le métier de roi; en exerçant le pouvoir il constate que l'Etat n'est pas seulement un génie tuté-

(24) « Le prince est par sa charge, le père du peuple; il est par sa grandeur au-dessus des petits intérêts; bien plus: toute sa grandeur et son intérêt naturel c'est que le peuple soit conservé; puisqu'enfin le peuple manquant, il n'est plus prince; il n'y a donc rien de mieux, etc... » BOSSUET, politique tirée de l'Ecriture Sainte.

laire, une force morale, c'est une affaire, et qui a besoin comme toutes les affaires humaines de sécurité c'est-à-dire d'indépendance et de durée; c'est un travail qui peut être fécond et productif à condition qu'on ne soit pas dérangé tous les quarts d'heure.

« RICHELIEU et MAZARIN furent à l'aise; qu'auraient-ils fait s'ils eussent été forcés de repousser à la tribune les assauts de leurs adversaires alors qu'en se justifiant, ils auraient pu dévoiler leurs plans?... Tout ouvrage qui demande du temps, du secret, une même main n'est presque pas possible dans le Gouvernement représentatif tel que l'esprit français l'a conçu.... Un grand ministre est impossible en régime parlementaire. Un grand esprit de cabinet n'est jamais sûr dans ce pays-ci de vivre au-delà d'une session; il est obligé de perdre les trois quarts de sa journée à défendre misérablement sa personne...

La longueur d'une administration actuelle est presque toujours le signe de sa médiocrité... Richelieu muet serait obligé de céder sa place à un légiste bavard... Si dans la Grande-Bretagne, lord CHATAM et son fils ont joui maintes années du pouvoir comme homme d'Etat et comme orateurs, s'ils ont eu de la marge pour accomplir leurs desseins, c'est que nos voisins n'ont pas notre impatience; c'est que l'aristocratie anglaise tient de la constance, de la force et du secret de la royauté dont elle a été l'usurpatrice et l'héritière (25) »

Vérité au-delà de la Manche, erreur en-deçà. On ne saurait mieux déterminer que CHATEAUBRIAND ne l'a fait dans ce brillant raccourci les conditions qui favorisent chez nos

(25) Guerre d'Espagne, chapitre 54, page 191.

voisins l'exercice du régime parlementaire: d'une part la lenteur du tempérament national, et de l'autre, la structure aristocratique de la société. Quant à la critique du parlementarisme français, pour sommaire qu'elle soit, elle vise l'essentiel et ne laisse rien après elle; le régime est exécuté en deux lignes d'une concision mordante qui font songer à RIVAROL. Après cela on attend une proposition de clôture des Chambres suivie de leur ajournement « sine die ». Mais lorsque Charles X décrètera seulement la dissolution du Parlement, CHATEAUBRIAND s'insurgera.

La logique de CHATEAUBRIAND est bien décevante. Néanmoins, rendons lui justice, il a compris que la politique extérieure de la France doit échapper autant que possible aux compétitions des partis et à l'instabilité gouvernementale. C'est dans le calme et la permanence d'un pouvoir assuré que peuvent se tramer les longs desseins de la diplomatie et de la guerre.

Son passage au ministère de l'extérieur lui aura du moins ouvert les yeux sur cette part essentielle des intérêts de l'Etat. Il considère vraiment les affaires étrangères comme incompatibles avec les points de vue partisans et les goûts individuels, absolument impraticables si elles sont livrées au public et exposées aux hasards des luttes parlementaires.

Il désire qu'elles soient soustraites à la discussion, qu'elles soient seulement la chose du roi, le secret de son cabinet et le souci de son avenir. Même il admet qu'en pareille matière la liberté de la presse reçoive des atteintes: les affaires étrangères sont affaires du Roi. Sur ce point en vérité il reconnaît à la couronne une mission positive.

IV. — UNE AUTORITE SANS RACINE EST TYRANNIQUE.

Toutefois la grande raison d'être de la monarchie est ailleurs; l'exercice du pouvoir reste un point de vue secondai-

re dans l'esprit de CHATEAUBRIAND, presque accidentel : il n'y occupe guère plus de place qu'il n'en eût dans sa carrière politique. Le premier devoir de l'Etat n'est pas d'assurer le bien commun; CHATEAUBRIAND n'a pas une idée très nette de la chose; et il emploie très peu cette expression. Peut être le bien commun se confondait-il à ses yeux avec la liberté ? En tout cas, c'est bien la Liberté qui est la première mission de l'Etat. Elle est aussi l'argument fondamental en faveur de l'autorité.

En effet, tant que les peuples ne sont pas mûrs pour la République, tant que la transformation des esprits n'est pas faite; tant que le corps social a besoin d'une autorité, la liberté n'a d'autre refuge que la monarchie. Il n'y a que la légitimité pour gouverner sans opprimer. « Il n'y avait qu'une vieille souche profondément enracinée dans le passé qui put être battue impunément des vents de la liberté de la presse » (26) et de toutes les autres libertés.

Il faut inscrire cette idée en marge du discours aux Pairs où il développe avec tant de force les avantages de l'hérédité. La stabilité, l'assurance que donne au monarque la tranquille possession héréditaire, lui enlèvent toute inquiétude sur son propre compte et toute idée de tyrannie. La sécurité que confère à l'Etat cette paisible dévolution, ce roulement ininterrompu, le respect et la fidélité qu'il tire d'une antique tradition, la force qu'il en reçoit, tous ces avantages en définitive ne sont pas pour lui mais pour la Liberté. Sans eux en effet il serait tout de suite tyrannique.

C'est une des idées mères de CHATEAUBRIAND et la clef de son légitimisme. Le dictateur, l'usurpateur, s'il veut durer

(26) De la Restauration et de la Monarchie élective, page 483 et 484.

est obligé de tyranniser; l'homme qui arrive au pouvoir par sa propre force doit redouter autour de lui tout ce qui est fort, tout ce qui est grand; il doit niveler. Il craint le génie : il voit partout des concurrents et des rivaux; et il ne peut supporter l'opposition. Car ce n'est pas seulement ses actes ou ses ministres qui sont visés par la critique, c'est lui-même, c'est son pouvoir. Discuter les actes d'un roi légitime, ce n'est pas discuter son trône; mais douter des œuvres d'un dictateur c'est douter de sa dictature, puisque sans ces œuvres il n'est rien. Etre fils de ses œuvres c'est peut être plus beau d'un point de vue éthique ou esthétique mais cela ne va pas sans danger en politique; cela comporte de la dureté, un effort qui en l'occurrence ne pèse pas seulement sur un homme mais sur tout l'Etat qui lui est soumis.

Pour assurer sa puissance « le prince nouveau » (27) devra dépenser sans compter; le pays sera mis en « coupe réglée » (28); il donnera son sang, son argent, sa liberté. Le dictateur a besoin de gloire, il en achètera par le sang; il a besoin de partisans, d'amis qui lui soient obligés; il s'en fera par l'argent, par les places, par la bureaucratie (29); il faut qu'il obtienne le consentement national et s'il n'est pas en mesure de le payer il le force; il supprime la liberté. Mais le prince héréditaire repose sur la fidélité de ses sujets: il n'a pas de partisans. Sa gloire est celle de sa dynastie; elle est dans le passé et dans l'avenir de la nation : il n'a

(27) Machiavel désigne par là le dictateur.

(28) Cf.: « De Buonaparte et des Bourbons », page 18: « Les générations de France étaient mises en coupe réglée comme les arbres d'une forêt ».

(29) Cf.: « De Buonaparte et des Bourbons », page 16: « Des armées de douaniers et de receveurs dévoraient les impôts qu'ils étaient chargés de lever ».

pas besoin de victoires inutiles. Son trône a traversé les frondes et les guerres civiles: que craindrait-il de la liberté?

A cet égard CHATEAUBRIAND n'hésite pas à mettre la légitimité à côté de la République et sur le même pied; encore que la République, si elle s'instaure avant l'heure, sans préparation, sans une transformation suffisante des esprits, dégénère aussitôt en tyrannie et la pire des tyrannies (30). Une république qui ne serait pas fortement ancrée dans les esprits et dans les mœurs, est dans la même situation qu'une monarchie qui n'aurait derrière elle aucun capital de tradition et de fidélité; trop faible en elle-même, elle chercherait à s'imposer par la guillotine; et ce sera la tyrannie d'un parti, la plus redoutable de toutes.

V. — ELLE EST DANGEREUSE POUR L'EVOLUTION.

Tous les régimes improvisés sont entâchés des mêmes tares: non seulement ils doivent supprimer la liberté individuelle, mais ils sont pour ainsi dire obligés de rompre la liberté de l'évolution. Leur nouveauté même les incline à faire table rase du passé; n'ayant aucune racine dans la tradition nationale, ils la laissent volontiers dans l'oubli; leur intérêt le plus évident est de briser avec le passé pour faire croire que tout commence avec eux. Ainsi se rompt la continuité de l'évolution; le travail des siècles antérieurs est perdu: l'ouvrage est à recommencer.

« Il ne manque aujourd'hui au présent que le passé; c'est peu de chose! comme si les siècles ne se servaient pas de base les uns aux autres et que le dernier arrivé se pût tenir en l'air » (31). Il y a dans ces lignes l'amorce d'un tra-

(30) « Le peuple souverain étant partout, quand il devient tyran, le tyran est partout ».

(31) De la Restauration et de la Monarchie élective (1831), page 488.

ditionalisme positif. Si les « siècles se servent de base les uns aux autres » on ne les considère plus comme des objets d'art, ou des legs pieux, on ne les accueille plus aveuglément par vénération et sans raison d'utilité, on les prend pour ce qu'il en subsiste, pour ce qu'ils ont construit, et dans la mesure où la construction tient. L'évolution ici n'apparaît plus comme la force aveugle et fatale qui efface les volontés humaines, mais comme le fruit de leur labeur conscient, comme une accumulation de leurs travaux, le capital sans cesse accru, sans cesse réparé, de leurs expériences, de leurs principes et de leurs édifications. Ici CHATEAUBRIAND rejoint la doctrine de BONALD et de MAISTRE pour laquelle évolution signifie tradition. Ce qui commande le présent ce n'est pas l'avenir auquel on aspire mais le passé duquel on tient ; et si nos aspirations peuvent prétendre à incliner la direction du siècle c'est dans la mesure seulement où elles se soumettent aux données traditionnelles.

BONALD nous enseigne qu'une longue antiquité a constitué les nations et qu'il serait aussi fou d'aller contre cette constitution que de prétendre contre la constitution du corps humain. Pour lui l'antique adage vaut en politique comme en physique: « homo naturae nisi parendo imperat ».

CHATEAUBRIAND partagerait-il le sentiment de MAISTRE sur la « grande erreur des constituants » ? Ce serait assez dans son caractère. Sans doute, il ne nous invite pas comme BONALD à chercher « la constitution naturelle » de la nation ; il ne pense pas que l'ordre d'un pays soit donné une fois pour toutes comme le squelette au corps humain et qu'on puisse le découvrir par une analyse comparable à la dissection d'une grenouille. Il soutient, au contraire, que l'ancienne constitution de la France est abolie et qu'il faut chercher autre chose.

Néanmoins il veut tenir compte du passé. Il se réfère à

tout ce grand legs que la Révolution n'a pas détruit: la France. Il y trouve la monarchie, toujours utile, toujours consubstantielle à la nation et dont la place demeure vacante tant que l'humanité régénérée par le progrès ne sera pas capable de la République. Mieux encore il pense qu'il appartient à la monarchie de promouvoir cet avenir et qu'il n'y a pas sans elle d'Evolution possible, de République réalisable.

« La monarchie française est un arbre antique dont il faut respecter le tronc si nous voulons greffer sur ses branches de nouveaux fruits ». Ces deux lignes accusent assez, nous semble-t-il les points de contact de la pensée de CHATEAUBRIAND avec le traditionalisme de ses contemporains, et non moins, les points de rupture. Ce qui le sépare c'est cette « greffe ». Car nous savons que les fruits nouveaux auxquels il pense sont le parlementarisme, la démocratie chrétienne, et la République. Ce sont fruits sans rapport avec l'arbre dont on veut les tirer. Faire sortir un système anglais d'une institution française, engendrer la République de la Monarchie, voilà un traditionalisme assez hétérodoxe. L'on voit comment CHATEAUBRIAND affranchit l'avenir.

Mais il conserve le passé, et il le conserve comme la racine, comme le « tronc » nécessaire par qui la sève passe et s'élaborent les fruits nouveaux. Il ne le regarde pas seulement comme un monument digne d'estime, une relique à considérer, mais comme une nécessité: le support du présent et la source de l'avenir. En quoi il rejoint la pure doctrine de MAISTRE et de BONALD: impuissance de l'avenir sans le passé, erreur des révolutions, naïveté des constitutions à priori. Avec eux il se fait le champion de la continuité historique et de la monarchie. Dans cette continuité il voit la force de l'Etat, le meilleur gage de la liberté et même la seule chance de la République.

CHAPITRE III

LE DEVOIR DE FIDELITE

I. — RAISON ET PORTEE DE CE DEVOIR.

Mais la durée de l'Etat ne suffit pas. Elle n'est pas elle-même suffisamment sûre si elle n'est garantie que par une structure formelle sans assise dans le cœur de l'homme. En vain la légitimité est sur le trône si la fidélité n'est dans les âmes. Car la permanence d'un Gouvernement ne dépend pas seulement de la sécurité de son mécanisme: il lui faut le loyalisme des citoyens. Comme le meilleur instrument s'épuise vite sur une matière rebelle, l'Etat le mieux constitué ne tiendra pas longtemps sans l'obéissance de ses sujets. Dans cette obéissance, CHATEAUBRIAND voit la condition première de l'ordre et du progrès, la première garantie de la continuité.

C'est pourquoi il la veut pure et pleine ; il rejette les légitimités de rechange; il n'admet pas davantage une adhésion interchangeable; son obéissance s'appelle fidélité. Rien n'est plus éloigné de lui que la soumission automatique au pouvoir de fait. La fidélité ne connaît qu'un serment: il n'était peut-être pas inutile de l'affirmer en un temps où on changeait de maître comme de saisons. Dans le demi-siècle qui va de la prise de la Bastille à la deuxième

République il aurait fallu se parjurer sept fois pour être en règle avec l'ordre établi. CHATEAUBRIAND n'a pas servi deux maîtres; il convient de lui en savoir gré.

La fidélité aux puissances déchues était sans doute une noble attitude que facilitait encore son goût de l'opposition; c'est un beau rôle de « courtoiser le malheur » et plus simple que de servir. Mais il nous serait trop facile de ramener toute une vie et tout un génie à un penchant de vanité. Trop injuste aussi. Il faudrait tout de même faire la part d'un sentiment qui n'est pas joué et surtout d'une conviction aussi évidente que profonde. On ne saurait trop le répéter: le loyalisme monarchique de CHATEAUBRIAND est fondé en raison, d'une façon très simple et très forte. Il ne voit la continuité de l'Etat assurée, en France spécialement, que par la dynastie héréditaire et, par conséquent, par la fidélité héréditaire des Français à cette seule dynastie. En dehors de cet unique loyalisme il n'y a que changements brutaux, révolutions et ruptures, toutes choses que CHATEAUBRIAND redoute le plus; il n'y a pas de stabilité possible à la tête de la Nation, chose que CHATEAUBRIAND souhaite le plus. C'est pourquoi, il y voit le devoir fondamental, la première des vertus sociales.

Qu'il ait donné à ce devoir qui doit être chose naturelle, quotidienne, un aspect un peu trop tendu, trop cornélien, plutôt qu'à son humeur il faut l'imputer aux circonstances, aux exemples qu'il avait sous les yeux.

Quand il oppose le devoir à l'intérêt, il songe aux TALLEYRAND, aux FOUCHÉ, à ces vertueux révolutionnaires qui deviendront successivement en moins d'un quart de siècle les zélés serviteurs de l'Empire et les fidèles amis des Bourbons, se prêtant à tous les changements, se louant à tous les maîtres, servant la restauration de LOUIS XVIII et, quelques semaines après, le retour de NAPOLÉON, misant sur tous les

tableaux et gagnant à tous les coups, spéculant sur les révolutions, tirant toujours profit des malheurs de l'Etat. De tels hommes ne sont-ils pas un danger public, un risque quotidien d'instabilité pour l'Etat qui les emploie ? C'est sa conviction très sincère ; et c'est pour écarter un tel danger qu'il revendique leurs places pour les royalistes.

« Le devoir de fidélité, toujours le même, fait participer les gouvernements qu'il soutient à la permanence de son principe, l'intérêt variable et divers ne peut être que la base mouvante d'un édifice de quelques jours (32) ».

Place aux hommes de devoir : « Choisir les bons, écarter les méchants, cesser de croire que l'esprit, le talent, l'énergie sont le partage exclusif de quiconque a manqué à ses devoirs et qu'il n'y a d'habile que les pervers (33) ».

II. — QU'IL SOIT RECONNU PAR L'ETAT.

Il serait facile de taxer CHATEAUBRIAND d'hypocrisie : il semble réclamer pour ses amis et pour lui-même les profits du pouvoir avec l'avidité d'un opposant famélique ; mais on s'aperçoit vite que ce qui est en jeu dans ces réclamations incessantes ce n'est pas seulement son ambition si changeante, c'est aussi un point essentiel et constant de sa doctrine. Le parlementarisme devait faire un tel abus du « spoil system » qu'on a peine à comprendre que le procédé ait pu servir des fins désintéressées. Le cri fameux : « à nous les places » ! a trop souvent retenti ; trop souvent il fut entendu comme un appel à la curée. Il n'avait pas le même sens dans la bouche de CHATEAUBRIAND.

D'abord il lui semblait que la sécurité de l'Etat était intéressée à l'accession des royalistes. L'intelligence de BONA-

(32) Polémiques, tome VIII, page 550.

(33) Discours d'ouverture du Collège électoral d'Orléans, page 174.

PARTE ne les avait-elle pas discernés ? Elle avait saisi l'intérêt de se les concilier, de se les annexer et de faire servir l'antique fidélité à la solidité d'un empire trop jeune. L'empereur recherchait les gens du roi parce qu'ils lui représentaient « une force, la force morale, la preuve irréfragable de la puissance du devoir. Il reconnaissait dans cette puissance un grand élément de la société puisqu'elle avait maintenu la monarchie pendant quatorze siècles » (34).

Mais ce qui était utile à l'empire combien plus est-ce nécessaire à la monarchie légitime ! Si le roi se sépare des royalistes, si le prince légitime fait fi de la fidélité, il perd tous ses avantages, il ébranle sa base. Il se prive de ses plus sûrs soutiens et il déconsidère aux yeux du peuple le sentiment fondamental de la monarchie. Elever au sommet de l'Etat les ministres félons, tandis que les loyaux sont relégués dans l'ombre, conserver leurs honneurs aux conventionnels régicides, aux acquéreurs de biens nationaux, à ceux qui ont trahi tous les régimes, alors que la probité et l'honneur osent à peine se montrer, « c'est comme si vous donniez des leçons publiques de trahison, d'injustice et d'ingratitude (35).

CHATEAUBRIAND ne cessera d'accuser les complaisances du Gouvernement de Louis XVIII pour les anciens serviteurs de l'Empire et de la Révolution ; il dénoncera avec la véhémence de la fidélité blessée le « système des intérêts révolutionnaires » qui joue dans le Cabinet des Ministres et jusque dans le Conseil du Roi. Dans la *Monarchie selon la Charte* il emploie la moitié de l'ouvrage à démasquer « la

(34) Polémiques, tome VIII, page 550.

(35) Monarchie selon la Charte.

conjuraton de toutes les illégitimités contre la légitimité ».

Il montre les parasites (36) de la Révolution et de l'Empire, ayant réussi à conserver leurs places, avalant leur honte en silence dans l'espoir de reprendre bientôt leur pouvoir. S'ils s'accommodent de tous les régimes, la légitimité leur répugne essentiellement et semble par sa seule existence accuser leur infidélité; c'est pourquoi, tout en prêchant la paix et l'oubli des luttes civiles, ils préparent un changement de dynastie. Déjà ils travaillent à déconsidérer les princes du sang; et s'ils ne peuvent attaquer de face la fidélité monarchique, ils parviennent à écarter les royalistes de l'Etat en accréditant la fable de leur incapacité. Si la monarchie ne réagit pas contre cette pente, si elle s'abandonne à son aveugle indulgence, elle entretient ce qui la perd, elle se ruine elle-même infailliblement.

Qu'on ne cherche pas à excuser ces hommes au nom d'une faiblesse trop naturelle: qui ne sait pas préférer son devoir à son intérêt n'est pas digne de servir; car c'est le devoir seul qui soutient l'Etat; tous les intérêts travaillent en sens contraire: « Quand Charles VII était à Bourges et Henri V à Paris, tous les intérêts étaient d'un côté, tous les devoirs de l'autre.... » (37). Et sans doute, CHATEAUBRIAND se plaît à cette extrémité; il goûte un principe de gouvernement qui permet, qui exige tant d'héroïsme: « J'aime un principe de Gouvernement qui grandit dans le malheur cela ressemble beaucoup à la vertu » (38).

Attention! le voilà sur une voie nouvelle: ce n'est plus pour la solidité de l'Etat qu'il considère le légitimisme,

(36) Monarchie selon la Charte.

(37) Polémiques, tome VIII, page 553.

(38) Ibidem.

c'est pour la grandeur de l'individu. Il oublie sa portée politique pour sa valeur éthique. Mais non : il feint de l'oublier ; et deux pages plus loin il est revenu à son premier point de vue lorsqu'il déclare : « Si la politique n'est pas une religion, elle n'est rien » (39). Ce qu'il faut traduire : si l'Etat ne s'appuie sur un loyalisme il tombe.

Voilà pourquoi CHATEAUBRIAND a tant pourchassé les négats ; s'il veut leur arracher le pouvoir, s'il réclame toutes les places c'est pour le salut public ; il met autant de véhémence à réclamer l'honnêteté qu'à revendiquer la Charte ; au cours de sa carrière politique il mène de front la double lutte :

« Si l'Europe ne veut pas entendre qu'il n'y a pour elle de salut que dans l'établissement des libertés publiques et dans l'administration des honnêtes gens, elle ira au fond de l'abîme ». « Les honnêtes gens » évidemment ce sont les vrais royalistes. Non que les républicains et les bonapartistes ne soient en général des êtres méprisables ; CHATEAUBRIAND a trop prodigué les marques d'estime et les signes de faveur à ses adversaires politiques pour qu'on puisse le penser un instant ; seulement il ne met pas non plus en doute qu'un adversaire loyal de la monarchie s'interdise d'accepter une charge de l'Etat et de servir en quelque manière le Gouvernement dont il réprouve la forme. Aussi bien ceux qu'il exclut de la catégorie des « honnêtes gens » ce sont ces ennemis larvés qui sous le couvert du libéralisme et de la modération ne cherchent qu'à ruiner dans ses principes et dans ses appuis le Gouvernement dont ils vivent. C'est de cette immoralité que l'Etat doit être aussitôt purifié s'il ne veut périr.

Le nettoyage lui semble d'autant plus urgent que les dangers d'instabilité sont grossis du fait du régime parlemen-

(39) Ibidem.

taire. Plus les ministres sont soumis à la critique et plus le chef de l'Etat doit être élevé au-dessus des fluctuations, plus ils sont ébranlés et mieux il doit être assuré : le loyalisme des sujets doit être en raison croissante de leur liberté. Voilà pourquoi CHATEAUBRIAND ne craint pas d'associer la plus vigoureuse fidélité et le plus large libéralisme : celui-ci ne pouvant aller sans celle-là.

III. — QU'IL S'APPUIE SUR UNE REGLE MORALE.

Cette fidélité exige à son tour une règle morale. Elle oppose l'homme à lui-même ; elle ne va jamais sans léser quelqu'un de ses intérêts, elle exige toujours des sacrifices : elle est un dur devoir, « une religion ».

Nul n'est plus éloigné que CHATEAUBRIAND de ramener la société à une somme d'intérêts communs ; sous sa plume le mot intérêt garde presque toujours le sens le plus étroit, particulier et antisocial. D'ailleurs, et c'est l'effet de son individualisme, il est plus porté à voir ce que la société prend que ce qu'elle donne ; de même qu'il considère l'Etat pour ce qu'il laisse à l'individu, plutôt que pour ce qu'il lui assure. S'il aperçoit tout de même l'ordre et s'il l'accepte par raison, c'est comme une série de contraintes nécessaires, non comme une chaîne de bienfaits.

Aussi, ne peut-il admettre que l'intérêt soit à la base de la société c'est ailleurs qu'il faut chercher le ressort, la raison décisive des sacrifices qu'elle impose.

Que le contribuable acquitte ses impôts, en fin de compte, dans son intérêt et que le soldat donne son sang, en définitive, par un calcul de raison, c'est ce qu'il repousse catégoriquement. Aucune considération humaine n'est susceptible à ses yeux d'aplanir l'irréductible opposition de l'intérêt et du devoir.

« Que si vous dites que je ne parle que de l'intérêt personnel, qu'il y a d'autres intérêts généraux, d'autres nécessités politiques qui consolident la société ; que chacun, par

exemple, veut l'ordre, la paix, la prospérité de l'Etat parce qu'ils maintiennent l'ordre, la paix, la prospérité des familles; tout cela sont des mots. On ne se bat pas pour des idées abstraites d'ordre, de paix, de patrie; ou si l'on se bat pour elles c'est qu'on y attache des idées de sacrifices » (40).

Et sans doute quand il s'agit du sacrifice de la vie, la morale des intérêts généraux paraît faible; un homme au moment de disparaître est naturellement porté à compter pour rien ce qu'il laisse après lui: le monde peut-il conserver quelque intérêt pour celui qui n'en est déjà plus? Et peut-on mettre dans la même balance le compte de ce que gagnera la société, si de l'autre côté l'on perd tout? Ce calcul n'est justement possible que si la mort n'est pas la fin, la perte irrémédiable de tout contact avec ce à quoi on se sacrifie. L'opération ne peut-être posée que sur le plan surnaturel et c'est le secret de la religion en l'élevant à cette hauteur d'en permettre la solution.

Il répugne au vouloir vivre fondamental qu'un homme puisse exiger la vie d'un homme à moins qu'il ne soit Dieu, ou de Dieu. Il est incontestable que la promesse de l'immortalité ait porté le cœur des mortels jusqu'au suprême sacrifice. Voilà qui est à mettre dans la suite du *Génie du Christianisme*: la religion, force et justification du lien social. Sans Dieu, pas de sacrifice, pas de loi, pas d'Etat (41).

Cela paraît absolument naturel au catholique qu'est CHAUBRIAND. Tout vient de Dieu; de même que les lois physiques, de même que les lois morales, les lois politiques ont leur source dans la création; leur conception originelle réside dans la pensée créatrice; tout ordre est divin aussi bien dans les rapports des hommes que dans les relations des

(40) Tome VIII, page 551.

(41) « La loi perdit ce fondement que tous les peuples ont placé dans le ciel ». Discours sur les biens du clergé 1815.

astres: la monarchie ni plus ni moins que les lois de la gravitation. Dans ce sens il n'est pas de monarque, ni de père de famille qui ne soit de droit divin.

Sur ce chapitre, CHATEAUBRIAND est aussi net que BONALD :

« Le devoir qui prend sa source dans la Divinité descend d'abord dans la famille, où il établit des relations réelles entre le père et les enfants, de là, passant à la société et se partageant en deux branches, il règle dans l'ordre politique les rapports du roi et des sujets; il établit dans l'ordre moral la chaîne des services et des protections (42) ».

Ainsi l'ordre moral et l'ordre politique prennent une force et une rigueur singulière: ils peuvent évoluer dans leurs modalités; ils ne bougent pas dans leur principe; ils déroulent leurs conséquences autour d'un axe immuable. Si la logique divine a des détours inattendus, les prémisses n'en changent point.

Quand on a reconnu que la Société est divine, la religion étant le seul lien de l'homme à Dieu on doit conclure que c'est elle qui rattache l'ordre social à son principe, qui en est l'âme.

CHATEAUBRIAND est revenu toute sa vie sur cette idée; sans le principe divin, tout s'écroule; l'ordre, s'il subsiste un instant, n'est plus qu'une apparence vide. Pour rebâtir on cherchera vainement un arrangement matériel, si l'on ne s'appuie d'abord sur Dieu, si l'on ne fonde sur les mœurs.

Car pour lui la société est fort peu un problème d'organisation; elle est essentiellement une question morale, donc religieuse: « On ne peut reconstruire l'ordre social qu'en le fondant sur les mœurs et on ne rétablit les mœurs qu'en ré-

(42) Polémiques, page 551, tome VIII.

tablissant la religion » (43). La religion s'impose d'autant plus qu'elle est le seul frein capable de contraindre un homme libre. C'est une idée familière à CHATEAUBRIAND que plus il y a de liberté et plus on a besoin d'ordre, la force brutale n'étant inutile que si la force morale en tient lieu.

Ainsi le Christianisme a remplacé l'esclavage : il est passé ce « maître dont le despotisme terrible contenait un esclave dans le devoir et suppléait par des chaînes ce qui manquait à la force morale religieuse » (44) ; mais sans le christianisme il faudrait le rappeler. Le monde antique a dû attendre le Christ pour sortir du carcan ; le monde moderne devrait reprendre le carcan s'il rejetait le Christ.

IV. — CHATEAUBRIAND REJETTE L'EGOISME DE L'ORDRE SOCIAL

Cette rigueur s'impose d'autant plus à l'esprit de CHATEAUBRIAND qu'il a posé les fondements de la société sur un conflit cornélien : en opposant le devoir et l'intérêt il a mis l'homme dans la nécessité de devenir un saint ou de rétablir l'esclavage (à moins qu'il ne préfère l'isolement de ROBINSON). Il demande tout à l'effort individuel, rien aux institutions. Il néglige les effets d'une saine organisation sociale. Il refuse de voir que dans une société construite selon l'ordre naturel, les intérêts concourent en général au bien commun, et que l'égoïsme de chacun peut servir à tous : comment par l'héritage et la famille l'esprit de lucre se fait économe et se retient de consommer au jour le jour, épargnant pour autrui ; comment le propriétaire qui féconde sa terre augmente la prospérité générale en poursuivant son intérêt particulier, et le monarque, en cherchant égoïstement la

(43) Etudes historiques.

(44) *Ibidem*.

prospérité de son patrimoine héréditaire, procure le bien de la cité.

N'ose-t-il pas écrire que « l'intérêt est une fiction » (45) ? L'intérêt de l'héritage, l'intérêt de la propriété, l'intérêt de la couronne sont-ils chose tellement inconsistante ? Ne sont-elles « plus le soir ce qu'elles étaient le matin ? »

Et par de là ces intérêts il en est d'autres plus généraux ou plus abstraits auxquels CHATEAUBRIAND fait une allusion assez dédaigneuse.

Il admet que « l'ordre, la paix, la prospérité de l'Etat », maintiennent « l'ordre, la paix, la prospérité des familles » ; mais ce lien n'est pas sensible à l'égoïsme humain : l'intérêt qui joint l'individu au groupe dont il suit l'heur et le malheur ne s'impose pas à lui avec autant de force que l'intérêt qui l'en sépare ou simplement qui l'en distingue, il ne fait pas aussi étroitement partie de son instinct de conservation.

On ne peut nier que CHATEAUBRIAND aime sa patrie ; mais la considère-t-il comme une part de son patrimoine ? Comme un avantage à défendre ? Il ne semble. Son patriotisme n'est que le réflexe d'un cœur bien placé, d'une mémoire fidèle : un lien d'honneur, un devoir. « L'ordre, la paix, la prospérité des familles, tout cela sont des mots ». CHATEAUBRIAND n'en sent pas la réalité en lui. Comment BARRÈS ne l'a-t-il mis en tête de ses « déracinés » ? Mais quel déraciné ! Il rompt avec la terre natale ; il s'en sépare de corps et d'esprit ; il perd tout intérêt à son pays ; et il est prêt à lui donner sa vie. Il délaisse tous les intérêts et il garde tous les devoirs ; déraciné, mais enchaîné par le serment qui l'accompagne partout et qu'il conserve comme son honneur.

Ainsi jusque dans ses traités politiques, dans ses articles de journaux, CHATEAUBRIAND ne cesse de se raconter.

(45) « L'intérêt est une fiction dans son sens physique et rigoureux puisqu'il n'est plus le soir ce qu'il était le matin ». Polémiques, tome VIII, page 551.

« L'ordre, la paix, la prospérité des familles », ce sont des mots pour lui. Étaient-ce des mots pour les soldats de Bouvines et de Valmy, pour les gentilshommes ses ancêtres qui tombèrent au service du roi ? Étaient-ce des mots pour les citoyens d'Athènes quand ils arrêtaient les barbares à Marathon ?

« On ne se bat pas pour des idées abstraites d'ordre, de paix, de patrie ou si l'on se bat pour elles c'est qu'on y attache des idées de sacrifice » (46).

De sacrifice, c'est-à-dire d'expiation, de rédemption. CHATEAUBRIAND se refuse à voir l'utilité naturelle du sacrifice ; ordre, paix, famille, patrie, restent pour lui « des idées abstraites », des choses inexistantes à moins de prendre un sens surnaturel.

Si on lui objectait que l'intérêt social a pu inspirer les plus grands dévouements, indépendamment de toute religion, que les Grecs n'allaient pas au combat pour Jupiter, mais pour défendre leur patrie, voyant en elle une réalité digne de tous les sacrifices, il nous répondrait que justement la patrie était la religion des anciens, que les soldats d'Athènes luttèrent pour « leurs femmes, leurs enfants, leurs frères et les tombeaux de leurs ancêtres » (47), c'est-à-dire pour tous leurs dieux. Et peut-être aurait-il raison.

V. — UN ORDRE SOCIAL A CONTREPENTE.

Seulement, non content de dénier à l'intérêt tout pouvoir impératif, il le supprime ; il le refoule dans le domaine « des mots, des idées abstraites ».

Ainsi fixée au ciel, la réalité sociale disparaît complète-

(46) Polémiques, tome VIII, p. 551.

(47) Eschyle. *Les Perses*, vers 402.

ment d'ici bas. Que reste-t-il sur la terre ? Des individus, des hommes dont toutes les raisons d'agir sont ailleurs. Ce qui détermine les actes sociaux, ce qui les mesure, ce n'est jamais une utilité, mais seulement, leur valeur morale, jamais, un besoin de la société, mais, une destinée individuelle. Ne serait-ce pas une des voies par lesquelles CHATEAUBRIAND glisse secrètement à la démocratie chrétienne ?

A ce point, la politique se détermine essentiellement par des considérations éthiques : c'est l'esthétique individuelle et morale qui décidera de la forme du Gouvernement comme des rapports internationaux. Ainsi la démocratie sera le meilleur gouvernement parce que c'est celui qui élève le plus le citoyen, celui qui lui donne le maximum de responsabilité, et qui en exige les plus grands sacrifices ; celui qui suppose le plus de vertu.

Dans l'ordre international, on ne cherchera pas à se prémunir de l'ennemi en réduisant sa force, mais, en convertissant son cœur, en l'éduquant ; les solutions faciles que fournit l'instinct de conservation seront rejetées pour les solutions morales, vertueuses, nonobstant les contingences. On ne cherchera pas dans les institutions un secours contre la faiblesse humaine mais un stimulant pour la vertu.

Sans effacer l'égoïsme du cœur humain par un optimisme dont il est très éloigné, il le supprime de l'ordre social ; il ne l'y rencontre que comme l'ennemi intime qui doit en être soigneusement expurgé.

Dans ce sens la société la mieux fondée est celle dont l'intérêt particulier est absent : abolir toute forme de propriété par une démocratie collectiviste, c'est laisser le champ libre à la vertu. C'est du même coup assurer la société puisque celle-ci ne se maintient que par la contrainte des tendances égoïstes.

Il semble que CHATEAUBRIAND n'ait pas aperçu ce mélange

intime des intérêts et des devoirs, cette symbiose naturelle des divergences fondamentales du cœur humain qui est l'âme de la société. Et par là il n'est pas seulement à l'origine de certains rêves démocratiques, il se trouve en tête de ligne de ces conservateurs du XIX^e siècle qui ramenaient le problème de l'ordre social à celui de l'« ordre moral » (48).

Mais encore cet ordre moral n'est pas tout à l'intérieur, il suppose une organisation qui définisse nettement les sacrifices individuels réciproques, une hiérarchie qui fasse apparaître « la chaîne des services et des protections ». L'ordre moral est une doctrine aristocratique et CHATEAUBRIAND a horreur de l'égalité. De même que la monarchie incarne aux yeux de tous le devoir national, une aristocratie terrienne agglomère les fidélités locales : à chaque échelon de la société, de la famille à la nation, il faut une autorité pour recevoir « les services et donner les protections ». Ces échanges sont la trame de l'ordre : on les trouve nettement définis dans un contrat de fermage ou dans une constitution de vassalité.

Ici perce le féodal. Les rapports sociaux lui apparaissent sous la forme du serment, de vassal à suzerain : ce sont rapports personnels plutôt que rapports réels : obligations d'homme à homme plutôt qu'intérêts communs et dettes communes. Ne faut-il pas que les devoirs soient d'autant plus stricts, d'autant mieux définis que l'intérêt général est moins senti, la solidarité naturelle, plus vague, l'autorité, moins spontanée et moins stimulée par son égoïsme ? C'est pourquoi la hiérarchie importe encore plus dans les régimes de démocratie collectiviste. Là où l'on supprime tous les res-

(48) Le parti conservateur sous la conduite du Duc de Broglie aux débuts de la Troisième République,

sorts intéressés, on doit renforcer d'autant l'impulsion de la discipline. Et CHATEAUBRIAND, s'il n'a jamais préconisé l'abolition des inégalités sociales, s'il a toujours gardé l'horreur du nivellement et revendiqué la propriété privée dans l'intérêt de la liberté, néanmoins a effectué en esprit une révolution radicale: il a supprimé sinon les institutions capitalistes, du moins le sentiment qui en est l'âme, l'intérêt.

Ce n'est pas le moindre de ses paradoxes que le grand féodal puisse contribuer par quelque côté à l'étatisme niveleur et que ce soit justement par ce biais qu'il entende le mieux la nécessité d'une discipline.

Nous l'avons vu, tout ce qu'il enlève à l'intérêt, il le donne au devoir. Et plus la tâche du devoir est lourde plus doit être nette la conscience qui l'assure, plus aussi doit être solide la hiérarchie qui l'incarne. Sa vision de la société est d'abord religieuse (49), ensuite autoritaire; il lui arrive même d'incriminer l'individualisme, comprenant que si la solitude est la sauvegarde du poète, elle ne peut être une doctrine de l'ordre social.

L'individualiste s'efface devant le défenseur de l'ordre; il réclame pour tout ce qui resserre le lien social; pour ranimer l'aristocratie, il demande au Gouvernement « de remettre en honneur la grande propriété ». Qu'entendait-il par là? S'associait-il aux projets décentralisateurs de VILLELE ? Songeait-il à renforcer les Conseils généraux où l'aristocratie terrienne pourrait jouer un rôle à la tête de

(49) « Remontez à la source du mal: rendez à la religion son influence, remettez en honneur la grande propriété; faites disparaître la démocratie de vos codes, l'individualisme de vos systèmes, remaniez les tribunaux, donnez aux agents de l'autorité une impulsion monarchique » 1820. Opinion contre la suspension de la liberté individuelle, page 326, 327,

la paysannerie? Ou bien, formules vagues?... « Faites disparaître la démocratie de vos codes, l'individualisme de vos systèmes », déclare-t-il dans le même discours. Réclame-t-il ici la refonte du Code civil telle que l'entendait BONALD? Sans doute il vote l'abolition du divorce; voudrait-il aller plus loin?... S'il rejette la loi sur le droit d'aînesse, c'est peut-être surtout parce qu'elle est présentée par VILLÈLE. Nul doute qu'il désire la famille solidement constituée, et, s'il n'en a le sentiment très vivace, du moins, il s'en fait une idée très forte. Il ne veut pas que la législation porte atteinte aux subordinations fondamentales. La loi militaire proposée en 1818 par le maréchal de Gouvion--Saint-Cyr pour reconstituer l'armée française, lui paraît aussi hostile à l'esprit de la monarchie qu'à l'ordre de la société: « Par son caractère niveleur la conscription appartient à la démocratie: elle coupe les familles par leur tige, enlevant l'aîné pour le cadet sans considérer les besoins de l'ordre domestique ».

N'est-il pas admirable ce cadet de Bretagne, cet ennemi de toutes les contraintes, qui se fait l'avocat des droits d'aînesse et de la stabilité des foyers. Le noble pair se sent-il tenu de dépouiller l'âme de René et devant la première juridiction de France, de prendre un autre langage qu'aux rives du Meschacébé? Peut-être. A moins qu'il ne s'intéressât à la famille dans la mesure où elle protège de l'Etat, et à l'enchaînement hiérarchique pour autant qu'il retient l'autorité; à moins que ses plaidoyers pour l'ordre social ne s'inspirent en définitive de son instinct de liberté, de son horreur de la tyrannie jacobine ou césarienne et du souci de garantir l'individu.

CHAPITRE IV

LA RELIGION COMME BASE

I. — SA SUBSISTANCE MATERIELLE.

Mais à vouloir trop protéger la liberté, on l'étouffe. Ses véritables garanties sont intérieures, et le devoir individuel ne saurait trouver dans l'ordre politique que sa sanction; son vrai ressort est ailleurs. Ce qui le plus sûrement oblige l'homme, tout en sauvegardant le plus largement sa liberté, c'est la conscience. D'où l'importance de la religion; d'où la nécessité d'une politique religieuse. Quand on a posé que Dieu est le fondement de la loi et la religion, le ciment de l'ordre social, on ne peut pas admettre l'athéisme de l'Etat, pas même, sa neutralité: comment serait-il indifférent à ce qui fait sa vie ou sa mort ?

Mais si l'Etat se prononce pour l'Eglise, s'il l'aide dans la mesure efficace, plus encore il doit veiller à ne rien faire qui nuise à son indépendance ou même qui semblât l'amoindrir; car l'indépendance du clergé est la première condition de son ministère.

« Tant que la religion catholique sera une religion sol-décée... tant qu'elle continuera d'être gênée dans ses mouvements, entravée dans ses assemblées particulières ou génée-

rales, contaminée dans ses chaires et dans ses écoles par l'argent du fisc, en un mot tant qu'elle ne retournera pas au pied et à la liberté de la croix, elle languira dégénérée (50) »

La pauvreté absolue des premiers temps, la mendicité de Saint-François seraient sans doute le plus sûr moyen d'affranchir l'Eglise de l'argent: CHATEAUBRIAND n'ose préconiser pareille révolution. Il se borne à réclamer que les biens matériels nécessaires à la vie de l'Eglise lui appartiennent en propre, de façon qu'elle ne soit pas à la merci du pouvoir temporel ni des puissances d'argent. Une richesse bien établie lui semble le meilleur gage d'indépendance. Au lieu de quoi il voit une pension alimentaire comptée par le pouvoir civil et qui réduit les membres du clergé à l'état de fonctionnaires: le prêtre y perd la considération des fidèles et l'Etat y laisse tout ce que le prêtre y perd.

Sans doute, tant que le clergé n'aura pas de richesses fixes proportionnées à ses besoins, le budget des cultes est une nécessité mais il faut d'ores et déjà s'efforcer de diminuer le poids de la chaîne qui rive le spirituel au temporel; il faut que la loi favorise de tout son pouvoir l'accession des églises à la propriété, qu'elle leur donne un patrimoine (51), qu'elle encourage les donations, les fondations, et que, dès l'abord, elle leur restitue ceux des domaines spoliés qui n'ont pas été vendus. Et si ce dernier projet inquiète quelques acquéreurs de biens nationaux, au moins il rassurera les consciences et raffermira d'immenses biens moraux.

(50) Etudes historiques, préface.

(51) Monarchie selon la Charte, chapitre L, page 231. Pour tout ce qui concerne la sécurité matérielle du clergé: Cf. Chapitre XLIV et L.

Enfin pour que l'indépendance matérielle du clergé soit complète il ne suffit pas de le mettre à l'abri du pouvoir laïc, il faut encore le prémunir contre sa propre hiérarchie. D'autant que le récent concordat a resserré l'emprise de la papauté sur le clergé d'une façon dangereuse aux libertés de l'Eglise gallicane :

« Il est survenu de graves changements dans l'Eglise de France... Le concordat ayant étendu en deçà des Alpes, l'action immédiate du Saint-Siège, les libertés de l'Eglise gallicane sont plus exposées et le clergé plus nécessairement placé sous l'influence d'une autorité temporelle étrangère » (52).

N'oublions pas que nous sommes encore en un temps où le Souverain Pontife de Rome est ostensiblement « une autorité temporelle », une puissance politique, et que la diplomatie du Saint-Siège, de Boniface VIII à Pie VII, n'avait pas toujours été propice à la France. Odieux à la liberté, s'il est sous la dépendance de l'Etat, le clergé serait suspect au patriotisme s'il était sans défense contre les abus temporels des Papes. Sans une solide indépendance matérielle il ne peut inspirer au peuple la pleine confiance dont il a besoin pour accomplir sa mission. CHATEAUBRIAND ne cesse de réclamer l'affranchissement complet des cultes.

II. — SON LIBRE EXERCICE.

Est-ce à dire qu'une fois assurée l'existence du clergé, l'Etat est quitte envers l'Eglise? Il reste encore au pouvoir séculier à garantir le libre mouvement de la religion : il doit assurer à son ministère toute l'ampleur désirable, lui donner honneurs et respect; enfin il doit s'effacer devant

(52) Discours aux pairs 1811, page 210.

elle dans les œuvres d'éducation et d'enseignement, et en tout ce qui touche à l'âme.

Bien qu'il ne se soit jamais étendu sur la question, le monopole de l'enseignement est un de ces legs de la centralisation jacobine napoléonienne que l'esprit de CHATEAUBRIAND répudie spontanément. Tout ce qui divise et diversifie lui est cher : la distinction du temporel et du spirituel lui apparaît une sauvegarde de la liberté : pas plus dans les mains de Pierre que dans celles de César, il ne veut réunir l'empire des âmes et le gouvernement des corps : c'est peut-être par là que son cléricalisme s'accorde avec un sentiment très net des libertés de l'Eglise gallicane. L'école unique, toutes les intelligences versées gratuitement et obligatoirement dans le moule étatique, lui eut semblé un monstrueuse tyrannie.

Et puis il a une raison supérieure de préférer l'enseignement de l'Eglise à celui de l'Etat : celui-ci, du moment qu'il veille à son intérêt, qui est matériel, arrête l'intelligence dans un cadre trop limité : il fait des citoyens. (Et s'il sort de ce cadre, il travaille contre lui-même). Celle-là, parce qu'elle communique avec la plus profonde et la plus vaste culture, parce qu'elle renferme les trois branches de la Tradition humaine, hébraïque, grecque et latine, parce que sur un plan surnaturel, elle élève l'âme, sans l'arracher à sa cité mortelle, à la plus large communion qui soit, parce qu'elle est catholique c'est-à-dire universelle, dilate l'esprit et le cœur sans briser rien de leurs limites temporelles : elle fait des hommes. Et elle les fait tels que l'Etat trouve en eux ses plus sûrs serviteurs : les soldats les plus disciplinés, des travailleurs consciencieux, des administrateurs fidèles.

La société n'est pas moins intéressée que l'individu aux offices de la religion. Qu'elle honore donc le clergé : autant un zèle indiscret de l'Etat risque de lui aliéner les cœurs,

autant les égards commandés par un véritable respect en imposent à la multitude et rehaussent aux yeux du peuple l'éclat du sacerdoce. CHATEAUBRIAND ne méconnaît pas le prestige de l'estampille officielle sur le grand nombre, l'influence morale de l'Etat; mais il veut que cette influence s'exerce sans sectarisme, sans contrainte et surtout, qu'elle ne semble pas inféoder l'autel au trône. C'est pourquoi s'il réclame que les évêques soient représentés à la Chambre des Pairs il refusera son vote à certains projets de loi d'inspiration catholique mais qui avaient le tort à ses yeux de donner à la religion les armes du bras séculier et la figure de l'intolérance (53).

Au reste la liberté des cultes lui semble fournir à la religion ses meilleures chances. Non seulement la tolérance lui apparaît comme la loi d'un temps divisé, une nécessité de paix dans la diversité des consciences, mais encore, la première condition du progrès du Christianisme. Il ne va pas jusqu'à l'extrême du libéralisme; il ne considère pas l'égalité des cultes devant l'Etat comme la meilleure des politiques religieuses; de ce que la protection de l'Etat fut parfois oppressive il n'en déduit pas que la « séparation » est préférable au concordat. Mais dans l'état des consciences, il ne lui semble pas opportun que la bienveillance du pouvoir à l'égard du catholicisme se fasse trop exclusive et qu'elle s'accompagne de quelque défaveur à l'égard des autres cultes. Pour étendre le règne du Christ il n'est que la persuasion et toute mesure d'oppression se retourne contre cela même qu'elle prétend servir. « Les moyens de rendre

(53) La loi dite « de justice et d'amour » qui punissait de mort la profanation de l'hostie consacrée si elle était faite ostensiblement et avec intention.

à la religion son éclat et sa véritable puissance » se trouvent dans la liberté; ce n'est pas dans « l'extinction des lumières et la destruction des libertés publiques » que doit se faire l'union du trône et de l'autel mais dans la plus large tolérance.

Et cette tolérance il ne la préconise pas comme un but ; la multiplicité des cultes, la diversité des consciences ne lui apparaît pas comme un idéal à poursuivre, mais comme un fait qu'il faut accepter d'abord si l'on veut agir sur lui. Pour ramener les esprits à l'unité désirable, que l'on commence par les accueillir dans leur diversité. A les violenter on risque une révolution.

Car ces violences ne seraient pas seulement fatales à l'Eglise; elles entraîneraient la monarchie. Une association trop étroite du trône et de l'autel est aussi dangereuse à l'un qu'à l'autre. Dans la confusion du temporel et du spirituel, si l'Eglise se voit ravalée au rang d'institution humaine et son langage surnaturel, taxé d'hypocrisie, l'Etat se rend odieux aux consciences: il s'épuise en tracasseries et en persécutions qui lui aliènent les meilleurs citoyens ; il ajoute les querelles religieuses aux contestations politiques: il tombe sous le poids de tant de luttes (54).

Si au contraire il laisse à l'Eglise le soin de sa mission, se bornant à lui assurer ses moyens d'existence, à lui garantir ses zones d'action, ne lui donnant en outre que des respects, non seulement il n'éprouvera d'elle aucune gêne, mais il retirera tous les bienfaits de sa doctrine, tous les bénéfices de son apostolat.

(54) « Qu'on y prenne garde s'il y a encore une cause de destruction pour la monarchie, elle se trouve là où je l'indique ». Préface de l'édition de 1826, page 258.

III. — SA VALEUR MONARCHIQUE.

Ce n'est pas à la légère et pour le seul effet oratoire que CHATEAUBRIAND a dit de la religion qu'elle était « la pierre angulaire de la Légimité ». En effet il n'est pas de droit qui ne soit divin. Or, le trait essentiel de la monarchie historique c'est d'être un régime de droit; elle se règle sur des « lois fondamentales » telles que la loi salique, auxquelles le roi lui-même ne peut rien puisque c'est par elles qu'il est roi. Et si elles sont au-dessus du souverain, d'où viennent-elles? De la nature des choses, de l'utilité publique, sans doute. Mais qui les sanctionnera? Qui peut leur donner force obligatoire ?

A l'aube des légitimités comme dans tous les régimes qui se créent, dans toutes les dictatures nouvelles, et aussi, dans les démocraties qui sont une perpétuelle et illimitée création il n'y a rien au-dessus du souverain. Le « prince nouveau », l'assemblée populaire font la loi; ils créent selon leur plaisir non seulement les lois du pays mais encore et surtout les lois de leur propre pouvoir. La suprématie de la constitution est un mot qui n'empêchera jamais une démocratie de réviser et de bouleverser à sa guise les lois constitutionnelles : ce que la volonté du peuple a fait la même volonté peut le défaire.

Mais dans la monarchie de droit divin le roi ne peut faire ni défaire les lois organiques de la couronne car ces lois ne sont pas l'œuvre d'une volonté, même royale. L'intelligence humaine peut les trouver bonnes; elle ne les a pas créées; les a-t-elle seulement découvertes?... Tout son pouvoir est de les reconnaître sans y rien changer. Si ces lois sont utiles, cela ne vient pas de la prudence de l'homme, de la sagesse d'une assemblée, c'est qu'elles sont l'œuvre de Dieu. Et si elles sont obligatoires ce n'est pas qu'un homme ou un peu-

ple les a voulues (obligeraient-elles cet homme ou ce peuple?), mais Dieu même.

Et je ne sais si CHATEAUBRIAND a développé tout au long ce raisonnement mais tout suppose qu'il y aurait souscrit. Il a nettement saisi le principe de stabilité qui est propre à la monarchie légitime et le caractère divin de ce principe. Il a dit que « si la politique n'est pas une religion, elle n'est rien » (55). De toutes les façons dont ce mot peut s'entendre, peut être est-il possible de faire la synthèse. Car si l'on traduit dès l'abord la parole de CHATEAUBRIAND en disant que la monarchie ne tient que par la fidélité, il faut ajouter aussitôt que cette fidélité n'est sûre que par la religion. Le fondement de la fidélité est divin et, cela étant, il suffit d'expliquer quelque peu la pensée de CHATEAUBRIAND pour reconnaître que le véritable objet de cette fidélité — comme l'authentique auteur de cette monarchie, est Dieu.

En effet dans la monarchie légitime ce n'est pas à la personne que va le loyalisme des sujets puisqu'il ne s'éteint pas à la mort du monarque. Antérieur et postérieur à la fois, reflétant en quelque sorte l'immortalité de l'Etat, il s'adresse nécessairement à une chose supérieure aux chefs dynastiques qui se succèdent: il s'attache à la loi même de cette succession, au Législateur de cette loi, à Dieu.

IV. — SON EFFICACITE DEMOCRATIQUE.

C'est pourquoi, CHATEAUBRIAND n'envisage pas de monarchie légitime sans religion. En revanche, il conçoit très bien la religion sans monarchie. Il attendra le déclin de sa vie pour rapprocher le Christianisme de la démocratie et pour rêver d'une République idéale; mais de toujours, il étend

(55) Préface à l'édition de 1826.

bien au-delà d'un simple soutien du trône la mission sociale de l'Eglise.

Il aime voir en elle la sauvegarde de l'esprit, la défense du faible. Il la considère comme la force morale qui cesse parfois de se prêter à l'ordre et de soutenir l'autorité pour s'élever contre eux quand ils dégénèrent en force brutale. Les évêques, les papes du Moyen Age arrêtaient les guerres des seigneurs, ordonnaient la « trêve de Dieu » pour que le paysan put labourer sa terre; l'Eglise des temps modernes a d'autres tâches à préserver. Qu'elle se penche sur toutes les faiblesses, sur toutes les souffrances et sur toutes les libertés.

« Je n'explique pas l'Evangile au profit du despotisme mais au profit du malheur » (56). Est-ce à dire que le prêtre doit se tourner d'abord vers les misères et les afflictions de l'âme pour y verser le baume des Béatitudes et pour appeler à elles tous les secours de la charité, qu'il ait à révéler selon le mot de BOSSUET « l'éminente dignité des pauvres » et à courber le front des grands de ce monde devant la plus haute des majestés, celle des « membres souffrants du Christ ? » Cela, sans doute, et autre chose encore.

Transférer les œuvres de l'homme sur le plan surnaturel, transmuier en valeurs divines ses peines et son néant, ce n'est pas là tout le christianisme. Ces transmutations que la grâce opère et dont le principal effet « n'est pas de ce monde », tout ce côté surnaturel du christianisme ne semble guère aperçu de CHATEAUBRIAND. Pour avoir si magnifiquement chanté les apparences de la religion et les manifestations de son « génie » il est toujours enclin à la considérer

(56) Préface à l'édition de 1826.

en surface. C'est son action temporelle qui l'intéresse; c'est sur ce plan qu'il envisage les effets de l'œuvre spirituelle.

Par certains côtés, il est de ces disciples du Christ qui entendaient « le royaume des cieux » comme une révélation terrestre. Comme elle est la gardienne des libertés de la conscience, il assigne à l'Eglise la défense des libertés politiques.

Quand il lui demande de « marcher avec le temps, de prêcher l'obéissance à la Charte » (57), de soutenir la liberté, ce n'est pas seulement par un calcul destiné à lui donner la confiance du siècle et dont tout le bénéfice irait à sa prédication, de là, au salut des âmes, c'est aussi dans un but purement temporel.

Toute sa vie, il est pénétré de l'idée d'évolution; dès 1828 il observe que la société se transforme dans un sens républicain; plus tard il annoncera l'avenir sous la forme d'une démocratie universelle. Et il entend, puisque ce mouvement est fatal, puisque la monarchie même doit y contribuer, que la religion coopère à la grande transformation qui préparera l'avènement des temps nouveaux. Comme elle transmue les œuvres de l'homme pour le ciel, elle doit changer son cœur ici-bas pour la République. Car elle seule, il en est convaincu, a le pouvoir de « rendre le monde sûr pour la démocratie » (58). « Elle seule peut faire des âmes de roi »; et il n'y a pas démocratie sans vertu. Les merveilleux effets de la grâce qui mettent l'homme au-dessus de lui-même et

(57) « Marcher avec le temps, soutenir la liberté par l'autorité de la religion, prêcher l'obéissance à la Charte comme la soumission au roi; voilà selon moi ce qui pourrait rendre au clergé la puissance légitime qu'il doit obtenir... par le chemin opposé sa ruine est certaine ». Page 259. Préface aux Œuvres complètes 1826.

(58) Wilson.

le rendent quasi-divin, il les attend de l'action temporelle de l'Eglise.

Ainsi s'affirme une fois de plus la paternité spirituelle de CHATEAUBRIAND sur ce XIX^e siècle qui, dans sa réaction contre l'incrédulité du précédent et en voulant ramener la foi dans les âmes desséchées par le scepticisme, a confondu les dogmes de la vie éternelle avec les « mystiques » jaillies des aspirations du siècle. Enfermant l'infini dans le fini, dilantant par les promesses de la religion le vague de leur mélancolie, les romantiques confondront si profondément leurs rêves de bonheur avec l'Espérance évangélique, le souhait de l'homme et l'existence de Dieu, que toute réalité surnaturelle disparaîtra; l'Etre métaphysique se résorbera au profit des entités humaines qu'on lui avait associées. Il suffira de pousser un peu dans le sens indiqué par CHATEAUBRIAND pour que « le royaume des cieux » soit placé au terme du progrès dans le sein d'une démocratie pacifiste, et le bonheur éternel, tout entier dans la vie mortelle.

S'il fallait résumer CHATEAUBRIAND, on serait bien embarrassé. Quel démiurge saurait ramener à l'unité ce cahos d'idées et de songes ! Ses idées politiques sont comme autant de lueurs projetées sur son siècle dans toutes les directions de l'espace et du temps ; elles éclairent tous les courants et tous les principes, peu soucieuses de tracer elles-mêmes une voie, de se soumettre à un point. C'est pourquoi, leur premier aspect est l'incohérence et s'il arrive parfois qu'on saisisse le fil d'une secrète logique à travers les contradictions apparentes, on s'arrête un instant après, au nœud d'une logique contraire. Quand on tente de serrer la pensée de CHATEAUBRIAND, on se heurte à un dualisme fondamental. Si on le croyait, cette contradiction ne serait pas la lutte de deux tendances sur un même point de son être, mais au contraire, le partage égal de son existence entre deux catégories séparées par une cloison étanche et obéissant chacune à sa loi. Il y a deux hommes en lui nous dit-il : « l'homme de tous les songes » et « l'homme des réalités ». Mais entre eux il n'est aucune dissension possible ; chacun reste sur son domaine et s'en repaît : l'un règne « sur l'existence intérieure et théorique », l'autre, sur « l'existence extérieure et pratique ».

Est-il vrai que ces « deux êtres distincts » n'aient aucune communication ? Mais comment faire le départ des songes et de la réalité, de la théorie et de la pratique ? La Monarchie et les Chambres, la religion et la liberté de la presse, l'expédition d'Espagne et le grand projet de guerre contre l'Angleterre, le socialisme et la république chrétienne ; n'en-

tre-t-il pas beaucoup de songe dans ces réalités, ou de réalité dans ces songes ?

Quant à nous, il nous semble que le dualisme de CHATEAUBRIAND est dans le fond de sa pensée. Il ne serait pas le premier à dire : « Il y a deux hommes en moi ». C'est l'éternel conflit de chaque nature humaine, entre le sens de l'ordre et le goût de la liberté, l'amour du beau et celui d'une expression originale, la recherche d'une communion et l'inquiétude de son propre salut. La synthèse de ces tendances contraires ne s'obtient que par des sacrifices et une discipline de l'âme : elle produit « l'honnête homme », selon RACINE et BOSSUET. Mais le romantisme refusera le joug. Les passions se disputent librement le cœur de René. Si l'une d'elles l'emporte, elle établit sa domination sur les autres, et par là, un certain ordre. Sinon, la double tendance persiste dans les idées comme dans les actes ; l'âme reste ballotée sans fin par ses profondes contradictions.

N'est-ce pas le cas de CHATEAUBRIAND ? Son goût pour l'ordre, son réalisme sans illusion sur la nature humaine réclament une autorité solide et une religion forte ; ses aspirations libérales appellent l'avènement d'une humanité nouvelle au sein d'une démocratie évangélique ; sa méfiance de la souveraineté repousse l'absolutisme du roi comme celui du peuple, mais il regrette que les ministres ne soient pas indépendants des Chambres et d'autre part il annonce le prochain empire de l'Etat socialiste.

QUATRIEME PARTIE

SON INTERPRETATION DE LA CHARTE

CHAPITRE PREMIER

LA MONARCHIE SELON LA CHARTE

I. — LES CONTRADICTIONS DE LA CHARTE.

Cet esprit de contradiction plus ou moins apparent, plus ou moins caché dans les méandres d'une vie incertaine et troublée, il nous appartient de le voir en œuvre sur un point de sa carrière.

Lisons la *Monarchie selon la Charte*. Les articles, les brochures et polémiques ne font le plus souvent que développer la pensée de ce maître livre: ils y ajoutent peu. Lisons surtout cette première partie dans laquelle CHATEAUBRIAND règle le problème constitutionnel. Loin de diminuer les oppositions qu'il comporte, on dirait qu'il les pousse à l'extrême: s'il tente la synthèse du pouvoir héréditaire et du pouvoir élu, c'est après avoir tellement grandi les deux antagonistes, qu'il leur est à peu près impossible d'accepter la moindre subordination.

Voilà CHATEAUBRIAND tout entier. L'on saisit ici sur le vif le mouvement de ses doubles tendances développant leur logique sans aucune loi qui les règle si ce n'est le besoin de mettre sur pied une constitution. Au moment où il se propose d'appliquer au réel sa pensée et de traduire ses aspirations en recettes constitutionnelles il lui arrive de codifier

ses intimes contradictions. A l'image de son auteur, la *Monarchie selon la Charte* est une synthèse explosive.

Gardons-nous de trop accuser. La contradiction était autour de lui; elle régnait sur son temps déchiré entre un vif besoin d'autorité et les aspirations les plus libérales; elle était dans toutes les têtes politiques qui souhaitaient un régime parlementaire en redoutant la démocratie; elle était dans la Charte même.

On ne s'en aperçut pas tout d'abord. Le vague de certaines formules sur la responsabilité des ministres ou sur l'approbation de l'impôt par les Chambres effrayait la clairvoyance d'un VILLÈLE. Mais, en général, il rassurait. Les ennemis du trône eux-mêmes étaient loin de prévoir dans l'ensemble l'usage qu'ils pourraient faire de la Charte. Et si les royalistes se plaignaient d'elle, c'était plutôt de son indulgence envers les hommes de la Révolution que de sa complaisance pour les idées nouvelles. CHATEAUBRIAND pouvait écrire à son sujet:

« Elle convient aux deux opinions qui partagent la France. Les principes républicains s'y trouvent si bien combinés, qu'ils y servent à la force et à la grandeur de la monarchie. La Charte est le résultat de nos mœurs présentes, c'est un traité de paix signé entre les deux partis qui ont divisé les Français: traité où chacun des deux abandonne quelque chose de ses prétentions pour concourir à la gloire de la patrie » (1).

On sentait bien ce qu'il y avait de contradictoire dans la Charte sans voir exactement sur quoi portait la contradiction. Les Français n'avaient pas encore fait l'expérience du

(1) *Réflexions politiques*, chapitre XIII.

régime des assemblées, la constitution de 1791 n'ayant pu être loyalement essayée. On se tournait beaucoup vers l'Angleterre, la mère des Parlements. Mais son exemple était encore très discuté. Les royalistes se moquaient de l'idée « de transporter chez un peuple, le gouvernement d'un autre peuple » (2) ; ils arguaient des différences de caractère et de mœurs, de la position continentale de la France.

D'ailleurs nombre de leurs adversaires pensaient de même. Bonapartistes ou républicains teintés de bonapartisme, ils admiraient au fond la centralisation napoléonienne et si, par libéralisme, ils prênaient le régime parlementaire, les besoins de l'opportunité les engagèrent parfois à le repousser. C'est ainsi qu'au temps de la Chambre introuvable, les députés du peuple se trouvant plus royalistes que les ministres du roi, les libéraux défendent l'indépendance du ministère :

« Le jour où le Gouvernement n'existera que par la majorité de la Chambre, déclare ROYER-COLLARD, le jour où il sera établi en fait que la Chambre peut repousser les ministres du Roi et lui en imposer d'autres qui seront ses propres ministres et non les ministres du roi, ce jour-là c'en est fait non pas seulement de la Charte mais de notre royauté... ce jour-là nous sommes en République » (3).

Il s'agissait d'empêcher les royalistes de prendre le pouvoir. Quinze ans après, ROYER-COLLARD lira devant Charles X l'Adresse qui renversera les « ministres du roi » coupables de n'être pas « les ministres des Chambres ».

La même flexibilité se rencontre dans le camp des ultras. N'est-ce pas de chez eux que partent les premières revendi-

(2) *Réflexions politiques*, chapitre XVI.

(3) Cité par VILLÈLE, I, page 469.

cations parlementaires? Ils ont la majorité dans la Chambre et au nom de cette majorité ils réclament le pouvoir :

« Si nous avons été forcés d'échanger le Gouvernement paternel de nos rois contre un gouvernement constitutionnel, profitons du moins des avantages de ce dernier Gouvernement.... Consacrons l'alliance perpétuelle de la majorité des Chambres avec le ministère » (4). N'est-ce pas, encore plus nettement exprimée, la pensée de l'Adresse des 221 ? (5).

Mais la Charte ne servait pas seulement les partis d'opposition. Les hommes de Gouvernement l'invoquaient aussi tour à tour et pour les besoins de causes très diverses. ROYER-COLLARD l'explique au profit des ministres libéraux de Louis XVIII, Charles X, dans le sens des ordonnances ; l'un et l'autre, n'en doutons pas, avec autant de sincérité que leurs adversaires réciproques. C'est que les formules de la Charte étaient susceptibles de toutes les interprétations et de toutes les équivoques. Chacun y trouvait ce qu'il y apportait.

II. — LA LOGIQUE DE CHATEAUBRIAND.

Parmi les hommes d'Etat de la Restauration il en est deux au moins qui échappèrent à la loi commune: VILLÈLE et CHATEAUBRIAND. VILLÈLE repoussa constamment le principe du parlementarisme, tout en le pratiquant à l'occasion;

(4) Discours de Clausel de Coussergues pour le renouvellement intégral. Archives Parlementaires, XVI, 124.

(5) « La Charte consacre comme un droit l'intervention du pays dans la délibération des intérêts publics... elle fait du concours permanent des vues politiques de votre gouvernement avec les vœux de votre peuple, la condition indispensable de la marche nécessaire des affaires publiques ».

il s'y oppose même lorsqu'il est invoqué par ses amis politiques et serait utile à son parti (6). CHATEAUBRIAND, au contraire, a proclamé dès l'origine que « le ministère doit disposer de la majorité et marcher avec elle » (7); et il s'en tiendra là.

Heureux hasard! suggère le démon de la médisance. S'il n'avait pas été séparé de son parti par un brutal congédiement, si, continuant son ascension politique, il avait eu la place de VILLÈLE, n'aurait-il pas jugé opportun de résister aux courants de la démocratie et aux volontés de la majorité? Hypothèse. Elle n'est pas nécessaire à la compréhension de CHATEAUBRIAND; laissons-là.

Car on ne saurait lui dénier une certaine logique. Elle est double; mais elle est. Toute sa vie, il est à la recherche de l'ordre et de la liberté: dans la pratique, en dépit des échappées de l'esprit pur il ne trouve qu'un moyen, double comme la fin: l'alliance de la monarchie et de l'opinion, de l'autorité traditionnelle et des mœurs, de la religion et des idées nouvelles.

La Restauration avait posé un problème. Elle consacrait l'existence du legs traditionnel sans répudier entièrement le legs de la Révolution. Mais on ne savait pas exactement en quoi consistait chacun de ces legs; on ne savait pas bien non plus quels seraient les rapports entre chaque partie de ce double héritage. D'où deux séries de questions: que fallait-il conserver de la Révolution? Quel rôle adjuger à ce que l'on conserverait ?

(6) « Hier M. de la Bourdonnaye ayant maladroitement insinué que le ministère ne pouvait se maintenir contre le vœu de la majorité, nous avons été les premiers à voter contre l'impression de son discours ». Villèle: *Mémoires*, tome II, page 21.

(7) La Monarchie selon la Charte.

La réponse de CHATEAUBRIAND est nette. A la première question il oppose ses revendications de la première heure : « la Charte et les honnêtes gens, les choses politiques de la Révolution et non les hommes politiques de la Révolution » (8). MAURRAS traduit cela en une formule cinglante : « Il opinait de conserver la doctrine et de biffer l'histoire » (9). La doctrine, et dans une large mesure, les institutions. Dès 1814 en effet dans les *Réflexions politiques*, il écrit de la Charte : « Les principes républicains s'y trouvent si bien combinés, qu'il y servent à la force et à la grandeur de la monarchie... les idées nouvelles donneront aux anciennes cette dignité qui naît de la raison et les idées anciennes prêteront aux nouvelles cette majesté qui vient du temps ».

Si les principes républicains « servent à la force de la monarchie » il est logique pour un monarchiste de réclamer l'extension du pouvoir des Chambres et le régime parlementaire. Ainsi s'annonce et se justifie la *Monarchie selon la Charte*. Ainsi, dès l'origine, CHATEAUBRIAND adopte la liberté comme la meilleure garantie de l'ordre. De là à dire que plus les Chambres ont de pouvoir et plus le roi a d'autorité il n'y a qu'un pas.

Quoi qu'il y paraisse la *Monarchie selon la Charte* n'est pas une œuvre de circonstance : il ne faut pas y voir l'attitude d'un opportuniste mais une sincère profession de foi. Au problème que posait la Charte, CHATEAUBRIAND n'a donné qu'une réponse ; et cette réponse ici se trouve développée en des formules courtes et pleines où le génie de l'écri-

(8) Monarchie selon la Charte.

(9) Trois idées politiques.

vain se renferme comme pour concentrer sa force et serrer sa plus précise conviction. Si ses ambitions déçues trouvent dans ce livre une vengeance et si la polémique y a sa part, le problème constitutionnel y est traité d'abord et séparément, selon les règles d'une froide dialectique.

Cette allure nette et rapide est celle d'un esprit qui ne se sent gêné par rien. D'accord avec lui-même, d'accord avec la Charte, CHATEAUBRIAND va droit devant lui. Il ne fait que répéter ce qu'il disait deux ans plus tôt dans les *Réflexions politiques*; lorsqu'il déclarait: « Je veux toute la Charte, toutes les libertés, toutes les institutions amenées par le temps, le changement des mœurs, le progrès des lumières... »

D'ailleurs lorsqu'il pose en principe que « le ministère doit disposer de la majorité et marcher avec elle », il exprime le vœu des institutions et l'esprit de la Charte. Il ne fait que suivre une voie toute tracée.

III. — IMPORTANCE DE « LA MONARCHIE SELON LA CHARTE ».

On hésita beaucoup il est vrai avant de s'avancer sur cette voie. Louis XVIII, le premier, était beaucoup trop habile pour être logique. Il avait eu la sagesse de rester dans le vague et de choisir des formules qui ménageaient toutes les opinions; il tenait à garder le bénéfice du doute. Il avait cependant ébauché le régime parlementaire en adoptant par la proclamation de Cambrai le principe de l'unité de ministère. Que les ministres soient responsables les uns des autres, c'est la première condition de leur responsabilité devant les Chambres. Par la solidarité ministérielle, le jeu parlementaire devenait possible.

En dissolvant la Chambre introuvable le roi avait fait un pas de plus dans le même sens. S'il renvoyait une majorité dont le grand tort était de contredire les ministres, il suppo-

saît du même coup que les ministres avaient besoin de la majorité. Le principe de l'accord de la représentation parlementaire avec le Gouvernement, principe sur lequel devait tomber le trône de Charles X, était posé par les mains de son prédécesseur. On peut se demander si Louis XVIII comprit la portée de son acte et s'il ne céda pas à la satisfaction d'exercer son autorité à peu de risques sur le dos de ses fidèles. L'opposition de la Chambre introuvable ne menaçait pas l'existence de son Gouvernement; les revendications des Ultras respectaient malgré tout la prérogative royale et ils n'osèrent refuser le vote du budget aux ministres qu'ils exécutaient. Tant il est vrai que le principe parlementaire était encore dans les limbes.

Ce fut un beau tumulte lorsqu'éclata, deux ans après « *De Buonaparte et des Bourbons, la Monarchie selon la Charte*. Saisi par la police au sortir de la presse, ce livre néanmoins fit le tour de la France; il condensait toutes les revendications, toutes les angoisses et toutes les rancœurs des Ultras. Et c'est peut-être par là qu'il émut le plus vivement l'opinion. Mais le retentissement de ce livre eut été de courte durée s'il s'était contenté d'amplifier les passions du moment et s'il ne contenait un chapitre de droit constitutionnel qui fera date dans l'histoire. En expliquant à ses contemporains le mécanisme du régime parlementaire, CHATEAUBRIAND s'assurait une autre influence: il pouvait écrire de la *Monarchie selon la Charte* : « Elle m'a fait prendre rang parmi les publicistes et elle a servi à fixer l'opinion sur la nature de notre Gouvernement » (10).

Ce livre ne marque pas seulement dans sa vie comme l'acte de courage qui devait lui enlever sa pension de ministre

(10) *Monarchie selon la Charte*, préface page IV.

d'Etat et l'obliger à vendre avec sa bibliothèque, son ermitage de la Vallée aux loups; il est un événement dans le siècle: la première synthèse du Gouvernement parlementaire qui ait vu le jour sous la monarchie restaurée.

A ce titre elle est œuvre de lucidité. La Charte y est frappée d'un jour crû qui en dévoile les lacunes et les inconséquences. Une logique implacable développe tout ce qui était en germe, brise tout ce qui résistait à l'épanouissement des institutions. Il faut « vouloir ce que l'on a » (11). « Le Gouvernement établi par la Charte se compose de quatre éléments: de la royauté ou de la prérogative royale, de la Chambre des Pairs, de la Chambre des Députés et du ministère (12) ». Ces quatre éléments doivent concourir à la marche de l'Etat.

Non moins que le Roi, les Chambres ne peuvent se réduire à un rôle de figurant. Il faut qu'elles aient la pleine liberté de leur mouvement, et cela, tout en respectant la prérogative royale, sans blesser jamais la dignité du trône. Voilà le problème qu'affronte CHATEAUBRIAND.

(11) Page 18, Chapitre VII; Monarchie selon la Charte.

(12) Chapitre III, page 9, Monarchie selon la Charte.

CHAPITRE II

DROITS DE LA CHAMBRE

I. — LE DOMAINE DU LEGISLATIF.

Il s'occupe d'abord du pouvoir des Chambres; mais c'est autant dans l'intérêt de l'autorité royale que pour les libertés de la tribune. Il lui paraît, en effet, que c'est amoindrir le nom du roi que de le mêler aux débats ordinaires des assemblées; c'est diminuer son prestige que de discuter ses avis ou ses actes. Et puisque la Charte n'a pas voulu que le corps législatif soit une assemblée de « muets » (13) il n'est qu'un moyen de concilier l'autorité du roi avec la liberté des Chambres: que « rien ne procède directement du roi dans les actes du Gouvernement; que tout soit l'œuvre du ministère » (14). L'estampille officielle, la signature même du roi ne doit jamais engager sa personne. Le souverain est irresponsable. Ainsi il ne peut se tromper (15). On serait

(13) Sous l'empire on désignait ainsi les membres du corps législatif.

(14) IV, 10, Monarchie selon la Charte.

(15) « The king cannot wrong », disent les Anglais.

tenté de dire « que le roi règne et ne gouverne pas ». Mais ce serait beaucoup dépasser la pensée de CHATEAUBRIAND qui, s'il réclame pour les Chambres toute la liberté dont elles jouissent en Angleterre, entend conserver au roi une autorité conforme aux besoins et aux traditions de la France.

Ce double souci domine toute une série de questions. La première qui se présente est celle de l'initiative des lois. La Charte réservait au roi la proposition initiale des lois, les Chambres ayant seulement le droit de les discuter et de soumettre des amendements. Ainsi la loi qui sortait du conseil du Roi, passait devant la Chambre pour revenir devant le Roi; si celui-ci réformait l'amendement, elle revenait encore devant les Chambres pour être votée dans sa forme nouvelle ou pour être à nouveau amendée. CHATEAUBRIAND exerce son ironie sur l'interminable navette où risquait d'être entraînée le moindre projet de loi (16). Surtout il reproche à cette procédure d'être humiliante pour la couronne. « N'est-il pas plus noble et plus dans l'ordre que les Chambres proposent la loi et que le roi la juge (17) ? »

La Charte accordait aux Chambres un droit de proposition; mais ce droit était resserré dans de strictes formes. D'abord le développement de la proposition est secret, précaution absolument hostile au génie des institutions et au régime de discussion libre sans lequel la Charte et les assemblées qu'elle instaure perdent toute raison; ensuite la proposition peut-être rejetée par le Roi avant tout débat, ce qui n'est pas moins odieux ni moins humiliant pour les

(16) X, 25: Monarchie selon la Charte.

(17) Monarchie selon la Charte, XI, 26.

Chambres. CHATEAUBRIAND brise ces entraves; il veut pour le Parlement les coudées franches et pour les lois, le grand jour de la tribune, la liberté de la parole:

« Laissez l'initiative à la couronne qui s'en servira dans les grandes occasions pour quelque loi bien éclatante, bien populaire mais donnez la aussi aux Chambres qui l'exercent déjà par le fait puisqu'elles ont déjà le droit de proposition de loi » (18).

Si on lui objecte la folie de légiférer qui s'empare trop souvent des assemblées délibérantes lorsque nul frein ne les retient, si on lui rappelle le précédent fâcheux des législations révolutionnaires, il répond que l'opinion publique s'est assagie, que loin de vouloir renouveler la face du monde, elle n'aspire qu'au repos; et puis surtout il désarme la critique d'un mot: « la Charte » (19).

La Charte a ouvert des Chambres; elle a dressé une tribune; elle a soumis les lois de la nation aux votes d'une assemblée. Elle a institué un pouvoir qu'on ne ligotera pas avec les menues ficelles de la procédure: il faudra le détruire si on lui refuse son champ d'action naturel; et si on ne le détruit pas c'est lui qui détruira le trône.

Il n'est d'autre moyen d'échapper à l'hostilité de ce nouveau pouvoir que d'en connaître l'étendue et d'en respecter l'exercice. Par malheur il est dans la nature des parlements de vouloir gouverner; sous quelque nom qu'ils empruntent, Chambre des Communes, Chambre des Députés ou Assem-

(18) Monarchie selon la Charte, VII, 17.

(19) Monarchie selon la Charte, VII, 18: « Mais alors pourquoi une Charte? Pourquoi une constitution libre? Pourquoi n'avoir pas pris les choses telles qu'elles étaient, un Sénat passif, un corps législatif muet ? »

blée nationale, ils se reconnaissent à ce signe : ils entendent exercer le pouvoir. Peut-être au temps de CHATEAUBRIAND était-il permis de croire qu'ils se contenteraient d'en prendre une partie. D'ailleurs le principe de la séparation des pouvoirs n'avait pas encore subi l'épreuve d'une longue expérience : en abandonnant aux Chambres le domaine législatif, CHATEAUBRIAND réservait à la couronne l'exercice de l'exécutif.

II. — SES RAPPORTS AVEC L'EXECUTIF.

Il aperçoit cependant le point où les deux pouvoirs se rencontrent et où il est impossible de maintenir une barrière entre leur domaine respectif. Les ministres ne sont pas une simple machine à distribuer les lois, ils peuvent avoir leurs vues différentes de celles de la Chambre, opposées même, et s'ils font prévaloir ces vues dans l'application des lois, ils briment le législatif qui, se sentant lésé, s'insurge contre les ministres, multiplie contre eux les mesures législatives, mesures qui seront tournées, appliquées à contresens, contrecarrées par tous les moyens dont l'exécutif dispose. Si cette lutte continuait indéfiniment, tous les rouages de l'Etat et toute la législation seraient irrémédiablement faussés et finalement enrayés.

On ne peut imaginer entre le législatif et l'exécutif de désaccord qui dure : ce serait la fin de l'Etat. Mais qui donc les mettra d'accord ?

Benjamin CONSTANT dans sa constitution idéale plaçait au-dessus de l'exécutif et du législatif comme du judiciaire « un pouvoir neutre » qui assisterait à la lutte à la manière du gentleman impartial qui arbitre le jeu : un roi « qui règne et ne gouverne pas », qui se contente d'enregistrer les coups, de marquer les points et de déclarer la partie ouverte ou terminée.

CHATEAUBRIAND n'a pas envisagé avec autant de précision le rôle arbitral du monarque. Mais comme il admet lui aussi ce jeu des pouvoirs et des partis, il souhaite que la couronne soit élevée au-dessus des compétitions où elle ne pourrait se mêler sans perdre sa dignité et presque sans changer de nature. Pour que la monarchie ne soit pas discutée, qu'elle n'entre pas dans la discussion. C'est la solution dont s'accommode Sa Majesté Britannique. Tout se passe entre les Chambres et les Ministres :

« Toutes les convenances seraient choquées en Angleterre si un membre du Parlement s'avisait de citer l'auguste nom du monarque pour combattre ou pour faire passer un bill » (20).

En invoquant « l'auguste nom du monarque » des ministres imprudents pensent fermer la bouche d'une Chambre fidèle ; mais si le loyalisme des députés était moins pur ils exposeraient le roi à se voir discuter par ses propres sujets. CHATEAUBRIAND n'est pas moins choqué dans le premier cas que dans le second : dans l'un c'est la Liberté qui souffre et dans l'autre la monarchie.

Mais si le roi reste en dehors du débat, s'il se contente de légiférer dans des circonstances exceptionnelles et sur des points indiscutables, les apparences sont sauvées et la discussion peut suivre son cours.

III. — LE RÉGIME PARLEMENTAIRE.

Du même coup, les rapports des ministres et des Chambres seront grandement simplifiés. Privés de l'autorité que leur conférait la volonté royale, les ministres sont désarmés ; les Chambres, au contraire, acquièrent la pleine liberté de leur

(20) Monarchie selon la Charte, page 15, VI,

mouvement. Tout désaccord devient impossible : entre les deux partenaires, la partie est trop inégale. L'accord se réalise sans peine par la subordination du plus faible. C'est toute la logique du régime parlementaire.

La théorie de la séparation des pouvoirs peut-elle aboutir à un autre système ? Comment le législatif et l'exécutif peuvent-ils restés séparés si l'un ne se subordonne l'autre ? L'histoire de France nous montre l'exécutif consentant parfois à cette subordination, le législatif, jamais.

Les Bourbons consentiront-ils ? CHATEAUBRIAND ignore, pour l'instant du moins, la question. Ce qu'il sait bien c'est que la Chambre ne se laissera pas brider, c'est que l'on a une Charte et qu'il faut en tirer les conséquences.

On pourrait objecter que la Charte ne décidait pas de la responsabilité ministérielle. Dans son esprit comme dans celui de Louis XVIII, le choix des ministres était un droit purement régalien. Elle n'indiquait pas qu'ils dussent rendre des comptes à la Chambre si ce n'est dans les cas de trahison ou de concussion prévus par les articles 13, 55 et 56. La Charte ne parlait que de responsabilité pénale mais la responsabilité politique était dans la ligne des institutions.

Car si l'on donne aux Chambres le droit de rejeter la loi, comment leur refuser celui de renvoyer les ministres ? Il est en effet de la nature du Gouvernement de participer à l'élaboration des lois et si l'on dégage de cette besogne l'autorité du roi, on engage d'autant plus les ministres. C'est leur point de vue que les ministres soutiennent devant les Chambres (21). Si elles le rejettent, c'est eux qui sont rejetés. S'ils

(21) Le ministère doit aller aux Chambres pour y soutenir ses projets de loi ; il ne peut se dispenser d'y aller. La thèse contraire est qualifiée « d'hérésie » par Chateaubriand. Monarchie selon la Charte, XL, 92.

le maintiennent malgré tout, le Gouvernement leur devient impossible, les Chambres leur refusent les lois dont ils ont besoin, et, la première de toutes, la loi du budget que la Charte soumet à l'approbation annuelle des assemblées. C'est pourquoi « le ministère doit disposer de la majorité et marcher avec elle » (22).

Devant les Chambres, le ministère n'a d'autre sauvegarde que la confiance qu'il inspire (23). Car c'est la seule considération qui puisse les retenir. Rien d'autre ne limite leur droit d'interpellation: elles doivent tout voir et tout savoir. Les actes d'administration ne relèvent en principe que du roi, mais « si on laisse passer cette grande phrase que les ministres du roi ne doivent compte qu'au roi de leur administration on entendra bientôt par administration tout ce qu'on voudra (24).

C'est pourquoi les députés doivent mettre les ministres à leur discrétion. Il faut que la Chambre « sache se faire respecter ». « Elle ne doit pas souffrir que les ministres établissent en principe qu'ils sont indépendants des Chambres ; qu'ils peuvent refuser de venir lorsqu'elles désireraient leur présence. En Angleterre, non seulement les ministres sont interrogés sur des bills mais encore sur des actes administratifs, sur des nominations et même sur des nouvelles de gazette » (25).

(22) Monarchie selon la Charte, XV, 38.

(23) « Un ministère ne peut pas gouverner contre les Chambres, c'est pour lui une impossibilité physique ». Cf. Monarchie selon la charte, XXXIX, 91.

« Point de milieu dans une constitution de la nature de la nôtre, il faut que le ministère mène la majorité où qu'il la suive », etc....

(24) Monarchie selon la Charte, XV, 36.

(25) Monarchie selon la Charte XV, 36.

On ne pouvait mieux définir le règne du bon plaisir des Chambres. De déductions en déductions, la Charte et CHATEAUBRIAND arrivent au régime parlementaire.

IV. — SES BIENFAITS ET SES SERVITUDES.

Le principe établi, il restait à CHATEAUBRIAND d'en tirer quelques corollaires et de l'entourer des justifications convenables. C'est le but des chapitres XXIII et suivants.

Ils commencent par les louanges du régime parlementaire qui amène au pouvoir « les plus habiles » :

« Avec des chambres, un ministère faible ne peut se soutenir. Ses fautes rappelées à la tribune, répétées dans les journaux, livrées à l'opinion publique, amènent en peu de temps sa chute » (26).

C'est pourquoi dans la monarchie constitutionnelle, il ne faut pas s'inquiéter des changements de ministères. Cette instabilité représente les efforts de la Chambre pour « faire sortir l'habileté des rangs où elle se tenait cachée » (26).

Le temps n'est pas encore venu où CHATEAUBRIAND ayant fait l'expérience du pouvoir déclarera qu'un « grand esprit de cabinet n'est jamais sûr de vivre dans ce pays-ci au delà d'une session » et que « la longueur d'une administration est presque toujours le signe de la médiocrité » (27). Pour le moment il est tout à l'apologie du parlementarisme. Cette succession rapide des ministères qui est le propre du système lui semble n'avoir d'autre but que de faire sortir les grands hommes de l'obscurité et de parvenir à l'harmonie parfaite

(26) Monarchie selon la Charte, XXIII, 57, 58. A rapprocher des réflexions politiques, chapitre XII, page 86. « Nous sommes à peu près sûrs que les hommes les plus distingués par leurs talents seront appelés au timon de l'Etat, car un homme absolument nul ne peut occuper longtemps une première place sous un gouvernement représentatif ».

(27) Guerre d'Espagne, chapitre 53.

entre les Chambres et le Gouvernement. Il y voit la gestation du ministère idéal.

Pour que l'union soit plus intime entre les Chambres et les ministres il lui paraît que « les ministres doivent être membres des Chambres » (28). En effet, ils en sont le fruit : ils tirent d'elles leur origine, leur perfection et en somme, leur subsistance, puisqu'ils ne vivent que par les votes de la majorité ; ils ne sauront et ne pourront gouverner qu'en pénétrant « l'esprit des chambres » et en y adhérant pleinement, en s'unissant à elles si intimément que loin d'en être gênés ils se sentent portés par leur vœu. Pour comprendre les Chambres et être compris d'elles, il est très utile qu'i's en fassent partie.

D'accord avec les Chambres, le ministère a fortiori doit se trouver d'accord avec lui-même. Il « doit être un (29) ». CHATEAUBRIAND ne repousse pas l'idée d'un Gouvernement de « coalition » où seraient représentés les partis de la minorité ; il n'exclue pas l'hypothèse d'un Gouvernement de majorité qui s'adjoindrait des hommes d'opinion politique différente. Mais ces mélanges ne lui semblent permis qu'à la condition de donner un résultat pur et dans le cas unique où les divers membres du Cabinet, sacrifiant leurs divergences, se mettent loyalement d'accord sur un programme commun. Encore pareil ministère risque-t-il d'être gêné par les divergences latentes qui se réveillent, par la nécessité de ne choquer aucun des partis fédérés dans son sein, par des restes de méfiance. CHATEAUBRIAND garde sa préférence pour le ministère de majorité, plus léger, plus rapide parce qu'il dispose d'une confiance plus entière.

(28) Monarchie selon la Charte, XXIV, 59.

(29) Monarchie selon la Charte XXV, 60.

Est-ce à dire qu'il soit toujours facile de satisfaire son propre parti? On peut en douter; on peut craindre les ambitions inassouvies, les particularismes, les dissidences. Aussi CHATEAUBRIAND préconise-t-il un ministère nombreux, ce qui a l'avantage « d'augmenter le nombre des amis et des défenseurs du ministère » dans les Chambres et hors des Chambres, de diminuer les intrigues autour du ministère en satisfaisant un plus grand nombre d'ambitions (30) et enfin, (bien que CHATEAUBRIAND ait placé cet argument en premier lieu, nous n'hésitons pas à le donner après les deux autres) « de diviser le travail et de multiplier les moyens ».

En dernier lieu pour que le ministère soit sûr et libre de son mouvement, il faut qu'il s'appuie sur une majorité constante et invariable, non sur des majorités de rechange (31). On peut rattacher à cette idée la doctrine de l'opposition systématique que CHATEAUBRIAND pratiquera contre VILLÈLE et qui est assez dans la logique de ses idées, bien qu'il ne l'ait pas exprimée tout d'abord.

En effet si la confiance entre les Chambres et le ministère doit être entière et sans réserve, le député perd la liberté de ses votes: il ne peut donner ou retirer sa confiance à sa guise, il ne doit pas se prononcer pour ou contre tel acte du Gouvernement mais pour ou contre le Gouvernement: il faut qu'il soit ami ou ennemi. Cela classe les députés en deux grands partis comme en Angleterre et cela donne de la stabilité.

(30) XXVI, 62. Monarchie selon la Charte.

(31) « Dans une monarchie représentative, le Gouvernement doit avoir une majorité compacte, sûre, invariable, impertubable... un ministère obligé de négocier entre un tiers parti et deux minorités pour acquérir la majorité, n'est maître de rien et doit tout perdre ». Du système politique suivi par les ministres, page 816.

Ainsi plus il avance dans le sens des institutions, plus il paraît à CHATEAUBRIAND que le Gouvernement se trouve assuré. Il lui semble que les ministres sont d'autant plus libres qu'ils sont plus soumis à la loi de la majorité, d'autant plus sûrs d'eux-mêmes qu'ils sont plus fidèles à l'esprit de la Chambre.

Le contrôle parlementaire ne les gêne pas, il accroît leur pouvoir: il ajoute à leur gouvernement tout le poids de l'opinion publique. Car c'est l'opinion publique en définitive qui « est la source et le principe du ministère ». Si le ministère doit sortir de la majorité de la Chambre des Députés, c'est que les députés sont les principaux organes de l'opinion populaire (32).

(32) Monarchie selon la Charte, XXIV, 59.

CHAPITRE III

DROITS SOUVERAINS DE L'OPINION

I. — LES ELECTIONS ET L'ELECTORAT.

C'est l'Opinion que la Charte a voulu associer à l'Etat en instituant la liberté de la tribune et la liberté de la presse. La Chambre des Députés n'est qu'un reflet de sa lumière. Sans elle, la Chambre n'aurait plus de raison; contre elle, elle perd tout pouvoir. Si la majorité parlementaire cesse de la refléter exactement, le ministère doit cesser de suivre cette majorité.

En vertu de ce principe, en 1824, CHATEAUBRIAND somme VILLÈLE de démissionner bien qu'il dispose encore d'une majorité dans les Chambres. Est-ce le problème du divorce entre le pays réel et le pays légal qui se posait un siècle avant qu'on en eut formulé les termes ? Quel moyen de mettre plus d'harmonie entre les élus et les électeurs ? A priori des élections plus fréquentes remédieraient au mal. Mais comment les ministres pourront-ils gouverner s'ils se trouvent chaque année en face d'une nouvelle Chambre ? Pour cette raison, CHATEAUBRIAND s'oppose au renouvelle-

ment annuel, fût-il partiel. Il lui semble dangereux d'ameuter trop souvent l'opinion, utile, de la fixer (33).

Pour lui il ne faut pas que l'opinion soit appelée trop souvent à se prononcer; mais quand elle se prononce, tout doit s'incliner. Par des renouvellements partiels il tient à ce que les députés éprouvent de temps en temps le lien de dépendance qui les rattache aux électeurs (34); en retombant périodiquement dans l'égalité de leurs origines, ils connaîtront que leur empire est fragile et ils en useront avec discrétion. D'autre part ils rafraîchiront leur pouvoir à sa source; en reprenant contact avec l'opinion, ils se garantissent d'un trop long vis-à-vis avec l'exécutif. C'est pourquoi le renouvellement de la Chambre est deux fois nécessaire : « Une assemblée populaire qui ne se renouvelle pas en entier tend elle-même à la tyranie ou devient l'instrument du despotisme ». Le même danger n'est-il pas à craindre si le corps électoral est fermé à la majorité des citoyens ? Le suffrage censitaire en faisant du bulletin de vote le privilège de la richesse tendait à constituer une caste. Cette aristocratie électorale dont le pouvoir était difficile à limiter et les services impossibles à définir, devait se rendre odieuse en beaucoup moins de temps que l'aristocratie féodale de l'Ancien Régime.

Mais sous la Restauration le système était nouveau et l'on restait sous la terreur des récents excès du suffrage univer-

(33) Cf. Discours aux pairs sur la loi électorale 1816. Voici comme il dépeint l'existence du ministre dans l'hypothèse du renouvellement annuel: « Toujours harcelé, toujours incertain du lendemain, il sera dans l'impossibilité d'étendre ses vues au-delà d'une année. Il lui faudra renoncer à ces vastes plans qui se déroulent avec lenteur et qui ne peuvent s'accomplir qu'autant que le Gouvernement est stable et l'opinion publique fixée ».

(34) Discours aux Pairs 1816.

sel. Tout au plus vers 1830 pensa-t-on à ouvrir le corps électoral à ce que l'on appelait les « capacités », professeurs, hommes de lettres, ou de science, militaires, dont la fortune était inférieure au cens exigé. On réclamait, au centre et à gauche, l'abaissement du cens à deux cents francs de contribution, ce qui à l'époque représentait encore une fortune bourgeoise. Quant aux projets ultras-royalistes, faisant accéder au suffrage les tout petits propriétaires ils avaient fait scandale et lorsque VILLÈLE fut au pouvoir, plutôt que de revenir à ces vues, il renforça encore le système censitaire en donnant un droit de « double vote » aux électeurs les plus imposés.

CHATEAUBRIAND s'intéresse peu aux réformes électorales, et se contente du système en cours (35). Il partage l'opinion courante qu'un homme d'instruction primaire ne saurait avoir d'idées politiques et qu'il ne faut pas que les lois soient faites par ceux qui n'ont que peu ou point d'intérêt à leur conservation : une certaine instruction et une certaine fortune lui semblent les deux qualités sans lesquelles on ne saurait participer au Gouvernement.

II. — LA LIBERTE DE LA PRESSE.

Logique en cela jusqu'au bout, il préconise les mêmes garanties pour le droit d'imprimer que pour le droit de vote. La liberté de la presse n'est-elle pas la voix de l'opinion au même titre que la liberté du suffrage et de la tribune ? Le journaliste à l'instar du député n'est-il pas une puissan-

(35) Le droit de vote réservé aux citoyens payant une contribution minima de 300 francs et l'éligibilité à ceux payant une contribution minima de 1.000 francs.

ce, n'exerce-t-il pas un pouvoir reconnu par la Charte, assuré par les lois? Qu'il soit soumis aux mêmes exigences :

« De même qu'on exige du député appelé à discuter les affaires que son intérêt, comme propriétaire, l'attache à la propriété commune, de même le journaliste qui veut s'arroger le droit de parler à la France, doit être aussi un homme qui ait quelque chose à gagner à l'ordre public et à perdre au bouleversement de la société (36) ». En conséquence (et cela permettra de répondre aux plus lourdes amendes) il devra justifier d'un cens égal à celui de l'éligibilité et non du simple électorat, soit 1.000 francs de contribution.

Enfin, pour rendre plus redoutable la responsabilité des journalistes, il réclame une loi terrible, « immanix lex » ; pour punir les écarts de la presse, il envisage l'amende et la prison, la mort même (37). Mais ces rigueurs, on le sent bien, lui sont dictées par son libéralisme. Il n'est si terrible dans la répression que parce qu'il écarte radicalement toute mesure préventive.

Anatole FRANCE observe de quelles répressions impitoyables est capable le pouvoir impersonnel d'une assemblée. « Un roi aurait pitié, dit Jérôme Coignard, la République est sans entrailles ». L'Etat qui donne le plus de licence à ses ennemis est celui qui doit ensuite savoir les écraser sans hésitation ni scrupule. Le laisser-faire a des limites et plus on recule ces limites, plus on en augmente la rigueur.

Les régimes libéraux furent souvent les victimes de cette fatalité: quand ils ne s'accompagnent pas d'un despotisme larvé, ils aboutissent presque toujours aux répressions draconiennes.

(36) Monarchie selon la Charte, XX, 49.

(37) Monarchie selon la Charte, XX, 48.

Les lois les plus rigoureuses doivent accompagner les institutions les plus libérales. Aussi quand CHATEAUBRIAND propose les plus lourdes sanctions, il faut entendre qu'il appelle la plus large liberté. En matière de presse, s'il veut une forte loi punitive c'est pour mieux repousser la censure. D'ailleurs la censure est inefficace : elle n'empêche pas la diffamation qui se réfugiera dans les écrits clandestins ; elle ne réussit qu'à déconsidérer tout ce qu'elle touche, la première qualité d'une opinion étant son indépendance.

Bon argument à l'usage de l'adversaire mais qui n'est pas d'un grand poids dans l'esprit de CHATEAUBRIAND. L'idée sur laquelle il revient sans cesse et qui lui paraît décisive c'est que la liberté de la presse est une pièce indispensable du mécanisme constitutionnel. La censure est contraire à l'esprit de la Charte et son premier effet serait d'en arrêter le fonctionnement, de réduire à néant le contrôle des Chambres, d'anéantir le pouvoir législatif.

« Il faut dans une monarchie constitutionnelle que le pouvoir des Chambres et celui des ministres soient en harmonie. Or si vous livrez la presse au ministère, vous lui donnez le moyen de faire pencher de son côté tout le poids de l'opinion publique et de se servir de cette opinion contre les Chambres : la constitution est en péril » (38).

Toute la force des Chambres se tire de l'opinion, dont elles ne sont que le porte-parole officiel. Or, la presse est cette opinion transparente, reflétée sous tous les aspects et rendue présente en permanence ; elle est donc le soutien naturel de la tribune, l'inspiratrice de toutes les initiatives parlementaires. La mettre dans les mains des ministres, c'est séparer la Chambre de ses origines, anéantir son pouvoir.

(38) Monarchie selon la Charte, XVIII, 43.

Le rôle des Chambres n'est plus que théorique. Et si elles trouvaient encore en elles-mêmes assez d'énergie pour vouloir le jouer, elles en seraient fort empêchées: faute de connaître l'opinion, elles ne sauraient quel sens donner à leurs interventions; avec la presse elles n'auraient pas seulement perdu leur plus sûr appui mais leur guide, et presque, leur propre conscience.

« Point de gouvernement représentatif sans liberté de la presse. Voici pourquoi: le gouvernement représentatif s'éclaire par l'opinion publique et est fondé sur elle. Les Chambres ne peuvent connaître cette opinion si cette opinion n'a pas d'organe » (39).

Point de gouvernement représentatif. C'est dire que sans liberté de la presse, le contrôle des Chambres est impossible; c'est dire aussi que la tâche de ministre constitutionnel est inconcevable. CHATEAUBRIAND imaginait plus facilement un gouvernement représentatif sans parlement, qu'un gouvernement représentatif sans liberté de la presse. Car avec la liberté de la presse, les ministres peuvent encore connaître l'opinion et la suivre; sans elle ni les ministres, ni les Chambres ne peuvent avoir une idée exacte de cette opinion hors de laquelle ils n'existent pas. Ainsi CHATEAUBRIAND met-il cette liberté au-dessus de toutes les autres, déclarant qu'elle « les vaut et les remplace toutes », « qu'elle tient lieu de toute constitution » (40).

III.— ELLE EST UN DROIT NATUREL AUTANT QU'UNE NECESSITE CONSTITUTIONNELLE.

Dans sa préface testamentaire aux *Mémoires d'Outre-*

(39) Monarchie selon la Charte XVII, 42.

(40) Préface testamentaire, XLVI.

Tombe, au moment d'apporter sur sa vie le dernier témoignage, il peut se flatter à juste titre d'avoir été le champion de cette idée: de son « opinion sur le projet de loi relatif aux journaux » qui est du 21 février 1817 jusqu'à l'heure où il se retire de la vie publique il ne cesse pas de la proclamer.

Même après l'assassinat du duc de BERRY, dans son discours sur la suspension de la liberté individuelle (41), il s'oppose à la censure des écrits; il ne pense pas qu'il y ait de salut hors de la Charte qui a consacré le droit d'imprimer (42) et qui, en créant le Gouvernement représentatif, a fait de la presse une nécessité constitutionnelle.

La Charte est un acte de confiance et CHATEAUBRIAND plus que la Charte a confiance dans la liberté. D'ailleurs la liberté de la presse est tellement dans son génie, qu'elle lui apparaît un peu comme sa chose; sa plume est une telle force qu'elle défie toutes les ressources de l'adversaire, toutes les puissances du mensonge; dans la lutte du bien et du mal elle est l'arme invincible qui met l'adversaire en déroute; les périls de la liberté ne lui sont pas plus redoutables qu'aux anciens preux, les dangers du combat, et laisser rouiller sa plume répugne autant à CHATEAUBRIAND qu'aux paladins ses ancêtres, laisser dormir leur épée au fourreau.

La liberté de la presse est trop dans la nature de CHATEAUBRIAND pour qu'il n'y vît pas un droit naturel. Sans doute, il se défend de la placer sur le terrain des droits de l'homme; il la revendique au nom de la société et non pour l'individu, comme une nécessité contingente, un besoin du

(41) Polémiques, opinions, page 325. Discours prononcé le 25 mars 1820.

(42) Articles VII et IX de la Charte.

moment, un accessoire de l'ordre politique et non comme une exigence impérieuse de la nature humaine. Il s'affirme même contre ceux qui proclament: « périssent la société plutôt qu'un principe » (43); parce qu'il est à la tribune de la Chambre des Pairs, parce qu'il a chaussé le cothurne de défenseur du trône et de l'autel, qu'il est le porte-parole du parti le plus royaliste, il faut bien qu'il dépouille le vieil homme, l'écolier de ROUSSEAU qui écrivait l'*Essai sur les Révolutions*; mais dans le fond de son cœur il reste fidèle à sa jeunesse. S'il donne satisfaction en théorie aux doctrines d'autorité, il y croit si peu qu'il leur dénie toute application pratique. Il affirme que le contrôle et la diminution d'une liberté engendrent des maux beaucoup plus grands que la pleine licence (44).

Autant il se méfie de l'autorité, autant il fait confiance à la liberté. Si on s'inquiète de la difficile position du ministère sans cesse harcelé par les critiques des journaux, miné par leurs attaques, exposé tous les jours à un remous de l'opinion qui lui enlèvera la confiance des Chambres, il nous rassure: « Que les ministres soient des hommes de talent, qu'ils sachent mettre de leur parti le public et la majorité des Chambres, et les bons écrivains entreront dans leurs rangs et les journaux les mieux faits et les plus répandus les soutiendront. Ils seront cent fois plus forts car ils marcheront avec l'opinion générale » (45).

Ainsi la liberté de la presse a les mêmes vertus que celle de la tribune: son action corrosive ne s'exerce que sur les

(43) Opinions.

(44) Opinions.

(45) Monarchie selon la Charte, XXI, 63.

ministères faibles; elle tue la médiocrité ; elle ne peut rien contre le génie. Par elle, toutes les tares sont mises à nu mais tous les mérites sont publiés: le ministre débile s'effondre, mais l'homme d'Etat véritable voit sa supériorité partout reconnue et son pouvoir accru de tout le poids de l'opinion publique.

Qu'on ne craigne pas les abus de la presse, la mauvaise foi habile à se masquer d'un air de vérité, la démagogie. « Toute puissante lorsqu'elle est l'organe de la vérité », la presse « ne peut plus rien quand elle n'exprime et ne sert que des passions ».

CHATEAUBRIAND ne redoute rien de la liberté; c'est pour l'autorité qu'il garde toutes ses méfiances. Si le noble pair se doit d'élever des limites à la liberté, il les fait toutes théoriques; c'est à l'autorité qu'il donne des barrières réelles et efficaces.

Le fond de sa pensée, puisque la liberté est toute bonne, l'autorité seule dangereuse, c'est que celle-ci doit se régler sur celle-là, la respecter par dessus tout et la servir. Mais CHATEAUBRIAND ne pouvait oser des conclusions aussi extrêmes dans le cadre d'un discours à la Chambre des Pairs : il avait trop naturellement le sens des bienséances pour seulement y songer.

Plus tard ces conclusions paraîtront d'elles-mêmes dans la sincérité d'un travail solitaire et l'introduction des *Etudes Historiques* en recueillera la théorie librement épanchée. Si l'on doutait encore de sa pensée on pourrait se reporter à la lettre dans laquelle il félicitait un républicain de cette révolution de 1830 qui immolait le trône de Charles X à la liberté de la presse.

Avec un tel état d'esprit on s'étonnera que CHATEAUBRIAND ait admis la censure de la presse en politique extérieure. Mettre des bornes à la liberté alors qu'on va la proclamer

souveraine, proposer un frein à ses abus quand on professe qu'ils sont sans danger, voilà une complexité qui nous embarrasse mais avec laquelle CHATEAUBRIAND se trouve bien à l'aise. La censure qui serait inopérante et néfaste entre les mains du ministre de l'Intérieur sera une excellente chose si on la confie au ministre des Affaires étrangères. CHATEAUBRIAND a été ministre des Affaires étrangères: il a pu se rendre compte de la mauvaise foi des journaux jouant de l'ignorance du public, les gens les plus cultivés manquant toujours, sinon de savoir, du moins d'information directe.

Même avant cette expérience (et sur ce point il semble n'avoir jamais varié d'un bout à l'autre de sa carrière politique sous la Restauration) il admettait la censure dans ce domaine. Faut-il y voir seulement une concession habile aux adversaires de la liberté de la presse? Faut-il rattacher cette réserve au sentiment qu'il avait très net de l'autorité monarchique et de l'indépendance du souverain pour tout ce qui regarde la guerre et la paix? Quoi qu'il en soit ces réticences de CHATEAUBRIAND à l'égard de la liberté de la presse laissent à penser et nous amènent naturellement à des conclusions différentes.

Puisqu'il donne des limites à la liberté de la presse, c'est qu'il ne la considère pas comme « un droit de l'homme »; une liberté de l'individu ne saurait être limitée que par une autre liberté individuelle; elle est donc une liberté sociale admise pour son utilité constitutionnelle et dans la mesure seulement de cette utilité (46). Ce qui revient à dire avec M. DOLLINGER (47) que CHATEAUBRIAND ne soutenait pas la

(46) Thèse de M. Beau de Loménie, dans « La carrière politique de Chateaubriand ».

(47) Dollinger: Chateaubriand Historien.

liberté de la presse pour elle-même mais « parce qu'il la savait nécessaire au développement des autres libertés ».

Et cependant il nous est impossible de penser que ce farouche individualiste n'ait pas aimé la puissance de sa plume comme partie intégrante de son individu. On doutera toujours qu'il n'ait considéré son art que comme un service public et n'ait prétendu à la liberté d'écrire que pour des raisons d'utilité sociale.

D'ailleurs les constructions que l'on élève sur la pensée de CHATEAUBRIAND sont tellement fragiles qu'on craint pour elles avant même qu'elles soient achevées. L'attitude si catégorique de CHATEAUBRIAND en faveur d'une censure de la politique extérieure a duré suffisamment pour nous faire illusion. Lui-même sans doute, il s'était laissé faire illusion. Détrompé par l'expérience, il ne croit plus possible la censure de la presse; pas davantage qu'un contrôle de la foudre ou de la tempête (48). L'imprimerie lui apparaît comme une force de la nature: c'est « l'électricité sociale ». Qui se ferait fort de la capter ?

Mais alors, cette liberté de la presse, si elle échappe à tout contrôle de la société c'est qu'elle ne naît pas de la société; elle est une force de la nature humaine: force fatale, incoercible. Pas n'est besoin de faire appel à des concepts juridiques pour assurer les droits de l'homme, il suffit d'observer la nature, de reconnaître l'ordre divin. ROUSSEAU a sacré les exigences de sa nature; CHATEAUBRIAND ne fait pas autre chose: « La Liberté ne vient pas du peuple, ne vient pas du roi; elle ne sort pas du droit politique mais du droit de nature ou plutôt du droit divin; elle émane de Dieu qui livra l'homme à son franc arbitre; de Dieu qui ne mit point

(48) Mémoires d'Outre-Tombe, livre XIII, page 270.

de conditions à la parole lorsqu'il donna la parole à l'homme, laissant aux lois le droit de punir cette parole lorsqu'elle faillit mais non le droit de l'étouffer » (49).

Dans ces lignes qui sont de 1827 CHATEAUBRIAND, nous semble-t-il, a livré sa pensée profonde. On n'arrête pas la liberté; on ne bride pas une Chambre; on ne musèle pas une presse; on n'immobilise pas une Charte. Tel est son credo. La vision d'une évolution fatale, inexorable, pénètre toutes ses idées; et nulle idée, plus profondément que l'idée de liberté. Dans l'humanité comme dans la nature, des forces nouvelles sont apparues: ce sont la presse, la tribune, et pour tout dire l'opinion. Avec elles, il n'y a pas à discuter, ni biaiser: se soumettre ou se démettre. C'est un flot tout puissant qui briserait les digues si on prétendait l'endiguer.

Mais en même temps, si on ne parvenait à le canaliser, il risquerait de tout dévaster. Si l'opinion arrivait tout d'un coup au souverain pouvoir, elle ferait des catastrophes: il lui faut un tuteur qui l'y conduise, qui la fasse approcher pas à pas de ce but, qui l'habitue peu à peu; et c'est le Roi.

(49) Opinion sur le projet de loi relatif à la police de la presse, page 480.

CHAPITRE III

POUVOIR DU ROI

I. — SA NECESSITE.

Le roi de CHATEAUBRIAND est aussi absolu que sa liberté. Si les Chambres doivent être libres comme en Angleterre, le roi doit être fort comme en France. Car la France a besoin d'un gouvernement fort. Ses conditions d'existence, sa nature politique, sa géographie, son état social diffèrent essentiellement de ceux de la Grande-Bretagne.

Celle-ci est protégée par son insularité. Les mers arrêtent autour d'elle les mouvements des empires: elle ne reçoit jamais le premier coup de leur puissance: les lointaines prévisions, les secrets de la diplomatie ne lui sont pas utiles car elle est à l'abri des surprises; la France, au contraire, ouverte aux invasions, en contact direct avec les grandes puissances européennes doit prévenir l'évènement, arrêter le danger dans ses causes si elle ne veut ensuite en subir tout le poids.

Les Chambres, plus sensibles au fait du jour qu'aux perspectives de l'avenir, aussi incapables de secret que de rapidité, sont par définition impropres à cette politique.

Dans la pensée de CHATEAUBRIAND, la politique extérieure est chose royale. Il l'a toujours pensé, toujours écrit, mais jamais, si nettement, si fortement que durant cette guerre d'Espagne, lorsque, ministre des Affaires étrangères, il déplorait les tracasseries, les lenteurs, les petitesse du régime parlementaire :

« Il est évident qu'il faut laisser au pouvoir exécutif en France une bien plus grande force qu'en Angleterre. Le roi doit être plus libre dans ses mouvements parce que la France est plus grande, plus exposée aux combinaisons de la politique extérieure. Beaucoup d'intérêts que l'on soumet à la discussion publique chez nos voisins demandent parmi nous du secret et ne pourraient être débattus sans danger dans nos deux Chambres ».

Et plus loin : « Tandis qu'on se livrerait à des abstractions politiques et qu'on aurait l'œil fixé sur les astres, on pourrait tomber dans un abîme » (50).

Pouvait-on plus clairement désigner le penchant de la tribune pour les batailles idéologiques qui ne se terminent trop souvent qu'au choc brutal de la réalité ?

La Chambre des Pairs serait-elle susceptible de conduire la politique extérieure sans tomber dans les mêmes difficultés et les mêmes erreurs ? CHATEAUBRIAND ne le pense pas. Cette assemblée malgré son recrutement et son aspect aristocratique ne lui semble pas assez différente de la Chambre des Députés. La noblesse n'a pas conservé en France d'assez fortes racines : elle est loin de posséder la richesse territoriale et l'influence de l'aristocratie anglaise ; chefs d'une nombreuse clientèle, détenteurs de la terre et de l'argent, les lords représentent les grands intérêts de leur

(50) Discours aux pairs sur la guerre d'Espagne.

pays: leur position est vraiment royale, et l'on ne saurait s'étonner que les desseins de la diplomatie et de la guerre leur soient soumis. Les pairs de France n'ont encore rien de tout cela.

« Ne nous y trompons pas, dit-il, il n'y a en France de monarchie que dans la couronne: c'est elle qui par son antiquité et la force de ses mœurs nous sert de barrière contre les flots de la démocratie » (51).

Ainsi aux différences de la position géographique viennent s'ajouter celles de l'état social, aux besoins de la politique extérieure, les nécessités de l'ordre intérieur: en Angleterre tout concourt à la liberté; en France tout réclame l'autorité. Autant CHATEAUBRIAND s'inspire de l'exemple britannique quand il détermine le pouvoir des Chambres, autant il s'en écarte quand il considère l'autorité du Roi. Il veut les Chambres comme en Angleterre et le Roi comme en France.

II. — SON EXERCICE.

CHATEAUBRIAND est logique dans sa contradiction. Il a posé en principe qu'il faut « vouloir ce que l'on a »: on a le Roi; on a les Chambres: il les veut l'un et l'autre avec toutes leurs conséquences.

Or, il est dans le principe de la monarchie de nommer les ministres et de faire les lois: après avoir réclamé pour les Chambres la responsabilité ministérielle et la plénitude du pouvoir législatif, il reconnaît au roi les mêmes droits.

Dans son principe encore le roi est souverain. Incarnant l'intérêt général, il lui appartient de briser au nom de la

(51) Discours aux Pairs sur l'intervention, page 430 (1823).

raison d'Etat toutes les résistances même les plus haut placées :

« Il a une puissance absolue pour rejeter la loi, pour dissoudre les Chambres si les besoins de l'Etat le requerraient » (52) Le pouvoir royal ne peut donc rencontrer nulle entrave.

D'ailleurs loin de le gêner en quelque chose, les institutions nouvelles le renforcent. La loi librement consentie peut aller beaucoup plus loin que la loi imposée; elle paraît moins lourde parce qu'elle a été voulue par les assujettis et elle peut exiger beaucoup plus sans peser davantage. Et qui penserait à repousser la loi quand elle exprime non seulement la volonté du chef de l'Etat mais celle du peuple tout entier ? L'on comprend le monstrueux pouvoir de la Convention et que la République ait pu imposer aux Français des charges qu'ils n'auraient jamais acceptées de la Monarchie.

Si ces charges ont pu être conservées sous la restauration, on le doit sans doute aux institutions libérales qui soutiennent les Bourbons :

« Quel roi de France dans l'ancienne monarchie aurait pu lever l'impôt énorme que le budget a établi ? Quel roi aurait pu faire usage d'un pouvoir aussi violent que celui dont les lois sur la liberté de la presse, la liberté individuelle et les cris séditieux ont investi la couronne (53) ? »

Le roi peut tout avec les Chambres :

« D'un bout de la France à l'autre une loi passée dans les deux Chambres met à sa disposition notre vie, nos enfants, notre fortune... (54) ».

(52) Monarchie selon la Charte, VII, 17.

(53) Monarchie selon la Charte, XII, 29.

(54) Réflexions politiques, chapitre XII.

La liberté s'étant faite l'associée, la collaboratrice de l'autorité, a disparu du même coup de tous les corps d'Etat qui limitaient la puissance royale; elle a ruiné les libertés, « les millions d'entraves » dont l'ancienne monarchie était embarrassée. Qu'est-ce qui s'oppose désormais aux ordres du roi ? « A-t-il à essayer ces remontrances sans fin lorsqu'il a besoin du plus faible impôt ? Rencontre-t-il dans toutes les provinces, dans toutes les villes, dans tous les villages, des coutumes, des corps qui lui disputent les droits les plus légitimes ? » (55).

Non contente de soulager sa puissance de tant de gênes, les chambres garantissent le roi contre un retour possible de cet esprit d'indépendance. Elles lui sont un bouclier:

« Derrière les deux Chambres rien ne peut l'atteindre ; unie aux Chambres, sa force est inébranlable ».

En effet:

« Les rassemblements populaires si dangereux dans les monarchies absolues parce qu'ils sont en présence du souverain même, sont peu de choses dans les monarchies représentatives parce qu'ils ne sont en contact qu'avec des ministres ou des lois. Entre le monarque et ses sujets se trouve une barrière qui arrête tout: les deux Chambres et les institutions publiques ».

Miracle de la monarchie constitutionnelle (56):

« Le roi dans cette monarchie est plus absolu que ses ancêtres ne l'ont jamais été, plus puissant que le sultan de Constantinople, plus maître que Louis XIV à Versailles ».

(55) Réflexions politiques, chapitre XII.

(56) Les citations qui suivent reproduisent le chapitre XII de la Monarchie selon la Charte.

« Il ne doit de compte de sa volonté et de ses actions qu'à Dieu ».

Et CHATEAUBRIAND énumère les attributs de sa toute puissance. Il a d'abord dans ses mains toutes les forces morales :

« Il est le chef ou l'évêque de l'Eglise gallicane. Il est le père de toutes les familles particulières en les rattachant à lui par l'instruction publique ».

Il a la plénitude du pouvoir législatif :

« Seul, il rejette ou sanctionne la loi : toute loi émane de lui. Il est donc souverain législateur.

Il s'élève même au-dessus de la loi, car « lui seul peut faire grâce et parler plus haut que la loi ».

Il a tous les droits de l'exécutif :

« Seul il nomme et déplace les ministres à sa volonté, sans opposition, sans contrôle, toute l'administration découle de lui ; il en est donc le chef suprême.

« L'armée ne marche que par ses ordres.

« Seul il fait la paix ou la guerre ».

Et CHATEAUBRIAND récapitule ainsi cet examen des prérogatives royales :

« Le premier dans l'ordre religieux, moral et politique, il tient dans sa main les mœurs, les lois, l'administration, l'armée, la paix et la guerre.

S'il retire cette main royale, tout s'arrête.

S'il l'étend, tout marche ».

On croirait entendre Bossuet (57)

(57) Bossuet comparant la majesté divine et la majesté royale dit : « Que Dieu retire sa main, le monde retombera dans le néant ; que l'autorité cesse dans le royaume, tout sera confusion ». Politique tirée de l'Ecriture Sainte. Livre V, article IV, première proposition.

III. — LE ROI ET LES CHAMBRES.

CHATEAUBRIAND avait-il autant de puissance d'illusion sur lui-même que sur ses lecteurs? S'était-il tout à fait convaincu de la supériorité de la puissance de Louis XVIII sur celle de Louis XIV? Il est permis d'en douter. Le roi en concédant la Charte avait pensé sacrifier quelque chose de son pouvoir: il serait difficile de soutenir qu'il ait voulu y ajouter. Sans nul doute il y avait vu une soustraction et non une addition. Seulement la soustraction n'était que posée.

Devant le pouvoir nouveau qu'elle avait consacré, la monarchie n'avait rien abdiqué d'elle-même. Elle avait fait des concessions: elle ne s'était rien retranchée.

Elle gardait l'initiative et la sanction des lois, le choix et le contrôle des ministres. Le développement du régime des assemblées n'avait pas encore consacré l'omnipotence du Parlement. Le principe de la séparation des pouvoirs laissait croire à une sorte de division du travail dont les membres loin de se gêner les uns les autres se seraient entr'aïdés. Les Chambres, le Roi devaient toujours aller de pair et s'ils venaient à s'opposer, ce serait juste le temps de faire voir qui a raison puisque de la discussion naît toujours la lumière.

FÉNELON avait formulé cet optimisme en disant : « le Roi peut tout sur ses peuples; les lois peuvent tout sur lui ». Deux omnipotences qui se combinent au lieu de s'opposer, qui s'ajoutent au lieu de s'annuler. Avec une pareille confiance, on peut armer le Parlement de tous les droits sans enlever à la Monarchie une parcelle de son pouvoir.

Ni Louis XVIII, ni CHATEAUBRIAND ne partageaient cette confiance. Seulement CHATEAUBRIAND fait comme s'il la partageait: il veut la Chambre toute puissante comme le roi. Louis XVIII au contraire se méfiant du pouvoir qu'il

innove, lui cède peu; il refuse aux Chambres l'initiative des loix et laisse dans l'ombre la responsabilité ministérielle. Il pose la soustraction mais ne la chiffre pas ou la chiffre faiblement.

CHATEAUBRIAND, au contraire, chiffre fort. Seulement, il n'est pas très sûr de son opération. Des deux termes posés, Roi et Chambres quel est celui qui retranche et celui qui est retranché? Il hésite. L'un ou l'autre doit disparaître dans l'opération, mais lequel? Tantôt il penche d'un côté, tantôt de l'autre; tantôt il demande aux Chambres de « s'attacher au roi », tantôt il conseille au roi de suivre les institutions » (58). Mais un pouvoir constitué renonce difficilement à ses droits: cela ne va pas sans lutte, sans conflit.

C'est ce dont s'inquiète CHATEAUBRIAND (59). Lui aussi il préférerait que la soustraction restât en suspens, qu'elle agit seulement comme une menace, et que le roi supportât les Chambres par crainte d'une révolution, les Chambres respectant le roi de peur d'un coup d'Etat. Et cela ne lui semble pas impossible. Plutôt que de tout perdre, les antagonistes subiront quelques retranchements; on vérifiera une fois de plus la maxime de Joseph de MAISTRE: « Tous les

(58) Dans le premier cas ce sont les Chambres qui s'inclinent: « les Chambres doivent s'attacher étroitement au roi afin que le roi soit plus libre d'exécuter les projets qu'il médite pour le bonheur de son peuple ». *Réflexions politiques, conclusion*, page 114. Dans le deuxième cas, c'est le roi qui se soumet aux Chambres « Que l'on suive les institutions et je répondrai sur ma tête d'un avenir de plusieurs siècles; que l'on viole et que l'on tourmente ces institutions et je ne répondrai pas d'un avenir de quelques mois ». Note au comte d'Artois. *Mémoires d'Outre-Tombe*, XIII.

(59) Monarchie selon la Charte.

pouvoirs de l'univers se limitent naturellement par leur résistance réciproque (60) »

Seulement, entre le roi de France et le roi d'Angleterre, il y a une frontière de part et d'autre de laquelle ils peuvent exercer leur action en toute indépendance; entre le Pape et le Roi, si la limite est moins nette, il y a tout de même la démarcation naturelle du temporel et du spirituel; entre les Chambres et le Roi, il n'y a rien. En admettant la distinction de l'exécutif et du législatif on est bien forcé de reconnaître que ces deux attributs se rapportent au même substantif, s'exercent sur le même point. En cas de conflit, la Chambre et le Roi se retrouvent face à face instantanément; ils évoluent sur le même terrain. Quel arbitre pour les départager? Qui s'interposera pour détourner les coups ?

(60) Du Pape.

CHAPITRE IV

ENTRE LES DEUX PUISSANCES

I. — L'ARISTOCRATIE.

« Notre place est sur les marches du trône entre le roi et ses peuples » (61), a déclaré CHATEAUBRIAND devant la Chambre des Pairs à l'occasion de la loi dite « du milliard des émigrés ». Cette loi qui était destinée à indemniser les propriétaires spoliés par la Révolution et qui devait rassurer les acquéreurs de biens nationaux était maladroitement liée à un projet de conversion de rentes d'autant plus impopulaire que les rentiers formaient alors la partie la plus remuante de l'opinion publique. CHATEAUBRIAND ne pouvait manquer cette occasion d'attaquer l'influence de VILLÈLE et de soigner sa popularité; pas davantage il ne voulait refuser une indemnité en faveur des victimes de la Révolution: il adopte l'indemnité, il rejette la conversion des rentes :

« L'adoption de la loi de l'indemnité sera pour les garanties monarchiques; le rejet de la loi des rentes sera pour les

(61) Opinion sur le projet de loi relatif à la conversion et à l'indemnité, page 428.

garanties nationales » (62). Dans cette double position, CHATEAUBRIAND entend concrétiser le rôle de l'aristocratie. La Chambre des Pairs lui paraît la gardienne des droits de chacun, placée « entre le roi et ses peuples », c'est-à-dire entre le Gouvernement et la majorité parlementaire comme une sorte d'Etat-tampon dont la neutralité fait toute la force et qui arrête les empiètements de quelque côté qu'ils proviennent.

CHATEAUBRIAND annonce TOCQUEVILLE lorsqu'il apprécie le rôle de l'aristocratie dans l'ancienne France, et lorsqu'il reproche à la centralisation monarchique d'avoir préparé la Révolution. Il stigmatise l'erreur des rois de France qui ne voyaient dans la féodalité qu'un obstacle à leur pouvoir et ont renversé avec elle la seule barrière qui les séparait des révoltes populaires et qui retenait l'anarchie :

« L'ancienne constitution de la France, dit-il, fut attaquée par la tyrannie de Louis XI, affaiblie par le goût des arts et les mœurs voluptueuses des VALOIS, détériorée sous les premiers Bourbons par la réforme religieuse et les guerres civiles, terrassée par le génie de RICHELIEU, enchaînée par la grandeur de Louis XIV, détruite enfin par la corruption de la Régence et la philosophie du XVIII^e siècle ».

« La Révolution était presque achevée lorsqu'elle éclata... »

Et c'est la sagesse de la Charte d'avoir pensé à rendre son pouvoir à la noblesse en instaurant la Chambre des Pairs. La constitution nouvelle lui est beaucoup plus favorable que la monarchie de Louis XIV : « Loin de lui rien ravir, elle lui rend cette importance aristocratique qu'elle avait perdue et

(62) Opinion sur le projet de loi relatif à l'amortissement, page 428.

dont les ministres du pouvoir avaient mis tout leur soin à la dépouiller... Quelle part la noblesse avait-elle aux opérations du Gouvernement? » (63). Mais si elle a beaucoup reçu de la monarchie nouvelle, c'est qu'elle a beaucoup à lui donner. Elle n'a plus à redouter les excès du pouvoir royal. Cette monarchie si envahissante au temps de sa vigueur, est assagie par l'âge; à son tour elle est menacée par des forces nouvelles. Le XIX^e siècle est le siècle de la démocratie, de la souveraineté du peuple dont les excès sont plus redoutables que le despotisme d'un seul. C'est contre ce courant que doit s'élever l'aristocratie et qu'elle doit couvrir la monarchie:

« La Chambre des Pairs est par sa nature spécialement chargée de défendre la prérogative royale: c'est une digue élevée pour arrêter la multitude au pied du trône; c'est contre cette digue que doivent venir se briser les efforts de la démocratie (64) ».

Pauvre digue ! CHATEAUBRIAND n'est pas dupe de sa métaphore. Quelque force qu'il mette dans son style, il sait bien que la réalité en est dépourvue. La Chambre des Pairs lui semble tout à fait dénuée d'autorité en elle-même, ne tirant quelque influence que du roi dont elle est issue ou de la Chambre des Députés sur qui parfois elle s'appuie.

Bref l'aristocratie lui paraît une « fiction ». Il lui manque la fortune et l'influence; elle ne pourrait prendre l'autorité dont jouit l'aristocratie anglaise qu'avec le temps et par un long usage (65).

(63) *Réflexions politiques*, page 108.

(64) *Discours sur le recrutement et l'avancement dans l'armée*, page 316.

(65) *Discours sur le recrutement et l'avancement dans l'armée*, page 305.

Encore sa position resterait bien fragile entre les deux pouvoirs qui n'ont cessé de grandir à ses côtés: le pouvoir de la monarchie centralisée, le pouvoir du peuple qui prend corps et conscience, qui tend à la démocratie. Entre ces deux puissances, les assemblées aristocratiques seront écrasées infailliblement: elles n'ont d'autre ressource que de s'abriter dans le giron du roi ou de se fondre dans le mouvement de la démocratie:

« Faibles contre le roi, elles n'empêchent pas le despotisme; faibles contre le peuple elles ne préviennent pas l'anarchie ». Ces prétendus contrepoids aristocratiques ne font qu'embarrasser la balance et seront jetés tôt ou tard hors du bassin. Une aristocratie ancienne et opulente, ayant l'habitude des affaires, n'a qu'un moyen de garder le pouvoir lorsqu'il lui échappe: c'est de passer du capitolé au forum et de se placer à la tête du nouveau mouvement » (66).

Et encore la noblesse ne sera-t-elle pas emportée par le courant en pensant le capter? Pour se faire accepter de la démocratie elle sera tentée d'en adopter les passions, de les flatter même et d'en précipiter la marche; elle ne fera qu'augmenter la violence des chocs entre le peuple et le roi, bien loin de les parer ou de les amortir.

Alors il n'y a d'espoir de paix que dans la bonne volonté des parties, dans le respect qu'elles ont pour la constitution.

II. — LA CONSTITUTION.

La constitution, en effet, leur dicte leur devoir, leur donne la mesure de leurs droits, mesure qui ne doit être ni dépas-

(66) Chateaubriand, cf. add.

sée, ni diminuée. Renoncer à l'un quelconque de ses droits est aussi grave qu'usurper, car « si chaque pouvoir peut renoncer à ce qu'il est il n'y a pas de constitution ». « Aucun des trois pouvoirs constitutifs n'a le droit de remuer la borne qui marque ses limites » (67).

Mais cette borne réside-t-elle uniquement dans ce qu'on pourrait appeler la conscience constitutionnelle de chaque pouvoir? Une morale toute intérieure risque de flotter au gré du caprice individuel. Il faut la rattacher à une autorité supérieure et visible? Laquelle?

Le Roi semble tout désigné pour être le gardien de la constitution puisqu'il en est l'auteur. Sa position naturelle est celle d'un arbitre, et plus il règne de haut, moins il se mêle au Gouvernement de l'Etat, plus il se fait apte à ce contrôle impartial, impassible, que réclame une telle tâche. Plus grande est la distance entre le Gouvernement et lui, entre les lois et lui, et plus il s'en fait juge: il les examine froidement, il les confronte avec la constitution sans autre souci que celui de leur constitutionnalité.

Telle est du moins l'idée de Benjamin CONSTANT: « un pouvoir neutre » au-dessus des autres pouvoirs, supérieur à eux parce que neutre, neutre parce que supérieur, un roi qui règne et ne gouverne pas. Quelques doctrinaires seulement pensaient adapter à la France cette monarchie à l'anglaise. Peu y croyaient. Et CHATEAUBRIAND n'en voulait pas. Son roi ne se contente pas de « régner », il gouverne et légifère.

Mais alors s'il lui confie le contrôle de la Constitution, il le fait à la fois juge et partie: en cas de différend entre le pouvoir législatif des Chambres et son pouvoir législatif, ou

(67) Opinion sur le recrutement, page 311.

son pouvoir exécutif, c'est lui encore, avec son pouvoir constituant, qui intervient sous un autre nom dans le même débat, et qui tranche. C'est cette thèse peu conforme à l'esprit des institutions libérales et à la belle ordonnance de la séparation des pouvoirs à laquelle néanmoins CHATEAUBRIAND semble nous amener dans la « *Monarchie selon la Charte* » (68). Mais il ne l'affirme pas franchement et lorsque Charles X se chargera de l'appliquer, il s'insurgera tout à fait :

« Ce qui n'est pas tolérable dans le rapport des ministres écrit-il au sujet des ordonnances de juillet 1830, c'est cette prétention effrontée, savoir, que le roi a un pouvoir préexistant aux lois. Que signifient alors les constitutions ». (69)

Les lois supérieures au roi, c'est la formule de toutes les insurrections, de toutes les frondes et de toutes les « remontrances ». C'est au nom de ce principe que les Etats Généraux et les parlements, de Philippe Pot à la Chalotais, avaient prétendu, gardiens des lois, contrôler en leur nom la Couronne.

Déclarer les lois préexistantes au législateur nous paraît aussi insoutenable que de prétendre le fruit antérieur à l'arbre et de donner la priorité à l'effet sur la cause. De tout temps, cependant, un certain idéalisme a considéré les lois comme menant au-dessus des mortels et des incarnations successives qu'ils leur prêtent, une existence indépendante, surnaturelle, à la manière des idées dont PLATON fit des dieux. Instrument docile de leur apparition sur la terre, le législateur se contente de les introduire et d'exécuter leur

(68) « Il a une puissance absolue pour rejeter la loi, pour dissoudre les Chambres si les besoins de l'Etat le requéraient. Monarchie selon la Charte, XII, page 17.

(69) Mémoires d'Outre-Tombe, tome V, page 270.

vouloir. C'est ainsi que FENELON déclare « le roi peut tout sur ses peuples ; les lois peuvent tout sur le roi ».

La doctrine catholique ne renforce-t-elle pas cette thèse en conférant aux lois une origine divine ? C'est dans la volonté de Dieu et non dans celle de l'homme qu'elles prennent naissance, c'est le nom de Dieu qui les sanctionne et non celui de l'empereur ou du peuple romain. Elles vivent en Dieu, éternellement, avant et après leur manifestation temporelle. N'est-il pas juste alors de dire qu'elles sont antérieures aux rois ?

Mais le pouvoir législatif du roi, lui aussi, réside en Dieu, subsiste en Dieu de toute éternité. BOSSUET affirme le droit divin du roi, FENELON, celui des lois, l'un et l'autre en cela parfaits théologiens mais, comme politiques, mettant l'accent sur l'objet de leur préférence. BOSSUET attache plus d'importance à l'organe vivant, capable, responsable, dont émane la décision ; FENELON ne s'intéresse qu'à l'idée et se trouve gouverné par le texte plutôt que par l'homme.

D'ailleurs, il redoute l'initiative personnelle : la lettre de la loi lui paraît un refuge contre l'arbitraire du législateur. Après lui l'écrit jouira d'une grande faveur : on opposera la généralité impartiale de la loi à l'arbitraire des décisions d'autorité ; le XVIII^e siècle sera fécond en « déclarations » et en « constitutions ». On rêvait d'être gouvernés par « les lois » ; on aurait voulu supprimer le législateur. Par la démocratie d'ailleurs on avait trouvé le moyen de pulvériser le commandement ; devenu anonyme, invisible, on avait l'illusion de l'avoir aboli.

Tout ce que le pouvoir personnel avait perdu, la loi impersonnelle l'avait gagné. Elle était même allée beaucoup plus loin dans la voie du despotisme qu'aucun monarque absolu. Néanmoins on attribuait ses rigueurs à ce qu'elle avait encore de personnel ; on continuait à considérer le

texte comme le refuge de la Liberté. La confiance qui avait animé les faiseurs de constitutions, de la déclaration des droits de l'Homme à l'an VIII, se ralluma quand la Charte parut.

Très vite ce simple geste de l'autorité royale, comme il avait pris forme de constitution et bien qu'il ne prononçât nettement que sur des points accessoires ou étrangers au pouvoir personnel du roi, fut élevé par les têtes pensantes de l'époque à la dignité de pacte social; il prit figure de révélation supérieure; on le considéra comme les Tables de la Loi. C'est à ROYER-COLLARD que revient le principal honneur d'avoir érigé la Charte en système. Le chef des doctrinaires sut tirer des menues concessions et des garanties de détail données par Louis XVIII, un corps de principe, une constitution complète à laquelle il conférait une sorte de divinité. Pour lui la Charte était « la Raison écrite », la source de toute justice, de toute loi, de tout gouvernement. C'est en son nom qu'agissaient tous les pouvoirs de l'Etat, sous son autorité: elle réglait leur étendue, leur portée; elle dictait les devoirs du citoyen; elle était souveraine; elle finissait sous l'impulsion de la métaphysique doctrinaire par prendre une sorte de vie personnelle, la netteté agissante d'un être vivant.

CHATEAUBRIAND ne met pas autant de force et de système dans ses conceptions. D'ailleurs toute rigueur lui répugne; devant le problème de la souveraineté il semble que la logique lui fasse peur. Mais ce problème est posé: on ne peut l'éluder: il y a une Chambre, un Roi: qui l'emportera, qui arbitrera leurs conflits ?

La *Monarchie selon la Charte* élève, semble-t-il, le roi au-dessus des Chambres; mais, le seul titre de l'ouvrage l'affirme et la conduite de CHATEAUBRIAND le proclame, la Charte est supérieure au Roi. Or, les Chambres peuvent invoquer la Charte, le Roi aussi sans doute, et tout le monde.

Mais alors on se retrouve toujours au même point: qui l'emportera? La Charte, répond-on. La Charte ? Mais elle est à tout le monde: tout le monde, n'en doutons pas en tirera ce qu'il voudra. Charles X y trouvera la justification des ordonnances et ROYER-COLLARD, leur condamnation.

La Charte n'était pas un texte clair; et d'ailleurs, les textes clairs sont passibles de maintes interprétations. Qui interprêtera la Charte? La question est embarrassante encore que primordiale. CHATEAUBRIAND y échappe en mettant la Charte au-dessus de tout. Est-ce à dire que n'importe qui pourra l'invoquer? Ce serait l'anarchie. Ou seulement les pouvoirs de l'Etat? Ce sera une révolution.

Au moment de conclure un scrupule nous arrête. La pensée de CHATEAUBRIAND est un perpétuel mouvement ; c'est un jeu passionnant de courir après elle, d'autant plus qu'on est sûr de ne jamais l'arrêter. Mais puisque tout a une fin, il faut que la course finisse ; c'est alors que vient le doute et l'ennui. Le point final immobilise : tout se fige dans l'esprit du lecteur. CHATEAUBRIAND lui-même ne risque-t-il pas cette mort ? La seule nécessité de finir ne va-t-elle le défigurer à jamais ?? Les théologiens expliquent l'enfer en disant que l'âme à l'heure de la mort se fixe pour l'éternité. Il n'y avait que la mort qui pût fixer CHATEAUBRIAND. On craint de le fixer comme de lui donner un coup mortel.

Cependant, à certains égards, il a cherché lui-même à se fixer. Il a mis tout son soin, tout son honneur, et peut-être, toute sa coquetterie, dans une inébranlable fidélité. Il veut avoir de la suite dans ses actes, et, comme il n'en a aucune dans ses idées, on l'accuse de n'être pas sincère, de poser pour la postérité. On oublie peut-être que la sincérité est affaire de cœur plutôt que de raison, et que, pour CHATEAUBRIAND, autant ses idées furent flottantes, autant il fut invariable dans ses sentiments (70). Compte tenu des froissements d'amour propre et de l'ambition personnelle, c'est son loyalisme monarchique, son sentiment moral et religieux qui déterminent sa ligne de conduite. Elle est immuable comme eux.

(70) Il s'agit uniquement ici de ses sentiments politiques.

Et cependant nulle vie ne fut plus flottante, plus mouvante et plus ballottée que la sienne. Rejetant la Révolution qu'il avait accueillie avec faveur, s'écartant de l'empereur après l'avoir servi, disgrâcié deux fois par les Bourbons dont il est l'homme-lige, s'élevant enfin contre Louis-Philippe et se rattachant aux princes qu'il a perdus, il semble avoir abandonné sa carrière à tous les caprices du sort et de sa propre fantaisie alors qu'il a mis tout son soin à la maintenir dans la plus stricte fidélité. Mais il vécut des temps troublés; et les événements qui traversèrent sa vie, les révolutions qui en brisèrent le dessin ne doivent pas faire oublier l'impertubable continuité de son attitude. Il s'est mis au nombre de ceux, si rares en son siècle, qui n'ont pas servi deux maîtres et qui n'ont connu qu'un drapeau (71)

S'il s'est attaché un moment au Premier Consul c'est dans la pensée que BONAPARTE renouait la tradition nationale ; il s'en sépare dès que l'exécution du duc d'Enghien l'a détrompé. On le retrouve à la fin de sa carrière, refusant de prêter serment à une monarchie usurpée. Il n'a pas changé quand tout change autour de lui; quand tous les esprits de son temps se flattent d'évoluer, il reste le même.

Si les Bourbons n'avaient pas régné, il serait le héros sans tâche de la légitimité, encore que sa disgrâce de 1816 soit le fait de son ultra-légitimisme; mais celle de 1824, son opposition ouverte à VILLÈLE et plus tard, sa démission de l'ambassade de Rome au lendemain des ordonnances, doivent être inscrites au compte de la Liberté et au bénéfice de la Révolution.

(71) Comparer la ligne politique de Chateaubriand à celle des grands romantiques, un Lamartine, un Hugo.

C'est qu'il se croyait envers la Liberté les mêmes devoirs qu'envers le Roi légitime. Comme en 1803 il proteste contre le meurtre du duc d'Enghien, en 1830 il s'élève contre les ordonnances de Charles X. Ne l'accusons pas d'infidélité envers lui-même puisqu'il a toujours professé pour la Charte le même dévouement que pour le Roi. Ne cherchons pas à opposer le légitimiste qu'il était au libéral qu'il est devenu puisqu'il a toujours été pénétré de Liberté autant que de Tradition, proclamant, en outre, dans tous ses écrits politiques que l'avenir de l'une et de l'autre sont indissolubles. Nous admirerions plutôt les délicatesses de sa conscience, les exigences de son honneur si nous les savions basées non seulement sur des sentiments sincères mais encore sur des convictions.

CHATEAUBRIAND a-t-il des convictions ? Nous pourrions nous y tromper à lire seulement ses écrits politiques, ses discours, ses pamphlets qu'anime le souffle de l'action. Heureusement pour nous CHATEAUBRIAND est un écrivain. L'homme politique n'est pas seul à écrire; l'homme tout court s'est exprimé; au même instant, en marge de l'action, il confiait à sa correspondance, à sa littérature, à ses mémoires (si précieux !) ce qu'il n'aurait pu déclarer à la tribune d'une assemblée. Et nous avons de lui des aveux inouis.

Certes CHATEAUBRIAND a émis des idées. Il a adopté des opinions. Pour avoir des convictions il lui a toujours manqué la foi. Il fut toujours étrangement dénué de cette confiance dans la vie qui est indispensable à l'action et sans laquelle on n'est plus qu'un acteur. Comment aurait-il cru à la vie lui qui ne conçoit ni plaisir ni beauté sans la menace, sans la présence de la mort ? Quelque réalité qu'il tienne dans ses mains, un écho toujours lui rappelle qu'en fin de compte ce n'est là qu'un peu de poussière. Il en est des individus comme des nations. Tout est cerné par la mort qui

faner les visages et disperse les ruines. Le réel est illusoire et il s'applaudit de ne s'être attaché qu'à des songes.

Aussi jouit-il d'une incomparable liberté d'esprit. Il n'y a que la réalité qui puisse nous borner. Puisque tout est faux, tout est vrai; ou du moins, tout est également digne d'intérêt. Le sceptique est un voyageur, et CHATEAUBRIAND qui passa la moitié de sa vie sur les routes de tous les continents, ne cessa non plus de courir les idées. C'est pourquoi l'on trouve tant de contradictions dans sa pensée et souvent, à la page suivante, de quoi anéantir la page précédente.

Dire qu'il a changé serait peu dire; il n'est pas de ceux dont on dessine l'évolution et dont les idées sont un enchaînement logique. Les acquisitions qu'il fait au cours de sa carrière loin de lui donner quelque certitude ne font que nourrir son scepticisme. S'il découvre au milieu de sa vie la liberté de la presse et vers la fin, le socialisme, s'il en conçoit de nouvelles perspectives, elles ne font qu'élargir et que multiplier ses contradictions et ses doutes. Les idées mêmes pour lesquelles il a lutté comme celles qu'il a le plus caressées sont, à peine exprimées, frappées à mort dans quelque coin de son esprit et bientôt, au bas d'une page, froidement exécutées. Tout s'anéantit, tout s'annule dans son cerveau. Il faut le voir à l'œuvre quand nulle considération extérieure ne le retient, dans les livres qu'il écrit pour lui seul et pour le plaisir de ses lecteurs, non pas dans la « *Monarchie selon la Charte* » qui est un acte politique visant un certain effet et soumis à une certaine logique, mais dans les *Essais* sur les Révolutions ou dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*, adoptant tous les points de vue, accueillant toutes les idées, les perçant tour à tour de son nihilisme transcendantal et considérant autour de lui leur désordre comme un assez beau désert pour sa solitude.

SOURCES

Les œuvres complètes de CHATEAUBRIAND annotées par BIRÉ. Edition GARNIER frères (1898, 1899).

Spécialement:

Essai sur les révolutions.

Le génie du Christianisme.

De Buonaparte et des Bourbons.

Réflexions politiques.

De la Monarchie selon la Charte.

Mélanges politiques.

Polémiques. Opinions et discours.

Études historiques.

Mélanges historiques.

Mémoires sur le duc de Berry.

Le roi est mort, vive le roi.

De la Vendée.

Analyse raisonnée de l'Histoire de France.

Les quatre Stuarts.

Vie de Rancé.

Essai sur la littérature anglaise.

Le Congrès de Vérone et la guerre d'Espagne.

L'avenir du monde.

De la Restauration et de la monarchie élective.

Les Mémoires d'Outre-Tombe.

La correspondance générale recueillie par Louis THOMAS (*Crampon* 1912).

Exceptionnellement, les références concernant « La Monarchie selon la Charte » et le « Congrès de Vérone » se rapportent à l'édition LADVOCAT de 1827.

BIBLIOGRAPHIE

- Comte d'ANTIOCHE. — Chateaubriand ambassadeur à Londres. *Plon*, 1912.
- Jacques BAINVILLE. — Histoire de trois générations. *Nouvelle Librairie Nationale* 1918.
- BARBEY d'AUREVILLE. — Les prophètes du passé. *Albanel* 1880.
- E. BEAU DE LOMENIE. — La carrière politique de Chateaubriand. *Plon* 1929.
- André BEAUNIER. — Trois amies de Chateaubriand. *Charpentier* 1910.
- H. BERANGER. — Chateaubriand. *Hachette* 1931.
- Abbé BERTRIN. — La sincérité religieuse de Chateaubriand. *Lecoffre* 1900.
- Comtesse de BOIGNE. — Mémoires. *Plon*, 1902-1908.
- BONALD. — Théorie du pouvoir.
- BOSSUET. — Politique tirée de l'Ecriture Sainte.
— Discours sur l'Histoire Universelle.
- L. de CARNÉ. — Le Congrès de Vérone par M. de Chateaubriand. *Revue des Deux-Mondes*, 15 mai 1838.
- Auguste COMTE. — Système de politique positive.
- DELBEZ. — Cours de Droit constitutionnel professé à l'Université de Montpellier.
- DOLLINGER. — Les Etudes historiques de Chateaubriand. *Thèse, Lettres, Strasbourg* 1932.
- DUPEYROU. — Cours de Droit constitutionnel professé à l'Université de Montpellier.
- DURRY. — La vieillesse de Chateaubriand. *Thèse Lettres, Paris* 1933.
- FAGUET. — Politiques et moralistes du XIX^e siècle. LECÈNE et OUDIN, 2 vol.)
- FLAMAND. — Les idées politiques de Fénelon. *Thèse Grenoble* 1932.
- FREMY. — Le comte de Chambord et Chateaubriand. *Revue Hebdomadaire*, 9 et 16 octobre 1920.
- Victor GIRAUD. — Le Christianisme de Chateaubriand, *Hachette*, 1925.

- DE LA GORCE. — Louis XVIII. *Plon* 1926.
— Charles X. *Plon* 1928.
DE GRANDMAISON. — L'expédition française d'Espagne. *Plon* 1928.
GUIZOT. — Origines du Gouvernement représentatif. *Didier* 1880.
D'HAUSSONVILLE. — Chateaubriand et l'ambassade de Rome. *Revue des Deux-Mondes*, octobre-novembre 1897.
HERRIOT. — Mme Récamier. *Plon*, 1905.
HYDE DE NEUVILLE. — Mémoires *Plon*, 1888.
LANSON. — La défection de Chateaubriand. *Revue de Paris*, 1^{er} août 1901.
P. LASSERRE. — Le romantisme français. *Garnier* 1919.
LEMAITRE. — Chateaubriand. *Calman-Lévy* 1926.
LEVAILLANT. — Splendeurs et misères de Chateaubriand. *Ollendorff* 1922.
DE LA LOMBARDIERE. — Les idées politiques de Benjamin Constant. *Thèse Paris* 1928.
DE MAISTRE. — Œuvres.
DE MARCELLUS. — Politique de la Restauration en 1822 et 1823. *Le coffre* 1853.
— Chateaubriand et son temps. *M. Lévy* 1859.
Charles MAURRAS. — Trois idées politiques. *Champion* 1898.
— L'Enquête sur la Monarchie. *Nouvelle Librairie Nationale*, édition de 1924.
MONTESQUIEU. — L'Esprit des Lois.
MOREAU. — Chateaubriand. *Garnier* 1927.
— Le classicisme des romantiques. *Plon* 1932.
DE NESMES-DESMARETS. — La doctrine politique de ROYER-COLLARD. *Thèse Montpellier*.
Abbé PAILHÈS. — Chateaubriand, sa femme et ses amis. *Garnier* 1900.
— La duchesse de Duras et Chateaubriand. *Perrin* 1910.
Madame RECAMIER. — Mémoires présentées par Mme LENORMANT (*M. Lévy*, 1860).
DE ROUX. — Histoire de la Restauration. *Fayard* 1930.
SAINTE-BEUVE. — Causeries de lundi. *Garnier* 1857-1872.
— Nouveaux Lundis. *Lévy* 1863-70.
— Portraits littéraires. *Garnier* 1862-1864.
TAINÉ. — Œuvres.
DE VIEL-CASTEL. — Histoire de la Restauration. *Lévy* 1860.
VILLÈLE. — Mémoires. *Perrin* 1888.
VILLEMAIN. — Chateaubriand (*M. Lévy* 1858).
VITROLLES. — Mémoires. *Charpentier* 1883.

PERIODIQUES

- Le Conservateur*. Paris, octobre 1818. Mars 1820. 78 numéros : 6 volumes.
Le Journal des Débats. Paris, 8 juillet 1815 et suivants.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

SON AMOUR DE LA LIBERTE

CHAPITRE PREMIER

GENESE DE LA LIBERTE

1) <i>Les libertés de l'Ancien Régime</i> . — Barrières entre l'individu et l'Etat. — Biens concrets et non droit abstrait; — acquis par une discipline sociale ..	19
2) <i>La Liberté de Rousseau</i> . — Le postulat de Rousseau: la Liberté, don de nature. — La Liberté, créatrice de l'autorité. — Fusion et confusion de la Liberté et de l'Etat ..	21
3) <i>La Liberté de Chateaubriand</i> . — A l'école de Rousseau: le génie et non la logique du <i>Contrat social</i> . — La Liberté de la presse « don de Dieu ». — La Liberté toujours distincte de l'Etat; — en face de la souveraineté du peuple comme de celle du roi; au-dessus de l'Etat; — premier devoir de l'Etat	24

CHAPITRE II

SOUVERAINETE ET LIBERTE

1) <i>Chateaubriand oublie le rôle positif du Gouvernement</i> . — Raisons historiques. — Il s'oppose à la souveraineté du peuple; à toute souveraineté ..	28
--	----

- 2) *Il ne voit dans l'Etat que l'adversaire de la Liberté.* — Souveraineté et liberté sous l'ancien régime étaient complémentaires. — Rousseau les rend incompatibles. — Entre Souveraineté et Liberté le libéral choisit; — malgré lui il reste prisonnier de Rousseau. — Comment il escamote la souveraineté .. 30
- 3) *Il substitue la souveraineté de la liberté à la souveraineté de l'Etat.* — Souveraineté de la Liberté; — entendue comme indépendance individuelle plutôt que comme participation au pouvoir. — Méfiance de la démocratie comme du pouvoir personnel. — — Les annihiler l'un par l'autre 32
- 4) *Comment il cherche à diminuer l'Etat.* — Montesquieu et la séparation des pouvoirs. — L'exemple de l'Angleterre. — Par crainte de ses abus, on pense à démembrer l'autorité. — Appréhensions de Chateaubriand devant la démocratie .. 35
- 5) *Les libertés de la décentralisation.* — Villèle et Vitrolles préconisent la décentralisation. — Comment ils admettent un suffrage quasi-universel. — Chateaubriand ignore les conceptions traditionnelles de la liberté: il restreint très étroitement le droit de suffrage .. 37
- 6) *L'idée des « corps intermédiaires ».* — L'idée des « corps intermédiaires » et ses conceptions aristocratiques. — Mais c'est au parlementarisme qu'il s'adresse en définitive. — Faiblesse des idées de décentralisation. — Chateaubriand ne craint pas la Liberté et lui sacrifie l'Autorité .. 41

DEUXIEME PARTIE

SA FOI DANS L'EVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

SA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

- 1) *Son fatalisme.* — Royauté de l'évolution: l'art du politique est de s'y soumettre. — Le temps comparé au cours d'un fleuve: la métaphore et l'idée. —

- La « suite des temps » : comment Chateaubriand entend les leçons de Bossuet. — Un déterminisme historique sans facteurs déterminants; — ou plutôt un seul facteur: l'esprit du temps 49
- 2) *Trois idées-forces.* — Le système des trois vérités. — Pourquoi Chateaubriand n'a pas de méthode critique et semble ici confondre la vérité avec l'erreur. — Il tient les idées pour des forces fatales. 53
- 3) *Un déterminisme infaillible.* — Ce qui commande la marche des idées, le but où va le monde. — Sorte de Providence qui se subordonne les événements; — selon un déterminisme plus rigoureux que celui d'un Comte ou d'un Taine 55
- 4) *Se soumettre aux nouveautés sans précipiter l'évolution.* — Le fait nouveau: la discussion des affaires publiques, la presse, le vote. — La presse est-elle un instrument loyal ou simplement une fatalité ? — Le fait périmé: l'ancienne constitution monarchique avec ses corps d'Etat mais non la monarchie. — Si l'état des mœurs interdit la République « le degré des lumières » exige un Parlement 58

CHAPITRE II

SA POLITIQUE ETRANGERE

- 1) *Le patriotisme des « enfants du siècle ».* — Que la politique extérieure se soumette aux aspirations de l'époque. — Le « mal du siècle » et le patriotisme de Chateaubriand. — La politique des Français plutôt que celle de la France. — Lyrisme politique: « la grande levée du genre humain » 63
- 2) *Un nationalisme de raison.* — La politique traditionnelle et la guerre d'Espagne. — Les intérêts de la France et les aspirations du temps. — La carrière de Chateaubriand oscille entre deux pôles. — Dès le début il souhaite que la France ait sa politique; — La guerre d'Espagne pour rendre à la France force et respect. — Ni l'idéologie légitimiste, ni l'idéologie libérale 66
- 3) *La politique « du mouvement ».* — Chateaubriand s'évade de l'intérêt français. — Il mêle les rêves de grandeur nationale à l'idée d'une croisade libérale. — Il veut s'opposer à l'Angleterre en Amérique du Sud. — L'alliance russe et le remaniement de l'Europe 71

- 4) *Rêves belliqueux et démocratique.* — Ces tendances s'accusent à la fin de sa vie. — Comme au « despotisme obscur » de Villèle il s'oppose à celui de Louis-Philippe. — Ce bellicisme ne vient pas de son nationalisme mais de son libéralisme. — Il se fonde sur sa doctrine de l'Evolution 75

CHAPITRE III

L'AVENIR DE L'EVOLUTION

- 1) *Espoirs de progrès.* — Dans l'*Essai* l'humanité tourne dans « un cercle fermé ». — Plus tard: « cercles concentriques » qui vont s'élargissant. — Influence de l'époque; découverte du christianisme et de la presse 79
- 2) *Le progrès par la presse.* — Qu'entend Chateaubriand par « dépôt des lumières ». — Multiplier l'expression de la pensée risque d'aboutir à la diversifier. — Unité dans le domaine des sciences physiques; division en matière morale et métaphysique. — La presse, seconde forme de la Parole créatrice 81
- 3) *Le progrès par le christianisme et la démocratie.* — Par la religion l'homme ne peut-il recouvrer sa pureté originelle. — Longtemps Chateaubriand se refuse à transposer l'Evangile. — Mais il considère la valeur sociale du christianisme; — et cela du point de vue de l'individu plutôt que de celui de l'Etat. — La République impossible sans une transformation de l'homme même. — Le christianisme opérera-t-il cette transformation 85
- 4) *Fin de la Monarchie et de la France.* — Le rêve des monarchies préparant les voies à la République et se retirant devant elle. — La réalité: la monarchie rejetée, les Bourbons et la France déshonorés par l'usurpation de Louis-Philippe. — Fin de la France, fin d'un monde 90
- 5) *L'ordre nouveau collectiviste.* — De tels bouleversements sortira-t-il un ordre nouveau? — En brisant le cadre familial l'individualisme ne détruira-t-il pas l'individu ? — La loi de l'Etat plus lourde que l'autorité familiale. — Le poète dans la collectivisation. — Le socialisme est une folie; — Et la suppression de la propriété, la mort de toute liberté 93
- 6) *Il abandonne finalement ses idées et ses espoirs.* — Il s'évade des conceptions roussiennes. — Il aban-

donne son libéralisme en reconnaissant les conditions de la liberté. — Trop vieux pour réagir, il se contente de douter. — Ruines, anarchie et tyrannie	96
---	----

TROISIEME PARTIE

SON TRADITIONALISME

CHAPITRE PREMIER

NECESSITE DE L'AUTORITE

1) <i>Pour faire respecter l'Evolution.</i> — Il faut des freins à la liberté pour que soit respectée l'évolution. — Dualisme de Chateaubriand: monarchie dans le passé, démocratie dans l'avenir. — Dans le présent: monarchiste et républicain	103
2) <i>Avantages du roi légitime.</i> — Energie réactionnaire de Chateaubriand: opportunité du despote. — Avantage de la monarchie légitime: la force qui lui vient de sa durée et du passé la dispense de la tyrannie	105
3) <i>L'autorité de la tradition.</i> — La tradition, non comme une épreuve mais comme une consécration. — A l'inverse de celui de Maurras, son traditionalisme ne choisit pas. — Sa méthode historique ne retient pas ce qui demeure mais ce qui se passe. — Dans le cœur des Français et non dans les réalités de la France	108
4) <i>La force du sentiment.</i> — La vitalité persistante du sentiment monarchique dans la France de 1814 — et dans le cœur de Chateaubriand. — La fidélité fonde les empires (Bonaparte et les royalistes). — Stabilité de l'Etat et sécurité de l'évolution. — Le « génie » de la monarchie	111

CHAPITRE II

L'AUTORITE HEREDITAIRE

1) <i>La stabilité politique.</i> — «Le roi est mort, vive le roi!» — Sans l'hérédité, pas de stabilité. — La loi salique et l'unité de l'Etat. — L'hérédité donne aux monarques l'illusion mais aussi le sens de l'immortalité.	
--	--

lité.. — Après la critique des « monarchies batar-	115
2) <i>La stabilité importe à la liberté.</i> — La stabilité de l'Etat doit profiter à la liberté; — et à la sécurité des lois dont le prince n'est que le gardien (Fénelon). — Chateaubriand oublie la mission positive du prince (Bossuet). — Il ignore l'intérêt général et le caractère patrimonial de l'Etat	119
3) <i>La stabilité importe à l'Etat.</i> — L'expérience du pouvoir lui révèle les parlements comme assez gênants pour l'Etat; — surtout en politique extérieure. — Mais il se contente de déplorer	123
4) <i>Une autorité sans racine est tyrannique.</i> — Pas de liberté sans une autorité stable. — Le « prince nouveau » doit se faire de l'autorité aux dépens des libertés; — de même, une république improvisée	125
5) <i>Elle est dangereuse pour l'évolution.</i> — Tout régime improvisé est tenté de rompre avec le passé. — Où Chateaubriand se rapproche de Maistre et de Bonald. — Où il s'en sépare: sur la branche antique « greffer des fruits nouveaux »	128

CHAPITRE III LE DEVOIR DE FIDELITE

1) <i>Raison et portée de ce devoir.</i> — Non la soumission au pouvoir de fait. — Le loyalisme de Chateaubriand est sincère et fondé en raison. — La stabilité de l'Etat repose sur la fidélité	131
2) <i>Qu'il soit reconnu par l'Etat.</i> — Place aux royalistes. — Une mesure de sécurité et un exemple de moralité; — « La conjuration de toutes les illégitimités contre la légitimité », — « La Charte et les honnêtes gens »	133
3) <i>Qu'il s'appuie sur une règle morale.</i> — La fidélité veut une règle morale: elle s'oppose à l'intérêt. — Dieu seul peut demander le sacrifice de la vie. — La « chaîne des services et des protections » — ou la discipline morale du christianisme ou la discipline matérielle de l'esclavage	137
4) <i>Chateaubriand rejette l'égoïsme de l'ordre social.</i> — Il néglige le rôle positif de l'égoïsme dans une saine organisation. — Le patriotisme d'un déraciné. — Il nie l'existence des intérêts généraux	140

- 5) *Un ordre social à contrepeute.* — Où il s'achemine à la démocratie chrétienne; — ou bien à la conception aristocratique de « l'ordre moral » — et encore au socialisme niveleur; — toutes conceptions qui s'opposent à l'intérêt égoïste. — Nécessité d'une discipline renforcée: les hiérarchies naturelles, la famille 142

CHAPITRE IV LA RELIGION COMME BASE

- 1) *Sa subsistance matérielle.* — L'Etat ne peut-être indifférent mais doit se garder d'asservir l'Eglise. — Pas de religion soldée: restitutions possibles, accession des églises à la propriété. — Indépendance à l'égard du Pape comme du roi 147
- 2) *Son libre exercice.* — Au clergé honneurs et pouvoirs. — Contre le monopole de l'enseignement. — L'estampille officielle mais pas de sectarisme. — La tolérance dans l'intérêt de la religion catholique; — et dans celui du trône 149
- 3) *Sa valeur monarchique.* — Pas de monarchie légitime sans Dieu. — Seul régime où les lois soient au-dessus du législateur. — Le loyalisme dynastique ne s'adresse pas à la personne du roi mais à Dieu même 153
- 4) *Son efficacité démocratique.* — L'Eglise, défenseur du faible. — « Rendre le monde sûr pour la démocratie ». — L'action surnaturelle de l'Eglise sur le plan naturel. — Le dogme religieux versé dans les mythes révolutionnaires 154

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

QUATRIEME PARTIE SON INTERPRETATION DE LA CHARTE

CHAPITRE PREMIER LA MONARCHIE SELON LA CHARTE

- 1) *Les contradictions de la Charte.* — Une synthèse explosive: *La monarchie selon la Charte.* — Les

- contradictions de ce livre sont celles du temps et de la Charte même. — Les hésitations des partis devant la Charte et leurs contradictions. — Deux exceptions: Villèle et Chateaubriand 163
- 2) *La logique de Chateaubriand*. — Elle est double. — Il conserve « les choses politiques de la révolution », non les hommes; — et pour servir à la force de la Monarchie. — *La monarchie selon la Charte* n'est pas seulement une polémique mais œuvre didactique 10
- 3) *Importance de la « Monarchie selon la Charte »*. — — Hésitations de la Charte et de Louis XVIII. — Chateaubriand tire les conséquences de la Charte et préconise le régime parlementaire 169

CHAPITRE II

DROITS DE LA CHAMBRE

- 1) *Le domaine législatif*. — Que rien ne procède du roi mais des ministres. — Chateaubriand réclame pour les Chambres la pleine initiative des lois. — Respecter la logique de la Charte 172
- 2) *Ses rapports avec l'exécutif*. — Le domaine du législatif et celui de l'exécutif. — Qui les départagera? L'arbitre royal à la mode des Anglais. — Le roi ne doit jamais être engagé dans les débats 175
- 3) *Le régime parlementaire*. — Les ministres sont responsables devant les Chambres. — Le silence de la Charte. — Les Chambres doivent tout voir, et tout savoir 176
- 4) *Ses bienfaits et ses servitudes*. — Bienfaits de l'instabilité ministérielle. — Que le ministère soit tiré des Chambres, homogènes, nombreux; — que les votes soient systématiques 179

CHAPITRE III

DROITS SOUVERAINS DE L'OPINION

- 1) *Les élections et l'électorat*. — L'opinion publique est la « source du ministère ». — Que les Chambres soient renouvelées assez souvent et en totalité. — Le corps électoral doit rester censitaire; sous la double garantie de la fortune et de l'instruction 183
- 2) *La liberté de la presse*. — Exige les mêmes garanties. — Pas de censure: inefficace et contraire à l'es-

- prit de la Charte; — en séparant les Chambres de l'opinion publique elle les anéantit 185
- 3) *Dé droit naturel et constitutionnel.* — La liberté de la presse est un droit naturel autant qu'une nécessité constitutionnelle; — elle n'est dangereuse qu'aux ministères faibles. — Chateaubriand garde ses méfiances pour l'autorité. — Cependant il admet la censure en politique extérieure. — Mais la presse est une fatalité. Mais bonne ou mauvaise, un don de Dieu, un dieu 188

CHAPITRE IV

POUVOIRS DU ROI

- 1) *Sa nécessité.* — La situation géographique de la France n'est pas celle de l'Angleterre. — La politique extérieure y est chose royale; — surtout en l'absence d'une aristocratie puissante 195
- 2) *Son exercice.* — Le roi dispose des ministres et à l'initiative des lois. — Les pouvoirs des Chambres ne font que renforcer le sien. — Et sont moins gênantes que les « millions d'entraves » de l'ancien régime. — Etendue de la puissance royale 197
- 3) *Le roi et les Chambres.* — La Charte n'a rien soustrait aux pouvoirs du roi mais elle a posé une soustraction. — Des deux puissances, Chambre et trône, quelle est celle qui s'inclinera devant l'autre ? — Et si elles entrent en conflit qui les départagera ? 201

CHAPITRE V

ENTRE LES DEUX PUISSANCES

- 1) *L'aristocratie.* — La Chambre des Pairs « entre le roi et ses peuples ». — L'aristocratie autrefois préservait la liberté des abus du pouvoir royal, aujourd'hui elle défendra le trône contre les excès de la liberté. — Faiblesse de l'aristocratie en France. — Elle ne tire d'autorité que de ses alliances avec le roi ou avec l'opinion 204
- 2) *La Constitution.* — Suprématie de la Charte; mais qui l'interprétera ? — Le roi ne peut-être à la fois juge et partie. — Les lois sont au-dessus du roi. —

L'idéalisme platonicien et fénélonien leur confère
une sorte de vie supérieure. — Le XVIII^e siècle
oppose l'impartialité des textes à l'arbitraire du
pouvoir personnel. — On élève la Charte à la di-
gnité de « Raison écrite ». — Elle reste néanmoins
sans interprète officiel 207

CONCLUSION 213

SOURCES 217

BIBLIOGRAPHIE 219

TABLE DES MATIERES 221

A Montpellier, le 25 avril 1936

Vu :

Le Président de la thèse :

Louis DELBEZ

Vu :

Montpellier, le 27 avril 1936,

Le Doyen,

G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 27 avril 1936

Le Recteur,

TAILLIART

MONTPELLIER
IMPRIMERIE DE LA PRESSE
Rue Jardin-Martel

1936

